Régimes de sécurité sociale dans le monde – 1995

This annex outlines the current programmes in social security systems in Asia and the Pacific, and reproduces the charts appearing in the publication *Social Security Programs Throughout the World – 1993 (SSPTW)*, published by the Social Security Administration of the United States. The information used to update these charts was obtained for the most part in conjunction with the two-yearly survey conducted by the Research and Documentation Branch of the ISSA. The data published in this document reflect the situation as at 1 January 1993, unless otherwise specified. With respect to the following countries — Armenia, Azerbaijan, Georgia, Tadjikistan and Uzbekistan — complete and accurate information was not readily available and has therefore not been included in this document.

The country summaries show each social security system's major features divided into old-age, disability, death; sickness and maternity; work injury; unemployment; and family allowances. Each branch is subdivided into coverage, source of funds, qualifying conditions, benefits and administrative organisation. In addition, information about the date of legislation, the type of programme and the rate of exchange is indicated.

Please consult the "Guide to Reading the Country Summaries" of the publication *SSPTW* for more details concerning the format of country summaries, and types of programmes covered.

The reader of this document should be aware of the fact that because of the rapid changes still taking place in some countries of the region, further amendments to existing legislation in a number of countries are likely. In addition, the information received could not in all cases be verified and for some countries, it is not complete. Therefore, the ISSA welcomes any comments, including copies of relevant documentation to complete and up-date this summary. Participants who wish to provide us with such comments or information, including on countries which are not covered here, may write to:

*International Social Security Association
Research and Documentation Branch (DT)
Case postale 1
CH - 1211 Geneva 22
Switzerland*

Liste des tableaux nationaux

Albanie	1	Hongrie	64
Algérie	4	Italie	68
Bélarus	7	Lettonie	72
Belgique	10	Lituanie	75
Bénin	15	Luxembourg	78
Brésil	17	Madagascar	82
Bulgarie	21	Mali	85
Burkina Faso	25	Maroc	88
Burundi	28	Mauritanie	91
Cameroun	30	République de Moldavie	94
Canada	33	Niger	96
Cap-Vert	37	Pologne	99
République Centrafricaine	40	Portugal	103
Congo	43	Roumanie	107
Côte d'Ivoire	46	Fédération de Russie	110
Estonie	49	Rwanda	114
France	52	Sao Tomé et Príncipe	116
Gabon	57	Sénégal	118
Guinée	60	Slovaquie	121
Haïti	62	Slovénie	124

Veillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1949.

Loi en vigueur: 1983 (en vigueur 1er janvier 1984).

Régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U. = 42 dinars)

Champ d'application

Travailleurs salariés, travailleurs indépendants.

Régime spécial pour les forces armées.

Sources de financement

Assuré: 3,5% du salaire.

Employeur: 7,5% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Les prestations d'invalidité et de survivants sont financées par le régime d'assurance maladie et maternité (voir ci-dessous).

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: 60 ans (hommes) ou 55 ans (femmes et anciens militaires). 15 années d'emploi soumis à l'assurance. Retraite anticipée pour ceux qui ont été occupés à des travaux pénibles ou insalubres (âge devant être fixé ultérieurement), les travailleurs femmes ayant élevé un enfant pendant au moins 9 années (1 an de retraite anticipée par enfant, maximum 3 ans), les travailleurs atteints d'incapacité permanente avec 15 années d'emploi soumis à l'assurance (pension calculée comme si 20 années) mais qui ne remplissent pas les conditions pour avoir droit à une pension d'invalidité. Cessation de toute activité.

Indemnité de vieillesse: 65 ans. 5 années ou 20 trimestres d'emploi soumis à l'assurance et n'ayant pas droit à pension.

Pension d'invalidité: Perte de toute capacité de travail ou de gain (invalidité totale) ou de 1/2 de cette capacité (invalidité partielle). Etre soumis à l'assurance. 36 jours d'emploi au cours des 12 derniers mois ou 108 jours au cours des 3 dernières années.

Pension de survivants: Le défunt était pensionné ou remplissait les conditions d'ouverture du droit à pension.

Prestations non payables à l'étranger, sauf si accord de réciprocité.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: 2,5% du salaire mensuel moyen au cours de la dernière année ou des 3 meilleures années (période la plus favorable), multiplié par le nombre d'années d'emploi soumis à l'assurance. Pension minimum: 2 300 fois le salaire horaire minimum; maximum (y compris le supplément pour épouse): 80% du dernier salaire. Le maximum peut être majoré de 2% par an (jusqu'à concurrence de 5 ans) en cas de prorogation de l'activité au-delà de l'âge de la retraite sur demande de l'employeur.

Supplément pour personnes à charge: 600 fois le salaire horaire minimum.

Indemnité de vieillesse: 2,5% du salaire mensuel moyen au cours de la dernière année ou des 3 meilleures années (période la plus favorable), multiplié par le nombre d'années d'emploi soumis à l'assurance.

Supplément pour assistance constante (payable aux pensionnés atteints d'incapacité permanente mais n'ayant pas droit à une pension d'invalidité): 40% de la pension.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: 80% du salaire moyen au cours de la dernière année ou des 3 meilleures années (période la plus favorable) si incapacité totale.

Supplément pour assistance constante: 40% de la pension.

Invalidité partielle: 60% du salaire.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: Veuve de tout âge, 75% de la pension de vieillesse ou d'invalidité versée ou payable à l'assuré (50% si d'autres survivants). Si plusieurs veuves, pension répartie à parts égales.

D'autres survivants: Enfants de moins de 18 ans (21 ans si apprentis ou étudiants; pas de limite si invalides ou de sexe féminin et sans revenus) et parents à charge. Pen-

sion égale à 30% si un survivant, 40% répartis à parts égales si plusieurs survivants.

Si pas de veuve, pension répartie entre les autres survivants: 45% pour un orphelin de père et de mère, 30% pour un parent à charge.

Maximum des pensions de survivants: 90% de la pension versée ou payable à l'assuré.

Indemnité de survivants: Somme forfaitaire égale à 12 fois le dernier salaire mensuel du défunt. Minimum: 12 fois le salaire mensuel minimum.

Organisation administrative

Ministère du Travail et des Affaires sociales: Surveillance générale.

Caisse nationale de retraite: Gestion du régime de vieillesse.

Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés: Gestion du régime d'invalidité.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1949.

Loi en vigueur: 1983 (en vigueur 1er janvier 1984).

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés: Prestations en espèces et prestations médicales de maladie et de maternité.

Epouses de travailleurs ou de titulaires d'une pension de vieillesse ou d'invalidité ou d'une rente d'accident du travail (si incapacité d'au moins 50%): Prestations médicales de maternité.

Epouses, enfants à charge et parents à charge de travailleurs ou de titulaires d'une pension de vieillesse ou d'invalidité ou d'une rente d'accident du travail (si incapacité d'au moins 50%) ou de certains prisonniers: Prestations médicales de maladie.

Titulaires de pensions au titre de la Guerre de Libération Nationale, personnes handicapées, étudiants sans activité professionnelle et leurs ayants droit: Prestations médicales de maladie et de maternité.

Sources de financement

Assuré: 1,5% du salaire.

Employeur: 12,5% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Ces cotisations financent également les prestations d'invalidité et de survivants ci-dessus.

Conditions d'attribution

Prestations en espèces de maladie: Etre dans un emploi soumis à l'assurance au moment de la constatation de la maladie. Pour les prestations de maladie pendant les premiers 6 mois, 9 jours ou 60 heures d'emploi soumis à l'assurance au cours des 3 derniers mois, ou 36 jours ou 240 heures au cours des 12 derniers mois. Pour les prestations prolongées (après 6 mois), 36 jours ou 240 heures d'emploi soumis à l'assurance au cours des 12 derniers mois, ou 108 jours au cours des 3 dernières années.

Prestations médicales: 36 jours ou 240 heures d'emploi au cours de l'année civile précédant celle où se situe la maladie.

Prestations en espèces de maternité: 9 jours ou 60 heures d'emploi soumis à l'assurance au cours des 3 derniers mois, ou 36 mois ou 240 heures au cours des 12 derniers mois précédant la date de la première constatation médicale de la grossesse.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestations de maladie: 50% du salaire journalier (100% en cas de maladie de longue durée ou d'hospitalisation) pendant les premiers 15 jours; 100% du salaire journalier à partir du 16e jour jusqu'à une durée maximum de 3 ans (4 ans dans certaines circonstances). Prestation journalière minimum (au taux de 100%): 8 fois le salaire horaire minimum.

Prestations de maternité: 100% du salaire. Dues pour 14 semaines. Prestation journalière minimum: 8 fois le salaire horaire minimum.

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations médicales: Remboursement de 80% (100% dans certains cas) des frais médicaux. (Normalement l'assuré paie pour les services reçus et se fait rembourser par la caisse compétente).

Les prestations comprennent les soins médicaux et chirurgicaux, l'hospitalisation, les médicaments, les analyses de laboratoire, la lunetterie, les soins et prothèses dentaires, les appareils de prothèse, la réadaptation fonctionnelle et professionnelle, les cures thermales et spéciales, les frais de transport.

Prestations de maternité remboursées à 100% (frais d'hospitalisation limités à 8 jours).

Soins médicaux complets dans les hôpitaux gouvernementaux fournis gratuitement et sans limitation de durée.

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour personnes à charge: Les mêmes que pour les assurés.

Prestations en nature de maternité: Les mêmes que pour les assurées (servies aux épouses seulement).

Organisation administrative

Ministère du Travail et des Affaires sociales: Surveillance générale.

Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés: Gestion du régime.

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1919.

Loi en vigueur: 1983 (en vigueur 1er janvier 1984).

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés, y compris les étudiants des écoles techniques, les personnes en réadaptation médicale ou professionnelle, les administrateurs volontaires de sécurité sociale, les pupilles sous tutelle judiciaire, les étudiants, et certains prisonniers.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 1% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 100% du salaire.

Payables dès le jour suivant l'accident pendant toute la durée de l'incapacité ou jusqu'à guérison ou constatation de l'incapacité permanente. Prestation journalière minimum: 8 fois le salaire horaire minimum.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: Salaire moyen des 12 derniers mois multiplié par le degré d'incapacité (si 10% ou plus). (Somme forfaitaire basée sur la formule de la pension si incapacité inférieure à 10%).

Base de calcul minimum: 2 300 fois le salaire horaire minimum.

Somme forfaitaire égale à 3 fois le montant de la prestation annuelle payable aux travailleurs étrangers, victimes d'un accident, qui quittent le pays, sauf s'ils sont couverts par un instrument international de sécurité sociale.

Supplément pour assistance constante: 40% de la pension.

Prestations médicales: Soins médicaux et chirurgicaux, hospitalisation, médicaments, analyses de laboratoire, lunetterie, soins et prothèses dentaires, appareils de prothèse, réadaptation fonctionnelle et professionnelle, cures thermales et spéciales, frais de transport. Durée: pas de limite.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: Veuve de tout âge, 75% du salaire moyen de l'assuré au cours des 12 derniers mois lorsque le décès est consécutif à l'accident; sinon 75% de la pension versée ou payable à l'assuré. Si plusieurs veuves, pension répartie à parts égales.

Autres survivants: Enfants de moins de 18 ans (21 ans si apprentis ou étudiants; pas de limite si invalides ou de sexe féminin et sans revenus) et parents à charge. Pension égale à 30% si un survivant, 40% répartis à parts égales si

plusieurs survivants. Si pas de veuve, pension répartie entre les autres survivants: 45% pour un orphelin de père et de mère, 30% pour un parent à charge.

Maximum des pensions de survivants: 90% de la pension versée ou payable à l'assuré.

Indemnité de survivants: Somme forfaitaire égale à 12 fois le dernier salaire mensuel du défunt. Minimum: 12 fois le salaire mensuel minimum. Les survivants de travailleurs étrangers bénéficient des prestations s'ils résident sur le territoire national ou s'ils sont couverts par un accord de réciprocité au moment de l'accident.

Organisation administrative

Ministère du Travail et des Affaires sociales: Surveillance générale.

Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés: Gestion du régime.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi en vigueur: 1941.

Régime lié à l'emploi

Champ d'application

Travailleurs salariés non agricoles et bénéficiaires de prestations d'assurance sociale ayant un enfant ou plus.

Régimes spéciaux pour les fonctionnaires et les travailleurs de certaines coopératives agricoles.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 3% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Enfant âgé de moins de 17 ans (18 ans si apprenti, 21 ans si étudiant ou invalide).

Le travailleur doit gagner au moins 1 920 dinars par an ou 160 dinars par mois, ou être malade, invalide ou pensionné.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: 140 dinars par mois et par enfant.

Allocation d'études de 250 dinars par an pour chaque enfant âgé de plus de 6 ans (payable en plus de l'allocation familiale régulière).

Organisation administrative

Ministère du Travail et des Affaires sociales: Surveillance générale.

Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés: Gestion du régime.

Veillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Premières lois: 1900 (vieillesse), 1944 (invalidité).

Lois en vigueur: 1967 et 1990 (travailleurs salariés), 1969 (assistance aux personnes âgées après contrôle des ressources), 1963 (pensions d'invalidité servies par l'assurance maladie-invalidité).

Régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U. = 32,13 francs)

Champ d'application

Travailleurs salariés et apprentis (dispositions spéciales pour les mineurs et les gens de mer).

Régimes spéciaux pour les travailleurs indépendants et les fonctionnaires.

(Pour les pensions d'invalidité, champ d'application comme pour maladie et maternité ci-dessous.)

Sources de financement

Assuré: 7,5 % du salaire. Pensionné: 3,55% de la pension d'invalidité ou de la prépension de retraite (sauf si montant de la pension inférieur à 35 627 francs (sans personnes à charge) ou 42 750 francs (avec personnes à charge)).

Employeur: 8,86 % des salaires.

Gouvernement: Subventions annuelles.

Les cotisations sont calculées sur la base de 108% du salaire pour les ouvriers et 100% pour les employés, y compris le pécule de vacances. (Les pensions d'invalidité et les allocations pour frais funéraires sont financées par l'assurance maladie-maternité.)

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: 60 à 65 ans (hommes et femmes). Pension complète: 45 années (hommes) ou 40 années (femmes) de couverture. Les hommes chômeurs ou invalides peuvent rester dans leur régime jusqu'à 65 ans.

Prépension pour hommes: Retraite à 60 ans et remplacement par un chômeur. Années jusqu'à l'âge de 65 ans considérées comme période d'emploi. Les hommes prépensionnés doivent rester dans ce régime jusqu'à 65 ans. Le régime a pris fin le 31 décembre 1990. Sup-

plément de prépension: Voir prestations de chômage ci-dessous.

Pension d'invalidité: Perte des 2/3 de la capacité de gain dans l'activité habituelle. 6 mois d'affiliation à l'assurance, comprenant 120 jours de travail effectif ou période assimilée et affiliation à l'assurance pendant le dernier trimestre.

Pensions de survivants: Affiliation à l'assurance pendant toute la période écoulée depuis l'âge de 20 ans, ou être pensionné au décès, sinon pension réduite proportionnellement.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: Pension complète : 60% ou 75% (ménage) du salaire moyen de carrière; pour le calcul de la pension, le salaire antérieur est réévalué, compte tenu des variations des salaires et de l'indice des prix de détail.

Pension réduite (en cas de carrière incomplète): Pourcentage de la pension complète correspondant à la proportion de la période accomplie. Pension spéciale de vieillesse pour conjoints divorcés à 60 ans: 62,5% du gain de l'ancien conjoint au cours du mariage, moins les pensions propres dues pour les mêmes années.

Allocation payée à toutes les personnes nécessiteuses après contrôle des ressources: 20 105 francs par mois ou 26 806 francs par mois (ménage).

Ajustement périodique des pensions selon les variations de l'indice des prix de détail.

Pension minimum: 26 703 francs par mois ou 33 369 francs par mois (ménage) si période d'affiliation complète. Pour les assurés ayant accompli les 2/3 de la période requise pour la pension complète, pension réduite en proportion.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pensions d'invalidité: 65% du salaire avec personnes à charge, 40% sans personnes à charge, 45% si vivant seul ou avec des personnes sans revenus qui ne sont pas considérées comme personnes à charge. Payable après 1 année d'incapacité (1ère année payée selon le régime des prestations de maladie). Pension minimum: 920 francs par jour sans personnes à charge, 1 028 par jour pour isolé ou 1 285 francs par jour avec personnes à charge;

maximum: 1 422 francs par jour sans personnes à charge ou 2 133 francs par jour avec personnes à charge.

Ajustement périodique des prestations selon les variations de l'indice des prix de détail.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 80% de la pension de vieillesse de l'assuré. Payée également au veuf. Pension minimum: 315 053 francs par an si période d'affiliation complète, plus pécule de vacances de 17 390 francs par an. Pour les survivants d'assurés ayant accompli les 2/3 de la période requise pour la pension complète de vieillesse, pension minimum réduite en proportion. Payée au conjoint survivant ayant atteint l'âge de 45 ans (sans limite si invalide ou élevant un enfant) si marié depuis au moins 1 année (condition supprimée en cas de naissance d'un enfant ou de décès accidentel de l'assuré). Si le conjoint survivant exerce une activité professionnelle, cessation exigée dans la même mesure que pour la pension de vieillesse. Pension de survivant cumulable à raison de 110% avec une pension de son propre droit. Le conjoint survivant qui ne remplit pas les conditions pour avoir droit à une pension régulière reçoit une pension pendant 12 mois.

Pensions d'orphelins: 9 992 francs par mois pour chaque orphelin, payées selon le régime des allocations familiales.

Allocation funéraire: Somme forfaitaire de 6 000 francs, payée selon le régime des prestations de maladie.

Allocation payée à toutes les personnes nécessiteuses après contrôle des ressources.

Ajustement périodique des prestations (à l'exception de l'allocation pour frais funéraires) selon les variations de l'indice des prix de détail.

Organisation administrative

Ministère de la Prévoyance sociale: Surveillance générale.

Office national de sécurité sociale au sein du ministère: Perception des cotisations et répartition entre les Offices nationaux gérant les prestations.

Office national des pensions: Gestion des pensions de vieillesse et de survivants et gestion financière du régime.

Institut national d'assurance-maladie-invalidité: Gestion générale des pensions d'invalidité.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi, 1894 (mutualités).

Loi en vigueur: 1963 (assurance-maladie-invalidité).

Régime d'assurance sociale (prestations en espèces et prestations médicales)

Champ d'application

Travailleurs salariés et apprentis (qui doivent s'affilier à une mutualité ou à une caisse auxiliaire de caractère public). Les titulaires de pensions et les autres bénéficiaires de prestations de sécurité sociale reçoivent également les prestations médicales.

Régimes spéciaux pour les travailleurs indépendants (protection de base seulement) et les gens de mer.

Affiliation volontaire pour les personnes qui ne sont pas assurées obligatoirement.

Sources de financement

Assuré: Prestations médicales: 3,55% du salaire. Prestations en espèces: 1,15% du salaire. Pensionnés: 3,55% de la pension de vieillesse ou de survivant (pas de cotisations si pension inférieure à 37 257 francs par mois (sans personnes à charge) ou à 44 155 francs par mois (avec personnes à charge)).

Employeur: Prestations médicales: 3,8% des salaires. Prestations en espèces: 2,2% des salaires, plus 0,15% pour financer les prestations en espèces de maternité.

Gouvernement: Subvention pour les soins de santé et les indemnités des salariés et des indépendants. Produit d'une surcharge sur les primes d'assurance automobile, les primes d'assurance hospitalisation, et le chiffre d'affaires réalisé sur le marché du médicament remboursable.

Conditions d'attribution

Prestations en espèces de maladie et prestations médicales: 6 mois d'immatriculation comprenant 120 jours ou 400 heures de travail effectif ou périodes assimilées.

Prestations en espèces de maternité: Etre femme employée. 6 mois d'immatriculation précédant l'accouchement.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestations en espèces de maladie: 60% du salaire; salaire maximum: 3 554 francs par jour. L'employeur verse 100% du salaire à la plupart des employés les 30 premiers jours; les ouvriers et les employés qui n'ont pas droit à un salaire de 30 jours reçoivent 100% du salaire les 14 premiers jours et un supplément de prestations d'assurance égal à 29% (ouvriers) ou 30,5% (employés) du salaire pendant les 23 jours suivants. Par la suite, l'assurance continue à verser 60% du salaire pour le reste de la première année de maladie.

Prestations en espèces de maternité: 82% du salaire pendant le premier mois (79,5% pour les chômeuses) et 75% du salaire par la suite. Due pour les 7 semaines précédant et les 8 semaines suivant l'accouchement.

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations médicales: Englobent les soins des médecins généralistes et spécialistes et des chirurgiens, l'hospitalisation, les médicaments, les analyses de laboratoire, les soins de maternité, les soins dentaires, les soins d'infirmières, la réadaptation, le transport et les appareils de prothèse.

Participation aux frais par l'assuré selon son statut et ses revenus.

Durée: pas de limite.

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour personnes à charge: Les mêmes que pour les assurés.

Organisation administrative

Ministère de la Prévoyance sociale: Surveillance générale.

Office national de sécurité sociale au sein du ministère: Perception des cotisations.

Institut national d'assurance-maladie-invalidité: Coordination du régime avec deux comités de gestion, l'un pour les prestations en espèces et l'autre pour les prestations médicales.

Organismes locaux payant les prestations: 1) environ 100 mutualités reconnues, groupées en 5 unions nation-

ales, et une caisse destinée au personnel des chemins de fer; 2) bureaux régionaux d'une caisse auxiliaire de caractère public pour les personnes n'appartenant pas à une mutualité.

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1903.

Lois en vigueur: 1963 (maladies professionnelles); 1971 (accidents du travail).

Assurance obligatoire auprès d'assureurs publics ou privés

Note: A partir du 1er janvier 1988, le régime des accidents du travail a été partiellement transféré au secteur privé. Suite à cette privatisation, effective le 15 avril 1989, les assureurs ne sont autorisés à augmenter les contributions que de 15% au maximum.

Champ d'application

Travailleurs salariés, y compris les travailleurs occasionnels et les apprentis.

Régimes spéciaux pour les fonctionnaires et les gens de mer.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: Accidents du travail: 0,3% des salaires plus primes d'assurance variables selon les risques (cotisation moyenne environ 2,6% des salaires pour les ouvriers, 0,6% pour les employés). Maladies professionnelles: 0,10% des salaires pour les ouvriers, 0,45% pour les employés.

Gouvernement: Subvention pour la réparation de certains accidents résultant de l'action de matières explosives ou des engins de guerre.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage. Pour les maladies professionnelles ne figurant pas sur la liste, l'assuré devra fournir la preuve du lien de causalité entre la maladie et le risque professionnel.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire:

Pour incapacité temporaire totale, 100% du salaire payé par l'employeur pour ou les 30 premiers jours.

Puis 90% payé par l'assurance jusqu'à guérison ou constatation de l'incapacité permanente.

Incapacité temporaire partielle: 90% du salaire pendant la réadaptation ou si travail adéquat non disponible. Sinon, prestation payée pour couvrir toute différence de salaire. En cas de refus d'une mesure de réadaptation ou d'un travail adéquat, indemnité correspondante au degré d'incapacité.

Ajustement périodique des prestations selon les variations de l'indice des prix de détail.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: 100% du salaire en cas d'invalidité totale.

Supplément pour assistance constante: Fixé en fonction du degré de nécessité et sur base du revenu mensuel moyen garanti (suspendu à partir du 21^e jour d'hospitalisation).

Incapacité partielle: Pourcentage de la pension complète correspondant au degré d'incapacité (convertie en somme forfaitaire à la retraite).

Ajustement périodique des prestations selon les variations de l'indice des prix de détail.

Prestations médicales: Soins médicaux et chirurgicaux, soins dentaires, hospitalisation, médicaments, appareils de prothèse et transport.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 30% du salaire du défunt. Due également à un veuf à charge et à la veuve divorcée si bénéficiaire d'une pension alimentaire.

Pensions d'orphelins: 15% du salaire par orphelin (20% pour orphelins de père et de mère) de moins de 18 ans (ou plus âgé si ouvrant droit aux allocations familiales); payée au maximum pour trois orphelins.

Autres survivants (en l'absence d'un conjoint ou d'orphelins):

Père ou mère chacun 20% du salaire; petits-enfants, frères ou sœurs de moins de 18 ans, 15% chacun. Maximum 45%.

Maximum des pensions de survivants: 75% du salaire du défunt.

Allocation funéraire: Somme forfaitaire égale à 30 jours de salaire; minimum: 6 000 francs.

Ajustement périodique des prestations (à l'exception de l'allocation funéraire) selon les variations de l'indice des prix de détail.

Organisation administrative

Ministère de Prévoyance sociale: Supervision générale.

Accidents du travail: Fonds des accidents du travail, conseils et inspecteurs locaux des accidents du travail: gestion du régime; représentation tripartite.

Les employeurs doivent s'assurer en couverture de leurs risques auprès d'une caisse commune d'assurance ou d'une compagnie privée. L'octroi des prestations est approuvé par le Fonds des accidents du travail.

Maladies professionnelles: Office national de sécurité sociale au sein du ministère: Gestion du régime. Commission des maladies professionnelles: gestion du régime; dirigée par des administrateurs représentant le ministère, assistés par un conseil paritaire d'employeurs et de travailleurs.

En cas de non-accord, les cours et tribunaux du travail sont compétents.

Chômage

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1920.

Loi en vigueur: 1991.

Régime d'assurance obligatoire

Champ d'application

Travailleurs salariés et apprentis.

Exclus: Travailleurs domestiques non logés (travaillant moins de 4 heures par jour pour le même employeur ou

moins de 24 heures par semaine pour un ou plusieurs employeurs), travailleurs occasionnels et travailleurs familiaux.

Régimes spéciaux pour les débardeurs, les gens de mer, les travailleurs de la construction, les travailleurs dans les ateliers pour handicapés, etc.

Sources de financement

Assuré: 0,87% du salaire (au 4^e trimestre 1994).

Employeur: 1,43% des salaires (au 4^e trimestre 1994). Financement de l'indemnité complémentaire (aux allocations de chômage) dans le cadre de la prépension conventionnelle.

Gouvernement: Couverture de tout déficit.

Conditions d'attribution

Allocation de chômage: Justifier d'une période de travail soumise à l'assurance variant entre 312 jours au cours des 18 derniers mois et 600 jours au cours des 36 derniers mois, ce chiffre s'élevant selon l'âge du requérant.

Etre inscrit au bureau de placement. Etre apte au travail, disposé à travailler et disponible.

Le chômage ne doit pas être dû à une résiliation volontaire de la part du travailleur, à son renvoi pour mauvaise conduite, à une grève ou au refus injustifié d'une offre convenable (disqualification pour une période de 8 à 52 semaines; exclusion de la réadmissibilité si intention délibérée).

Supplément de prépension: Retraite à 58 ans (50 ans dans les industries en difficulté) si 5 années au service du même employeur, ou 10 années dans la même branche industrielle, ou 20 années d'emploi. 60 ans si licencié, remplacé par un autre travailleur.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocation de chômage: Chefs de ménage: 60% du salaire plafonné (55 876 francs par mois à partir du 1^{er} décembre 1994). Non-chefs de ménage: 60% du salaire pour la 1^{ère} année; ensuite 42%. Cohabitants: 55% du salaire pour la première année; ensuite 35% pour le 5^e trimestre plus 3 mois supplémentaires pour chaque année d'emploi antérieur, puis forfait de 12 532 francs par mois.

Les chômeurs âgés de 50 ans ou plus qui comptent 20 ans de carrière et sont sans emploi depuis 12 mois ont droit à

un supplément mensuel variable en fonction du niveau du salaire perdu. Pour les isolés et cohabitants âgés de 55 ans, le supplément s'élève à 60% du dernier salaire brut.

Pour les jeunes sans emploi: Allocation d'attente variant en fonction de l'âge et de la situation familiale entre 7 176 et 16 540 francs.

Supplément de prépension: 50% de la différence entre le montant mensuel de l'allocation de chômage initiale et le salaire net. Payable jusqu'à l'âge de la retraite.

Ajustement périodique des prestations selon les variations de l'indice des prix de détail.

Suppléments de sécurité d'existence payables à certains groupes professionnels, afin de garantir un minimum de revenus, en vertu de conventions collectives.

Organisation administrative

Ministère de l'Emploi et du Travail: Surveillance générale.

Office national de sécurité sociale: Perception des cotisations.

Office national de l'emploi: Décision sur les demandes, contrôle des organismes de paiement, et gestion du service de l'emploi, par l'entremise de 30 bureaux régionaux; administré par une commission tripartite.

Bureaux locaux payant les allocations: Office public de paiement ou syndicats pour leurs propres membres.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1930.

Lois en vigueur: 1967, 1969 et 1971 (allocations sous condition de ressources).

Régime lié à l'emploi

Champ d'application

Personnes exerçant une activité rémunérée et bénéficiaires de prestations de sécurité sociale ayant un enfant ou plus.

Régimes spéciaux pour les fonctionnaires et les travailleurs indépendants.

Les familles exclues du régime obligatoire peuvent bénéficier des allocations après contrôle des ressources.

Sources de financement

Assuré: Travailleurs salariés: Néant. Travailleurs indépendants: Cotisations variant selon les revenus.

Employeur: 7% des salaires.

Gouvernement: Subventions aux régimes des travailleurs salariés et indépendants en couverture de tout déficit.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Enfant âgé de moins de 16 ans (18 ans si soumis à l'obligation scolaire à temps partiel; 21 ans si handicapé; 25 ans si apprenti, remplaçant parent seul, étudiant ou jeune chômeur).

Les enfants bénéficiaires peuvent comprendre les petits-enfants et les jeunes frères, soeurs, enfants du conjoint et autres mineurs à charge.

Limite du revenu pour les allocations octroyées sous condition de ressources: 83 542 francs par trimestre avec un enfant; majoration de 20% pour chaque enfant supplémentaire.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: 2 601 francs par mois pour le 1er enfant (3 925 francs si enfant du titulaire d'une pension de vieillesse, ou 5 450 francs si enfant d'un bénéficiaire d'allocation de chômage ou d'un travailleur handicapé), 4 813 francs pour le 2e enfant (5 634 francs pour le 2e enfant du titulaire d'une pension de vieillesse

ou d'invalidité), 7 185 francs pour le 3e enfant et chacun des suivants (7 329 francs pour le 3e enfant du titulaire d'une pension de vieillesse ou d'invalidité ou du bénéficiaire d'allocation de chômage). Supplément de 904 francs pour le 1er enfant entre 6 et 12 ans, de 1 380 francs si entre 12 et 16 ans et de 1 688 francs par mois si plus de 16 ans (ramené à 1 456 francs pour un enfant unique ou un 1er enfant). Complément pour enfant handicapé de moins de 21 ans: 11 700 francs par mois (avec supplément en fonction de la gravité du handicap).

Allocation de naissance: 35 236 francs pour la 1ère naissance, 26 511 pour la deuxième et chacune des suivantes.

Allocation sous condition de ressources octroyées aux familles n'ayant pas droit aux allocations régulières.

Réajustement périodique des prestations selon les variations des salaires, des prix et d'autres facteurs économiques.

Les cotisations au régime financent également des équipements et services collectifs de garde d'enfants en bas âge.

Organisation administrative

Ministère de la Prévoyance sociale: Surveillance générale.

Office national de sécurité sociale: Perception des cotisations.

Office national d'allocations familiales: Répartition des cotisations entre les différentes caisses.

Caisses de compensation versant les allocations: 33 caisses privées (professionnelles, régionales ou spéciales) et un service public (O.N.A.F.T.).

Veillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi en vigueur: 1970.

Régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U. = 536 francs)

Champ d'application

Travailleurs salariés.

Régime spécial pour les fonctionnaires.

Fonds de prévoyance volontaire spécial pour les ressortissants résidant à l'étranger.

Sources de financement

Assuré: 3,6% du salaire.

Employeur: 6,4% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: 55 ans (50 ans si vieillissement prématuré) et 20 ans d'immatriculation. 60 mois de cotisations au cours des 10 dernières années. Cessation de toute activité rémunérée.

Pension d'invalidité: Perte des 2/3 de la capacité de gain, 5 ans d'immatriculation et 6 mois de cotisations au cours des 12 mois précédant l'incapacité.

Pensions de survivants: Le défunt était pensionné ou remplissait les conditions d'ouverture du droit à pension.

Non payables à l'étranger, sauf si accord de réciprocité.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: 30% du salaire moyen mensuel des 3 ou 5 dernières années (période la plus favorable).

Augmentation de 2% pour chaque année de cotisations au-delà de 180 mois.

Pension minimum: 60% du plus élevé des salaires garantis; maximum: 80% du salaire moyen mensuel.

Allocation de vieillesse: 1 mois de salaire par année de cotisations, si n'ayant pas droit à pension à l'âge de 55 ans

(ou 50 en cas de vieillissement prématuré), mais au moins 12 mois de cotisations.

Pensions ajustées selon les variations de l'indice du coût de la vie et en fonction des possibilités financières du régime.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: 30% du salaire moyen mensuel des 3 ou 5 dernières années (période la plus favorable). Années en dessous de l'âge de 55 ans au moment de la demande comptées comme périodes de 6 mois d'assurance.

Augmentation de 2% pour chaque année de cotisations au-delà de 180 mois.

Pension minimum: 60% du salaire minimum le plus élevé; maximum: 80% du salaire moyen mensuel.

Supplément pour assistance constante: 50% de la pension.

Pensions ajustées selon les variations de l'indice du coût de la vie et en fonction des possibilités financières du régime.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: Veuve âgée de 50 ans ou invalide, 50% de la pension de l'assuré. Egalement payée au veuf invalide à charge, à condition que le mariage ait été contracté au moins un an avant le décès du conjoint.

Pensions d'orphelins: 25% de la pension de l'assuré pour chaque orphelin; 40% pour chaque orphelin de père et de mère. 50% pour l'ensemble des orphelins à partir d'au moins 2 orphelins.

Maximum des pensions de survivants: 100% de la pension de l'assuré.

Allocation de survivants: 1 mois de la pension de base de l'assuré pour chaque tranche de 6 mois de cotisations, si l'assuré n'avait pas droit à pension.

Pensions ajustées selon les variations de l'indice du coût de la vie et en fonction des possibilités financières du régime.

Organisation administrative

Ministère du Travail, de l'Emploi et des Affaires sociales: Surveillance générale.

Office béninois de sécurité sociale: Gestion du régime.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1952.

Loi en vigueur: 1967.

Régime d'assurance sociale: Prestations de maternité seulement.

Champ d'application

Femmes salariées.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 0,2% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Prestations de maternité: 6 mois d'emploi soumis à l'assurance.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestations de maladie: Aucune fournie par l'assurance. (Conformément au Code du travail, les employeurs doivent accorder des congés payés de maladie aux travailleurs et payer 60% de tous les frais médicaux; 40% à la charge du travailleur.)

Prestations de maternité: 100% du salaire (50% à la charge de l'employeur).

Dues pour 6 semaines avant et 8 semaines après l'accouchement.

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations médicales: Aucune fournie par l'assurance.

(Conformément au Code du travail de 1967, les employeurs doivent fournir 60% des services médicaux et de santé à leurs travailleurs; 40% à la charge du travailleur.)

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour personnes à charge: Voir allocations familiales ci-dessous.

Les enfants à charge et le conjoint (femme) bénéficient des mêmes dispositions que le travailleur salarié selon le Code du travail.

Organisation administrative

Ministère du Travail, de l'Emploi et des Affaires sociales: Surveillance générale.

Office béninois de sécurité sociale: Gestion du régime.

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1932.

Loi en vigueur: 1959.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés, apprentis, étudiants des établissements techniques et membres de coopératives.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 1 à 4% des salaires selon les risques de l'entreprise.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 50% du salaire durant les 28 premiers jours d'incapacité; 66% par la suite. Payables dès le jour suivant l'accident jusqu'à guérison ou constatation de l'incapacité permanente.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: Incapacité totale: 100% du salaire utile mensuel. Incapacité partielle: salaire utile multiplié par 50% du degré d'incapacité pour le pourcentage d'incapacité jusqu'à 50%, et par 150% pour le pourcentage supérieur à 50%.

Supplément pour assistance constante: 40% de la pension.

Prestations médicales: Soins médicaux et chirurgicaux, hospitalisation, médicaments, appareillage, prothèses et transport.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 30% du salaire de l'assuré. Egalement payable au veuf invalide à charge.

Pensions d'orphelins: 15% du salaire pour les 2 premiers orphelins et 10% pour chacun des autres; 20% pour chaque orphelin de père et de mère.

Parents et grands-parents à charge: 10% du salaire chacun. Maximum: 30%.

Maximum des pensions de survivants: 85% du salaire.

Allocation funéraire: Somme forfaitaire égale à 25% du salaire moyen mensuel.

Organisation administrative

Ministère du Travail, de l'Emploi et des Affaires sociales: Surveillance générale.

Office béninois de sécurité sociale: Gestion du régime.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi en vigueur: 1955.

Régime lié à l'emploi

Champ d'application

Travailleurs salariés et bénéficiaires de prestations d'assurance sociale ayant 1 enfant ou plus. Régime spécial pour les fonctionnaires.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 8,8% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Enfant âgé de moins de 15 ans (18 ans si apprenti, 21 ans si étudiant ou invalide).

Le père ou la mère doit avoir été employé(e) pendant 6 mois et doit travailler 18 jours par mois ou être bénéficiaire de prestations d'assurance sociale (ou la mère doit être veuve d'un bénéficiaire).

Allocation prénatale et allocation de naissance: Examens médicaux prescrits.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: 1 000 francs par mois pour chaque enfant à partir du premier jusqu'au 6e.

Allocation prénatale: 500 francs par mois pendant 9 mois.

Allocation de naissance: Somme forfaitaire de 6 000 francs pour la 1ère naissance et 3 000 francs pour la 2e et la 3e naissance.

Quelques services sociaux et sanitaires sont également fournis aux mères et aux enfants.

Organisation administrative

Ministère du Travail, de l'Emploi et des Affaires sociales: Surveillance générale.

Office béninois de sécurité sociale: Gestion du régime.

Veillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Premières lois: 1923 (chemins de fer), 1934 (commerce), 1936 (industrie).

Loi en vigueur: 1960; travailleurs agricoles: 1971; employeurs agricoles: 1975; 1991 (même couverture des sec-teurs urbains et ruraux en vertu de la nouvelle Constitution).

Régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U. = 0,85 reais).

Champ d'application

Travailleurs salariés de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, travailleurs domestiques, travailleurs indépendants.

Régimes spéciaux pour les fonctionnaires et les membres des forces armées.

Sources de financement

Assuré: 8%, 9% ou 10% du salaire, selon 3 tranches de salaires. Travailleurs indépendants: 10 à 20% des gains selon 10 tranches de gains et temps passé dans chaque tranche.

Employeur: 20% des salaires. Les employeurs des tra-vailleurs domestiques paient 12% des salaires.

Gouvernement: Divers impôts préaffectés au finance-ment des cotisations des travailleurs des entreprises de l'Etat et à la couverture des déficits éventuels.

Plafond des salaires pour le calcul des cotisations des salariés: 582,86 reais. Les cotisations des employeurs sont payables sur le montant total des salaires. Salaire mini-mum: 70 reais.

Les cotisations ci-dessus financent également les presta-tions de maladie et de maternité.

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: 65 ans (hommes) ou 60 ans (femmes) et 60 mois de cotisations (augmentation de 6 mois par an à partir de 1992 pour atteindre 180 mois en 2012). 50 ans si 15 à 25 années dans un emploi pénible. **Pension d'ancienneté:** 30 années d'assurance (hommes) ou 25 années (femmes). Conditions particulières pour les

membres des équipages dans l'aviation, les journalistes, les vétérans et les enseignants. Cessation de l'activité pro-fessionnelle pas exigée. Payable à l'étranger si accord de réciprocité.

Pension d'invalidité: Incapacité de travail permanente. 12 mois de cotisations.

Pensions de survivants: Le défunt était pensionné ou payait des cotisations pendant les 12 derniers mois.

Allocation sous condition de ressources: Personnes nécessiteuses âgées de 70 ans ou invalides avec au moins 1 année d'emploi assuré ou 5 années de travail.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: 70% du salaire moyen des 36 derniers mois, plus 1% du salaire moyen pour chaque année de cotisations, jusqu'à un maximum de 100% du salaire moyen.

Pension d'ancienneté: 70% du salaire moyen, plus 6% par année d'assurance au-delà de 30, jusqu'à un maxi-mum de 100%. Pensions réduites proportionnellement après 25 années d'assurance (femmes).

13 pensions mensuelles payées par année.

Pension minimum: 100% du salaire minimum. **Pension maximum:** 582,86 reais.

Les pensions sont automatiquement ajustées chaque an-née selon les variations de l'indice des prix à la consom-mation.

Allocations sous condition de ressources: 100% du salaire minimum.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: 80% du salaire moyen des 36 derniers mois, plus 1% du salaire moyen pour chaque tranche de 12 mois de cotisations.

Pension minimum: 100% du salaire minimum. **Pension maximum:** 100% du salaire moyen.

13 pensions mensuelles payées par année.

Somme forfaitaire payable si n'ayant pas droit à pension.

Les pensions sont automatiquement ajustées chaque an-née selon les variations de l'indice des prix à la consom-mation.

Allocations sous condition de ressources: 100% du salaire minimum.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pensions de survivant: 80% de la pension d'invalidité de l'assuré, plus 10% de la pension pour chaque survivant jusqu'au 2e. Répartie à parts égales aux ayants droit.

Survivants ayants droit (par ordre de priorité): Veuve, veuf, fils âgés de moins de 18 ans ou invalides, filles célibataires âgées de moins de 21 ans ou invalides, personnes désignées, mère, père invalide, frères et soeurs âgés de moins de 21 ans ou invalides.

13 pensions mensuelles payées par année.

Somme forfaitaire payable si n'ayant pas droit à pension de survivant.

Les pensions sont automatiquement ajustées chaque année selon les variations de l'indice des prix à la consommation.

Pension minimum: 80 à 100% du salaire minimum.

Allocation funéraire: Somme forfaitaire couvrant les frais d'enterrement dans la plupart des cas.

Organisation administrative

Ministère de la Sécurité et de l'Assistance sociales: Surveillance générale.

Institut national d'assurance sociale (INSS): Gestion des prestations.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Premières lois: 1923 (chemins de fer), 1934 (commerce), 1936 (industrie).

Lois en vigueur: 1974 (prestations de maternité); 1976 (prestations de maladie); 1988 (prestations de maternité sous la nouvelle Constitution); 1993 (prestations médicales).

Régime d'assurance sociale (prestations en espèces) et système unique de santé (prestations médicales).

Champ d'application

Travailleurs salariés de l'industrie et du commerce, travailleurs domestiques, et travailleurs indépendants.

Régimes spéciaux pour les fonctionnaires et les membres des forces armées.

Sources de financement

Assuré: Voir cotisation de pensions ci-dessus.

Employeur: Idem, plus 0,3% des salaires pour financer les prestations de maternité et l'allocation de maternité.

Gouvernement: Idem. Aussi la totalité des dépenses pour les prestations médicales.

Conditions d'attribution

Prestations de maladie et de maternité, prestations médicales: Avoir cotisé pendant les 12 derniers mois. Pas de stage pour les prestations en espèces de maternité.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestations de maladie: 80% du salaire moyen des 36 derniers mois, plus 1% pour chaque tranche de 12 mois de cotisations, jusqu'à un maximum de 92% du salaire moyen.

Paiement de 13 mensualités par an si l'assuré a régulièrement acquitté ses cotisations.

Prestation minimum: 100% du salaire minimum.

Prestations de maternité: Salaire intégral (moins contributions de sécurité sociale) pour 28 jours avant et 92 jours après l'accouchement (2 semaines en cas de fausse-couche). Les employeurs versent directement les allocations et sont ensuite remboursés par l'INSS.

Allocation de maternité: Somme forfaitaire égale à 25% du salaire de l'assuré.

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations médicales: Les services médicaux sont fournis directement aux malades.

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour personnes à charge: Les mêmes que pour le travailleur assuré.

Organisation administrative

Ministère de la Santé: Surveillance générale.

INSS: Gestion des prestations en espèces. Système unique de santé (SUS): Gestion des prestations médicales.

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Premières lois: 1919, 1944, 1967.

Loi en vigueur: 1991.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés.

Régimes spéciaux pour les fonctionnaires et les membres des forces armées.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: Coût total: 1% à 3% des salaires selon le degré du risque.

Gouvernement: Néant.

Plafond du salaire pour le calcul des cotisations et des prestations: 582,86 reais.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Incapacité permanente: Perte totale de la capacité de travail.

Prestation d'accident (incapacité partielle): Incapacité de travailler dans l'occupation habituelle, mais capacité d'effectuer d'autres travaux.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 92% du salaire du jour de l'accident.

Dues après un délai de carence de 15 jours (pendant lequel l'employeur est tenu, en vertu de la législation du travail, de verser le salaire intégral) pendant la durée de l'incapacité.

Païement de 13 mensualités par an si l'assuré a régulièrement acquitté ses cotisations.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: 100% du salaire du jour de l'accident.

Supplément pour assistance constante: 25% de la pension.

Prestation d'accident (incapacité partielle): 30, 40 ou 60% du salaire du jour de l'accident.

13 pensions mensuelles payées par année.

Allocation d'accident du travail: Somme forfaitaire d'un montant déterminé.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pensions de survivants: 100% du salaire du jour de l'accident du défunt. Montant attribué à parts égales aux survivants réunissant les conditions voulues à cet effet.

Survivants ayants droit: Les mêmes que pour les pensions de survivants ordinaires.

13 pensions mensuelles payées par année.

Allocation funéraire: Somme forfaitaire d'un montant déterminé.

Organisation administrative

Ministère de la Sécurité et de l'Assistance sociales: Surveillance générale.

INSS: Gestion des prestations en espèces.

Chômage

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1965.

Loi en vigueur: 1990 (prestations en espèces).

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés.

Loi en vigueur: 1991.

Régime lié à l'emploi

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: Néant.

Gouvernement: Coût total (au moyen de divers impôts préaffectés).

Champ d'application

Travailleurs salariés ayant 1 enfant ou plus.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: Voir cotisation de pensions ci-dessus.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Prestations de chômage: 16 mois d'assurance.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Enfant âgé de moins de 14 ans ou invalide. Le père ou la mère doit travailler dans un emploi couvert par l'assurance sociale ou être titulaire d'une pension ou bénéficiaire d'une prestation de maladie. Non exigible si le revenu dépasse 3 fois le revenu minimum. Dues à chacun des parents si les deux sont assurés.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestations de chômage: (sous condition de ressources) 50% du salaire moyen des 3 derniers mois jusqu'à 3 fois le salaire minimum.

Prestation minimum: 100% du salaire minimum.

Dues après un délai de carence de 60 jours pendant 4 mois au cours de n'importe quelle période de 16 mois.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: Montant déterminé pour chaque enfant. Versement mensuel.

Organisation administrative

Ministère du Travail: Surveillance générale.

Fonds d'assistance au travailleur: Gestion du régime.

Organisation administrative

Ministère de la Sécurité et de l'Assistance sociales: Surveillance générale.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1941 (familles nombreuses seulement).

Vieillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1960.

Loi en vigueur: 1972.

Régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U. = 536 francs)

Champ d'application

Travailleurs salariés, étudiants des branches techniques et apprentis.

Exclus: Travailleurs temporaires et étrangers employés temporairement assurés ailleurs.

Régime spécial pour les fonctionnaires.

Assurance volontaire pour les travailleurs indépendants précédemment assurés à titre de travailleurs salariés.

Sources de financement

Assuré: 4,5% du salaire.

Employeur: 4,5% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Plafond des salaires pour le calcul des cotisations et des prestations: 200 000 francs par mois.

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: 55 ans (ou 50 ans si vieillissement prématuré; 53 ans pour les fonctionnaires). 180 mois d'assurance. Cessation de toute activité rémunérée. Payable à l'étranger.

Pension d'invalidité: Perte permanente des 2/3 de la capacité de gain dans une activité quelconque. 5 ans d'assurance, dont 6 mois au cours de l'année précédente. Pas de stage si accident non professionnel.

Pensions de survivants: Le défunt était pensionné ou remplissait les conditions d'ouverture du droit à pension.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: 20% du salaire moyen mensuel au cours des 3 ou 5 dernières années (période la plus favor-

able), plus 1,33% pour chaque tranche de 12 mois d'assurance au-delà de 180 mois.

Pension minimum: 60% du salaire minimum national; maximum: 80% du salaire moyen mensuel de l'assuré.

Indemnité de vieillesse: Somme forfaitaire égale à 1 mois de pension normale pour chaque tranche de 6 mois d'assurance, payable aux travailleurs retirés à l'âge de 55 ans si n'ayant pas droit à pension.

Pensions ajustées selon les variations du coût de la vie.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: 20% du salaire moyen mensuel au cours des 3 ou 5 dernières années (période la plus favorable), plus 1,33% pour chaque tranche de 12 mois d'assurance au-delà de 180 mois (années en-dessous de 55 ans à la date de la demande comptées comme périodes de 6 mois).

Pension minimum: 60% du salaire minimum national; maximum: 80% du salaire moyen mensuel de l'assuré.

Supplément pour assistance constante: 50% de la pension.

Pensions ajustées selon les variations du coût de la vie.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 50% de la pension de l'assuré. Payable à la veuve mariée à l'assuré depuis au moins 1 an ou élevant un enfant ou étant enceinte. Egalement payée au veuf invalide à charge.

Pensions d'orphelins: 25% de la pension de l'assuré pour chaque orphelin de moins de 14 ans (18 ans si apprenti, 21 ans si étudiant ou invalide); 40% pour chaque orphelin de père et de mère.

Maximum des pensions de survivants: 100% de la pension de l'assuré.

Indemnité de survivants: Somme forfaitaire égale à 1 mois de pension de vieillesse pour chaque tranche de 6 mois d'assurance payable aux survivants si l'assuré n'avait pas droit à pension.

Pensions ajustées selon les variations du coût de la vie.

Organisation administrative

Ministère du Travail: Surveillance technique.

Ministère des Finances: Surveillance financière.

Ministère de la Promotion économique: Surveillance de gestion.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion du régime; administrée par un conseil quadripartite et un directeur général.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1952.

Loi en vigueur: 1972.

Régime d'assurance sociale (prestations de maternité seulement)

Champ d'application

Femmes salariées.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: Voir cotisations d'allocations familiales ci-dessous.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Prestations de maternité: 3 mois d'emploi soumis à l'assurance.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestations de maternité: 100% du salaire (part du salaire jusqu'au plafond payée par la Caisse de sécurité sociale, part du salaire dépassant le plafond payée par l'employeur).

Dues pour 14 semaines, dont 2 au moins avant l'accouchement (éventuellement jusqu'à 3 semaines supplémentaires si complications).

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations médicales: Les femmes salariées reçoivent des soins médicaux gratuits pendant la grossesse et l'accouchement.

(Le Code du travail impose aux employeurs l'octroi de certains services médicaux.)

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour les personnes à charge: Voir allocations familiales ci-dessous.

L'épouse d'un assuré reçoit les mêmes prestations médicales qu'une femme assurée.

Organisation administrative

Ministère du Travail: Surveillance technique.

Ministère des Finances: Surveillance financière.

Ministère de la Promotion économique: Surveillance de gestion.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion des cotisations et des prestations.

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1932.

Loi en vigueur: 1972.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés (y compris les travailleurs temporaires), membres de coopératives, étudiants des branches techniques, apprentis et travailleurs occasionnels.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 2,5% du salaire.

Gouvernement: Néant.

Plafond des salaires pour le calcul des cotisations et des prestations: 200 000 francs par mois.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 66 2/3% du salaire moyen journalier.

Payables dès le jour suivant l'accident jusqu'à guérison ou constatation de l'incapacité permanente.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: 85% du salaire moyen si incapacité totale. En cas d'incapacité partielle, pension proportionnelle au degré d'incapacité. Somme forfaitaire égale à 3 fois la pension annuelle, si incapacité de moins de 15%.

Supplément pour assistance constante: 50% de la pension.

Prestations médicales: Soins médicaux et chirurgicaux, soins dentaires, hospitalisation, médicaments, rayons X, analyses de laboratoire, réadaptation, rééducation, appareils de prothèse et transport.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 30% du salaire de l'assuré. Également payée au veuf invalide à charge.

Pensions d'orphelins: 10% du salaire pour chaque orphelin âgé de moins de 14 ans (18 ans si apprenti, 21 ans si étudiant ou invalide); 30% pour chaque orphelin de père et de mère.

Parents et grands-parents à charge: 10% du salaire chacun.

Maximum des pensions de survivants: 85% du salaire.

Allocation funéraire: Montant égal à 15 jours du salaire assuré du défunt.

Organisation administrative

Ministère du Travail: Surveillance technique.

Ministère des Finances: Surveillance financière.

Ministère de la Promotion économique: Surveillance de gestion.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion des cotisations et des prestations.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1955.

Loi en vigueur: 1972.

Régime lié à l'emploi

Champ d'application

Travailleurs salariés (y compris les travailleurs temporaires) et bénéficiaires de prestations d'assurance sociale ayant un enfant ou plus.

Régime spécial pour les fonctionnaires.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 11,5% des salaires.

Gouvernement: Couverture de tout déficit.

Plafond des salaires pour le calcul des cotisations: 200 000 francs par mois.

La cotisation de l'employeur finance également les prestations de maternité.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Enfant âgé de moins de 14 ans (18 ans si apprenti, 21 ans si étudiant ou invalide).

Le père ou la mère doit avoir été employé(e) pendant 3 mois. Payable également au tuteur. Payable aux retraités.

Allocations familiales et prénatales: soins médicaux prescrits pour la mère et l'enfant.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: 1 000 francs par mois pour chaque enfant jusqu'au 6e.

Allocation prénatale: 350 francs par mois pendant 9 mois (payée en 3 versements).

Quelques services sociaux et sanitaires sont également fournis aux mères et aux enfants.

Organisation administrative

Ministère du Travail: Surveillance technique.

Ministère des Finances: Surveillance financière.

Ministère de la Promotion économique: Surveillance de gestion.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion du régime.

Veillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1956.

Loi en vigueur: 1990.

Régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U. = 245 francs)

Champ d'application

Travailleurs salariés. Régime spécial pour les fonctionnaires.

Exclus: Travailleurs occasionnels ou temporaires.

Sources de financement

Assuré: 3% du salaire (4% si occupé à des travaux durs et pénibles).

Employeur: 5,5% des salaires (6,5% pour le personnel occupé à des travaux durs et pénibles).

Gouvernement: Néant.

Plafond des salaires pour le calcul des cotisations et des prestations: 80 000 francs par mois.

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: 55 ans; 50 ans si vieillissement prématuré; 45 ans si oeuvrant dans des conditions dures et pénibles. 15 ans d'immatriculation et 60 mois de cotisations au cours des 10 dernières années. Cessation de l'activité rémunérée pas nécessaire.

Pension d'invalidité: Perte des 2/3 de la capacité de gain. 3 ans d'immatriculation et 6 mois de cotisations au cours des 12 derniers mois.

Pension de survivants: Le défunt remplissait les conditions d'ouverture du droit à pension, était pensionné ou était immatriculé depuis 180 mois.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: 30% du salaire moyen mensuel au cours des 3 ou 5 dernières années (période la plus favorable). Augmentation de 2% pour chaque année de cotisations au-delà de 180 mois.

Pension minimum: 60% du plus élevé des salaires minimums garantis; maximum: 80% du salaire moyen.

Indemnité de vieillesse: Somme forfaitaire égale à autant de fois le salaire moyen mensuel de l'assuré que celui-ci compte de périodes de 12 mois d'assurance.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: 30% du salaire moyen mensuel au cours des 3 ou 5 dernières années (période la plus favorable). Augmentation de 2% pour chaque année de cotisations au-delà de 180 mois.

Pension minimum: 60% du plus élevé des salaires minimums garantis; maximum: 80% du salaire moyen.

Supplément pour assistance constante: 50% de la pension.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 50% de la pension de l'assuré pour la veuve élevant enfant ou enceinte, à condition d'avoir été mariée depuis au moins une année avant le décès de l'assuré. Egalement payée au veuf si marié depuis au moins une année.

Pension d'orphelins: 25% du salaire de l'assuré pour chaque orphelin de moins de 16 ans (18 ans si apprenti, 21 ans si étudiant, sans limite d'âge si invalide); 40% pour chaque orphelin de père et de mère. Parents à charge: 25% du salaire de l'assuré pour chacun.

Maximum des pensions de survivants: 100% de la pension de l'assuré.

Indemnité de survivants: Somme forfaitaire égale à un pourcentage de la pension de vieillesse que l'assuré aurait pu toucher si il/elle aurait atteint l'âge de retraite lors de son décès.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Sécurité sociale: Surveillance générale.

Institut national de sécurité sociale: Gestion du régime; administré par un conseil tripartite et un directeur général.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

(Aux termes du Code du travail de 1966, l'employeur est tenu de payer les 2/3 du salaire aux travailleurs à concurrence de 3 mois par année civile, et de fournir des soins médicaux aux travailleurs et aux personnes à leur charge. Le Code prévoit également que l'employeur doit verser 50% du salaire pendant le congé de maternité à concurrence de 12 semaines (14 semaines si complications), dont 6 semaines au moins après l'accouchement, aux femmes justifiant de 6 mois de services pendant l'année précédant l'accouchement.)

Une loi de 1980 prévoit des prestations médicales pour les fonctionnaires et les membres des forces armées.

Des dispositions de 1984 ont introduit une carte d'assistance médicale permettant à la population à faible revenus d'obtenir des prestations comprenant les soins médicaux, chirurgicaux et de maternité, l'hospitalisation, les soins dentaires et les médicaments.

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1949.

Loi en vigueur: 1990.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés, apprentis et stagiaires, étudiants des branches techniques.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 2% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Plafond des salaires pour le calcul des cotisations et des prestations: 80 000 francs par mois.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 2/3 du salaire; prestation minimum: salaire minimum régional.

Payable après 30 jours de délai de carence.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: 100% du salaire, en cas d'incapacité totale.

Incapacité partielle: Pourcentage de la pension complète proportionnel au degré d'incapacité si 15% ou plus. Somme forfaitaire égale à 3 annuités de la pension proportionnelle si taux d'incapacité inférieure à 15%.

Supplément pour assistance constante: 50% de la pension.

Prestations médicales: Soins médicaux et chirurgicaux, hospitalisation, analyses de laboratoire, médicaments, soins dentaires, transport, appareillage, physiothérapie, lunettes, réadaptation fonctionnelle et professionnelle.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 50% du salaire de l'assuré. Egalement payée au veuf. Somme forfaitaire égale à 6 mois de la pension payable à la veuve ou au veuf en cas de remariage.

Pension d'orphelins: 20% du salaire de l'assuré pour chaque orphelin de moins de 16 ans (21 ans si étudiant, sans limite d'âge si invalide); 40% pour chaque orphelin de père et de mère.

Parents et grands-parents à charge: 20% du salaire de l'assuré chacun.

Maximum des pensions de survivants: 100% de la pension d'incapacité totale de l'assuré.

Allocation funéraire: Somme forfaitaire égale à 30 fois le salaire moyen journalier.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Sécurité sociale: Surveillance générale.

Institut national de sécurité sociale: Gestion des cotisations et des prestations.

Prestations médicales fournies par l'Institut et des institutions médicales gouvernementales ou privées agréées.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1971.

Loi en vigueur: 1977.

Régime lié à l'emploi

Champ d'application

Travailleurs salariés et apprentis avec épouse à charge et 1 ou plusieurs enfants.

Régime spécial pour fonctionnaires.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: Tout le coût.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: L'enfant doit être célibataire et âgé de moins de 16 ans (21 ans si étudiant ou apprenti, pas de limite si invalide).

L'épouse ne doit pas exercer un emploi rémunéré.

Le père ou la mère doit travailler au moins 4 heures par jour.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: Montants mensuels prescrits pour l'épouse et pour chaque enfant. (Réduites de moitié si l'allocataire travaille moins de 4 heures par jour).

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Sécurité sociale: Surveillance générale.

Chaque employeur verse les prestations directement aux travailleurs.

Veillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1969.

Lois en vigueur: 1984, 1990.

Régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U.= 536 francs)

Champ d'application

Travailleurs salariés.

Assurance volontaire pour d'autres personnes.

Régime spécial pour les fonctionnaires.

Sources de financement

Assuré: 2,8% du salaire.

Employeur: 4,2% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Plafond du salaire pour le calcul des cotisations et des prestations: 300 000 francs par mois.

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: 60 ans (ou 50 ans en cas de retraite anticipée). Pour les agents de l'Etat régis par le Code du Travail: 55 ans (agents de la 7e à la 12e catégorie) ou 50 ans (agents de la 1ère à la 6e catégorie). 20 ans d'immatriculation et 180 mois de cotisations, dont 60 au cours des 10 dernières années. Cessation de toute activité rémunérée. Non payable à l'étranger, sauf si accord de réciprocité.

Allocation de vieillesse: 60 ans (ou 50 ans en cas d'usure prématurée) et 12 mois de cotisations.

Pension d'invalidité: Perte des 2/3 de la capacité de gain. 5 ans de cotisations, 6 mois de cotisations au cours de la dernière année. Pas d'exigence de durée de cotisations en cas d'invalidité pour cause d'accident d'origine non professionnelle.

Pension de survivants: Le défunt était pensionné ou remplissait les conditions d'ouverture du droit à pension.

Allocation de survivants: Le défunt remplissait les conditions d'attribution d'une allocation de vieillesse.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: 30% du salaire moyen mensuel au cours des 3 ou 5 dernières années (période la plus favorable). Augmentation de 1% pour chaque année de cotisations au-delà de 180 mois.

Pension minimum: 50% du salaire minimum de la zone I et du secteur d'activité de l'assuré. **Pension maximum:** 80% du salaire minimum.

Allocation de vieillesse: Somme forfaitaire égale à autant de fois le salaire moyen mensuel de l'assuré que celui-ci compte de périodes de 12 mois d'assurance.

Supplément pour assistance constante: 40% de la pension.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: 30% du salaire moyen mensuel au cours des 3 ou 5 dernières années (période la plus favorable). Augmentation de 1% pour chaque année de cotisations au-delà de 180 mois (années à courir à partir de la demande jusqu'à l'âge de 60 ans prises en compte comme autant de périodes de 6 mois).

Supplément pour assistance constante: 40% de la pension.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 50% de la pension de vieillesse payable à toutes les épouses légitimes non divorcées, indépendamment de leur âge.

Pension d'orphelins: 15% de la pension de l'assuré pour chaque orphelin; 25% si orphelin de père et de mère.

Parents à charge: 10% de la pension de l'assuré.

Pension répartie à parts égales entre les autres parents si pas de survivants dans les catégories susmentionnées.

Maximum des pensions de survivants: 100% de la pension de l'assuré.

Allocation de survivants: Somme forfaitaire égale à 1 mois de la pension de base pour chaque tranche de 6 mois de cotisations.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale: Surveillance générale.

Caisse nationale de prévoyance sociale: Gestion du régime; administrée par un conseil tripartite et un directeur général.

Ministère des Finances et de la Fonction publique: Gestion de la branche des pensions en ce qui concerne les agents de l'Etat relevant du Code du Travail.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1956.

Loi en vigueur: 1967.

Régime d'assurance sociale (prestations de maternité seulement)

Champ d'application

Femmes salariées.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: Voir cotisations d'allocations familiales ci-dessous.

Gouvernement: Néant.

Plafond du salaire pour le calcul des cotisations: 300 000 francs par mois.

Conditions d'attribution

Prestations de maternité: 6 mois consécutifs d'emploi soumis à l'assurance à la date de suspension du contrat.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestations en espèces de maladie: Pas fournies par l'assurance. (Le code du travail impose aux employeurs l'octroi de congés payés de maladie.)

Prestations de maternité: 100% du salaire. Dues pour 4 semaines avant et 10 semaines après l'accouchement (peuvent être prolongées à concurrence de 6 semaines si complications).

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations médicales: Les femmes salariées ou conjointes d'un assuré reçoivent 1 400 francs pour frais d'accouchement et 200 francs par examen prénatal et pour l'examen de l'enfant au 6e mois de vie.

(Certains soins médicaux fournis par le service de santé de l'Etat en vertu de la loi de 1962. Le Code du travail impose aux employeurs de fournir également certains services médicaux.)

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour personnes à charge: Voir allocations familiales ci-dessous.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale: Surveillance générale.

Caisse nationale de prévoyance sociale: Gestion du régime.

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1944.

Loi en vigueur: 1977.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés (à l'exception des agents de l'Etat), apprentis, gens de mer, étudiants de l'enseignement technique, personnes placées dans les Centres de formation, de rééducation fonctionnelle et de réadaptation professionnelle (accidents au cours de la formation).

Assurance volontaire pour les travailleurs indépendants.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 1,75%, 2,5% ou 5% du salaire, selon les risques de l'industrie.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 66,66% du salaire.

Incapacité temporaire: Plafond du salaire pour le calcul des prestations: 17 933 francs par jour.

Payable dès le jour suivant l'accident jusqu'à guérison ou constatation de l'incapacité permanente.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: En cas d'incapacité totale, 85% du salaire moyen.

Plafond et plancher du salaire pour le calcul des prestations: 537 994 et 24 075 francs par mois.

Supplément pour assistance constante: Montant égal au salaire de la 1ère catégorie de la zone I échelon A du secteur dont relève la victime.

En cas d'incapacité partielle: Pourcentage de la pension complète proportionnel au degré d'incapacité si taux d'incapacité égal à 20% ou plus; somme forfaitaire égale à 10 annuités de la pension partielle si taux d'incapacité inférieur à 20%.

Prestations médicales: Frais médicaux et chirurgicaux, hospitalisation, médicaments, appareils de prothèse, radiographies, services de laboratoire, réadaptation, rééducation fonctionnelle.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de survivants: 85% du salaire moyen de l'assuré. Pension répartie entre les survivants ayants droit ci-après, conformément au tableau figurant dans la loi: conjoint, enfants âgés de moins de 14 ans (18 ans si apprenti, 21 ans si étudiant ou invalide); ascendants à charge.

Allocation funéraire: Frais d'enterrement.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale: Surveillance générale.

Caisse nationale de Prévoyance Sociale: Gestion du régime.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1956.

Loi en vigueur: 1967.

Régime lié à l'emploi

Champ d'application

Travailleurs salariés ayant 1 enfant ou plus. Régime spécial pour les fonctionnaires stagiaires ayant des charges de famille. Exclus: Travailleurs indépendants.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 7% du salaire (5,65% dans l'agriculture, 3,7% dans l'enseignement privé).

Gouvernement: Néant.

Plafond du salaire pour le calcul des cotisations: 300 000 francs.

La cotisation de l'employeur finance également les prestations de maternité.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Enfant âgé de moins de 14 ans (18 ans si apprenti, 21 ans si étudiant ou invalide).

Le père ou la mère doit travailler 18 jours ou 120 heures par mois (payables durant l'incapacité due à un accident de travail, 6 mois de maladie, les congés réguliers, 14 semaines de congé de maternité, 3 mois de chômage involontaire; payables également au pensionné ayant enfants à charge à la date d'admission à la retraite ou au conjoint survivant d'un bénéficiaire).

Allocation prénatale et prime de naissance: examens médicaux prescrits.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: 1 800 francs par mois pour chaque enfant (payable par trimestre).

Cameroun

Allocation prénatale: 1 800 francs par mois durant 9 mois (payée en 2 versements).

Allocation de naissance: 21 600 francs pour chaque naissance.

Quelques services sociaux et sanitaires sont également fournis aux mères et aux enfants.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale: Surveillance générale.

Caisse nationale de prévoyance sociale: Gestion du régime.

Veillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Premières lois: 1927 (assistance-veillesse), 1937 (assistance aux aveugles), 1955 (assistance aux invalides).

Lois en vigueur: 1951 (pensions universelles), 1965 (pensions liées aux gains), 1966 (pensions supplémentaires sous condition de ressources).

Régime de pensions universelles et régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U. = 1,38 dollar canadien)

Champ d'application

Pension universelle: Tous les résidents.

Pension liée aux gains: Travailleurs salariés et travailleurs indépendants (sauf si gains inférieurs à 3 400 dollars par an, ajustés aux variations de l'indice des salaires dans l'industrie).

Exclus: Emplois occasionnels, emplois agricoles à court terme.

Les provinces peuvent soustraire tout emploi sur leur territoire du régime fédéral d'assurance sociale si elles instituent un régime comparable. C'est le cas du Régime de rentes du Québec. Libre passage des prestations entre les deux régimes.

Sources de financement

Assuré: Pensions universelles: Néant. Pensions liées aux gains: 2,7% du salaire (travailleurs salariés) ou 5,4% du gain (travailleurs indépendants).

Employeur: Pensions universelles: Néant. Pensions liées aux gains: 2,7% des salaires.

Gouvernement: Pensions universelles: Tout le coût. Egalement tout le coût des prestations sous condition de ressources.

Plancher et plafond des gains pour le calcul des cotisations et des prestations: 3 400 et 34 900 dollars par an. (Le plafond est ajusté aux variations du salaire moyen dans l'industrie). Cotisations non dues sur les premiers 10% du plafond (montant réduit aux 100 dollars inférieurs).

Conditions d'attribution

Pension de veillesse: 65 ans. Pension universelle: 1/40e de la pension maximum pour chaque année de résidence au Canada après l'âge de 18 ans. Durée de résidence minimum: 10 années; maximum: 40 ans. Cessation de l'activité pas exigée. Payable à l'étranger si résidence au Canada pendant 20 années après l'âge de 18 ans.

Pension liée aux gains: 65 ans (60-64 ans avec réduction de 0,5% par mois). 1 année de cotisations. Cessation de l'activité exigée avant 65 ans.

Pension d'invalidité: Pas de pension universelle. Pension liée aux gains: Incapacité grave et prolongée d'exercer une activité véritablement rémunératrice. Cotisations pendant 2 des 3 dernières années civiles ou pendant 5 des 10 dernières années civiles ou pour la moitié de la période cotisable.

Pensions de survivants: Pas de pension universelle. Pension liée aux gains: Cotisations pendant 10 années civiles ou pour la moitié de la période cotisable (mais au moins 3 ans).

Toutes pensions payables à l'étranger.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de veillesse: Pension universelle: 381,60 dollars par mois.

Supplément après vérification des ressources: Montant nécessaire pour porter la pension à 835,09 dollars (célibataire) ou 1 353,98 dollars (couple).

Pension liée aux gains (en plus de la pension universelle): 25% du gain moyen, sans tenir compte de 15% des années de faibles gains, ni des années où l'assuré a élevé des enfants de moins de 7 ans. Augmentation de 0,5% pour chaque mois de report jusqu'à l'âge de 70 ans. Pension maximum: 713,19 dollars par mois. Les droits à pension accumulés par chacun des conjoints peuvent être divisés à parts égales si le mariage prend fin après 1 année ou plus.

Gains enregistrés réévalués selon les variations de la moyenne nationale des salaires.

Pension sous condition de ressources pour le conjoint âgé de 60 à 64 ans d'un titulaire d'une pension de veillesse, avec un maximum de 676,97 dollars par mois.

(Assistance disponible sous le régime fédéral-provincial pour personnes âgées nécessiteuses n'ayant pas droit

à pensions. 6 provinces et 2 territoires disposent d'un régime de revenus garantis pour venir en aide aux pensionnés à faibles revenus.)

Réajustement automatique selon les variations de l'indice des prix à la consommation: Pensions universelles trimestriellement, pensions liées aux gains annuellement.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: Pas de pension universelle.

Pension liée aux gains: 318,26 dollars par mois, plus 75% de la pension de vieillesse. Gains enregistrés réévalués selon les variations de la moyenne nationale des salaires. Pension maximum: 853,15 dollars par mois.

Supplément pour enfant: 161,27 dollars par mois pour chaque enfant de moins de 18 ans, 25 ans si étudiant, (Québec: 50,95 dollars).

(Assistance disponible sous le régime fédéral-provincial pour invalides nécessiteux n'ayant pas droit à pensions.)

Réajustement annuel automatique de toutes les prestations selon les variations de l'indice des prix à la consommation.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de survivant universelle: Aucune. (Les survivants âgés de 65 ans ou plus reçoivent une pension de vieillesse universelle et, si âgés de 60 à 64 ans, une pension sous condition de ressources à leur propre titre, indépendamment du décès de leur conjoint.)

Pension de veuve liée aux gains: 60% de la pension de vieillesse de l'assuré si 65 ans ou plus. Payée également au veuf. Si moins de 65 ans: 37,5% de la pension de vieillesse de l'assuré, plus un montant qui varie selon l'âge ou l'invalidité du survivant ou parce qu'il entretient un enfant, sous réserve d'un maximum.

Pensions d'orphelins liées aux gains: 161,27 dollars par mois pour chaque orphelin de moins de 18 ans, 25 ans si étudiant, pas de limite si invalide. (Québec: 50,95 dollars chacun pour tous les enfants.)

Prestation au décès: 6 mois de la pension de vieillesse. Maximum: 10% du plafond des gains (3 490 dollars à partir de 1er janvier 1995).

Réajustement annuel automatique selon les variations de l'indice des prix à la consommation.

(Assistance disponible sous le régime fédéral-provincial pour survivants nécessiteux n'ayant pas droit à pensions.)

Organisation administrative

Ministère du Développement des Ressources humaines: Gestion des pensions universelles, des pensions liées aux gains et des suppléments sous condition de ressources par des bureaux de district et locaux.

Ministère du Revenu national: Perception des cotisations pour les pensions liées aux gains.

Québec: Ministère du Revenu et Régie des Rentes: Gestion du régime provincial des pensions liées aux gains.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Lois fédérales: Règlements fédéraux-provinciaux d'imposition et de financement des régimes établis, 1977; Loi sur la santé, 1984.

Lois d'introduction dans l'ensemble des 10 provinces et 2 territoires conformes aux normes fédérales.

Les autorités administratives des provinces sont habilitées à rembourser aux fournisseurs pratiquement tout le coût des soins hospitaliers et médicaux nécessaires.

Régime d'assurance obligatoire (prestations en espèces) et **régime universel** (soins médicaux)

Champ d'application

Tous résidents répondant aux critères nationaux et provinciaux quant à l'admissibilité et au statut d'assuré (pratiquement toute la population protégée). Libre passage de province à province et couverture dans le monde entier pour les soins d'urgence. Dans ce dernier cas, le remboursement est limité au taux applicable dans la province d'origine. Dispositions spéciales pour certaines catégories, y compris les militaires et d'autres groupes particuliers.

Sources de financement

Assuré: Cotisation uniforme en Alberta et Colombie Britannique. Néant dans les autres provinces.

Employeur: Varie selon les provinces. 1,5%-3,75% des salaires à Terre-Neuve, au Québec, en Ontario et au

Manitoba. Dans les autres provinces, participation et taux fixés par conventions collectives.

Gouvernement: La plus grande part du coût est à la charge des provinces. Le gouvernement fédéral participe aux dépenses des provinces en versant des subventions globales dont une partie est soumise à la condition que les régimes des provinces soient en conformité avec les dispositions de la législation fédérale (loi sur la santé).

Conditions d'attribution

Prestations hospitalières et médicales: En général, 3 mois de résidence dans la province pour les personnes venant d'une autre province, qui continue la protection pendant cette période.

Prestations en espèces de maladie et de maternité: Voir prestations de chômage ci-dessous.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestations de maladie et de maternité: Voir prestations de chômage ci-dessous.

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations hospitalières et médicales: Payées directement par les autorités provinciales selon des modalités préétablies et des barèmes contractuels d'honoraires. Une certaine participation aux frais peut être exigée du patient.

Les prestations hospitalières englobent les soins normaux en classe commune, les soins nécessaires d'infirmières, les médicaments et les services diagnostiques et thérapeutiques.

Les prestations médicales englobent les soins généraux, de maternité, chirurgicaux, les soins de spécialistes et les services de laboratoire.

D'autres prestations englobent la chirurgie buccale dans des hôpitaux agréés et, dans quelques provinces, les services d'ostéopathes, chiropracticiens et optométristes, les soins dentaires pour enfants, les appareils de prothèse, les médicaments prescrits, etc.

Dans quelques provinces, les bénéficiaires de l'assistance sociale âgés de plus de 65 ans ont droit gratuitement aux médicaments, lunettes et soins dentaires ainsi qu'à des subventions pour des séjours dans des établissements de soins.

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour les personnes à charge: Les mêmes que pour le chef de famille.

Organisation administrative

Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social: Gestion des régimes nationaux; contrôle de la conformité des régimes des provinces avec les dispositions de la législation fédérale; fourniture aux provinces de services techniques, consultatifs et de coordination.

Autorités des provinces: Gestion de leurs régimes d'assurance maladie, établissement du droit à prestations, examen des demandes d'hospitalisation et de prestations médicales, paiement des fournisseurs et contrôle de tous les aspects des régimes.

Les fournisseurs sont d'une façon générale les hôpitaux autonomes de soins généraux et de soins d'urgence, d'autres institutions spécialisées, les médecins et d'autres praticiens privés.

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Premières lois et lois en vigueur des provinces: Alberta, 1918 et 1992. Colombie-Britannique, 1916 et 1990. Ile-du-Prince-Edouard, 1949 et 1988. Manitoba, 1916 et 1991. Nouveau-Brunswick, 1918 et 1990. Nouvelle-Ecosse, 1915 et 1992. Ontario, 1914 et 1990. Québec, 1908 et 1992. Saskatchewan, 1911 et 1991. Terre-Neuve, 1908 et 1993. Territoires du Nord-Ouest, 1989. Territoires du Yukon, 1993.

Assurance obligatoire publique (régimes des provinces)

Champ d'application

Travailleurs de l'industrie et du commerce (avec quelques différences entre les provinces).

Généralement exclus: Travailleurs domestiques, sportifs professionnels et membres de clubs sportifs.

Régimes spéciaux pour les gens de mer et les fonctionnaires fédéraux.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: Tout le coût par des cotisations variant selon la branche d'industrie et le degré de risque (dans quelques provinces, les grandes entreprises peuvent s'assurer indépendamment).

Gouvernement: Néant.

Plafond du salaire pour le calcul des prestations: 27 000 à 52 500 dollars par an, selon les provinces.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 90% du salaire net dans la plupart des provinces, (75% du salaire brut en Colombie-Britannique, Nouvelle-Ecosse, Ile-du-Prince-Edouard et au Territoire du Yukon). A Terre-Neuve et au Nouveau-Brunswick, le taux initial est de 75%-80% du salaire net et augmente jusqu'à 80% -85% .

Prestation minimum: 60 à 317,77 dollars par semaine selon les provinces. Dues pour la durée de l'incapacité après un délai de carence de 1 jour dans la plupart des provinces (3 jours en Nouvelle-Ecosse).

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: 75% ou 90% du salaire dans la plupart des provinces si incapacité totale. Minimum: 1 687,50 à 3 162,50 dollars par mois selon les provinces. Montants forfaitaires payables dans quelques provinces (maximum au Manitoba: 93 730 dollars).

Incapacité partielle: Pourcentage de la pension complète correspondant à la réduction de la capacité de gain (somme forfaitaire si la perte de capacité ne dépasse pas 10%).

Prestations médicales: Soins médicaux et chirurgicaux, soins d'infirmière et services hospitaliers, médicaments et appareils de prothèse, dans toutes les provinces.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 550 à 3 153,84 dollars par mois, plus somme forfaitaire de 500 à 139 500 dollars selon les provinces (en Colombie britannique, en Alberta, au Nouveau-Brunswick, au Saskatchewan, au Manitoba, en Ontario, à Terre-Neuve et au Québec, la pension est un pourcentage du salaire de l'assuré, soit 75% ou 90% du salaire). Payée également au veuf.

Pensions d'orphelins: Montant mensuel forfaitaire légèrement plus élevé que celui pour les enfants vivant avec un parent, ou pourcentage du salaire du défunt, selon les provinces.

Autres membres de famille à charge (en l'absence d'un conjoint ou orphelin): Une somme adéquate proportionnelle à la perte pécuniaire subie.

Allocation funéraire: 900 à 6 000 dollars selon les provinces.

Organisation administrative

Commission des accidents du travail dans chaque province: fixation et perception des cotisations, gestion de la caisse des accidents, octroi et versement des prestations, service de réadaptation.

Chômage

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1940 (la loi de 1935 avait été déclarée anti-constitutionnelle).

Loi en vigueur: 1971 (dernier amendement en 1993).

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Tous les travailleurs salariés, y compris les fonctionnaires fédéraux, et les pêcheurs indépendants. Exclus: Tous les autres travailleurs indépendants, ainsi que les travailleurs salariés qui gagnent moins de 163 dollars par semaine et travaillent moins de 15 heures par semaine pour le même employeur; travailleurs occasionnels. Assurance volontaire pour les fonctionnaires provinciaux si le gouvernement de la province y consent.

Sources de financement

Assuré: 3% du salaire.

Employeur: 1,4 fois le taux de l'assuré.

Gouvernement: Néant.

Plafond du salaire pour le calcul des cotisations: 815 dollars par semaine en 1995. Minimum: 163 dollars (20% du maximum) ou moins si travaillant 15 heures par semaine pour le même employeur.

Conditions d'attribution

Prestations de chômage: Variables, selon le taux du chômage dans la région, entre 10 à 20 semaines d'emploi assuré au cours de la dernière année. Durée minimum de l'emploi: 15 heures par semaine.

Le bénéficiaire doit être inscrit, avoir la capacité et la volonté de travailler, être disponible, n'avoir pas pu trouver d'emploi convenable ou être empêché de travailler en raison de maladie, de maternité ou de soins à donner à un enfant malade.

Disqualification de 7 à 12 semaines et réduction des prestations jusqu'à 50% du salaire assuré si le chômage est dû à la résiliation volontaire du travailleur, à sa mauvaise conduite, au refus d'une offre convenable ou si le chômeur n'a pas accepté une formation professionnelle; si le chômage est dû à un conflit du travail, à une détention pénale ou à la prise d'une résidence hors du Canada, disqualification tant que la condition subsiste.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocation de chômage: 55% du salaire moyen assuré. Maximum: 448 dollars par semaine. Due après un délai de carence de 2 semaines pour une période jusqu'à 50 semaines selon la durée de l'activité professionnelle de l'assuré et le taux du chômage sur le plan national et régional. Également payée pour une période jusqu'à 15 semaines en cas de perte de salaire pour cause de maladie ou de maternité ou de 10 semaines en cas de soins à donner à un enfant malade.

Organisation administrative

Ministère fédéral de l'Emploi et de l'Immigration: Surveillance générale.

Commission de l'Emploi et de l'Immigration de composition tripartite: Gestion du régime par ses bureaux régionaux et locaux.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1944.

Loi en vigueur: 1992 (budget fédéral).

Régime universel (déduction de l'impôt)

Champ d'application

Tous les résidents ayant 1 enfant ou plus.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: Néant.

Gouvernement: Coût total.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Enfant de moins de 18 ans.

Les prestations diminuent lorsque le revenu familial net augmente.

Un supplément lié aux gains est dû aux familles des travailleurs de revenu modeste.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: Prestation de base de 1 020 dollars par an pour chaque enfant, plus 75 dollars pour chaque enfant à partir du troisième. La prestation est réduite de 5% du revenu familial net dépassant 25 921 dollars pour les familles avec 2 enfants ou plus, et de 2,5% pour les familles avec 1 enfant.

Le supplément lié aux gains pour les familles des travailleurs de revenu modeste augmente de 8% des gains annuels jusqu'à un montant maximum de 500 dollars. Il est réduit de 10% du revenu familial dépassant 20 921 dollars.

Les familles, qui ne demandent pas une déduction d'impôts au titre d'enfants à charge, ont droit à un montant supplémentaire de 213 dollars par an pour chaque enfant de moins de 7 ans.

Canada

Les prestations sont payables chaque mois; elles sont basées sur le revenu familial total de l'année précédente.

Organisation administrative

Ministère du Revenu national: Détermination du droit aux prestations et gestion du régime.

Veillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1957.

Loi en vigueur: 1983.

Régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U. = 80,64 escudos)

Champ d'application

Travailleurs salariés. Régime spécial pour les fonctionnaires.

Sources de financement

Assuré: 4% du salaire.

Employeur: 3% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: 65 ans (hommes) ou 60 ans (femmes). 36 mois de cotisations.

Pension d'invalidité: Perte de 1/3 du salaire ou des 2/3 de la capacité de gain. 36 mois de cotisations. Payable à l'étranger.

Pension de survivants: 65 ans (hommes) ou 60 ans (femmes); enfants atteints d'une infirmité physique ou mentale.

Pension temporaire de 12 mois payable à la veuve de moins de 60 ans capable de travailler mais en chômage, au veuf de moins de 65 ans et aux enfants de moins de 18 ans.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: 20% du salaire moyen (meilleurs 36 mois au cours des 5 dernières années). Augmentation de 1.5% pour chaque année d'assurance.

Pension maximum: 85% du salaire.

Pension minimum: 4 200 escudos par mois.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: Même taux que la pension de vieillesse.

Pension minimum: 4 200 escudos par mois.

Pension maximum: 85% du salaire.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 50% de la pension de l'assuré. Egalement payée au veuf.

Pension d'orphelins: 25% de la pension de l'assuré pour chaque enfant de moins de 18 ans. 50% pour chaque enfant de moins de 18 ans, orphelin de père et de mère.

Maximum des pensions de survivants: 100% de la pension de l'assuré.

Allocation funéraire: Voir allocations familiales ci-dessous.

Organisation administrative

Ministère du Travail, de la Jeunesse et de l'Action sociale: Surveillance générale.

Institut national de prévoyance sociale: Gestion générale.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1976.

Loi en vigueur: 1983.

Régime d'assurance sociale (prestations en espèces et prestations médicales)

Champ d'application

Travailleurs salariés. Régime spécial pour les fonctionnaires.

Sources de financement

Assuré: 3% du salaire.

Employeur: 2% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Prestations en espèces de maladie et de maternité: Pas de période de stage.

Prestations médicales: Pas de période de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestations de maladie: 70% du dernier salaire ou du salaire moyen des derniers 6 mois (montant le plus favorable). Payables pendant 36 mois.

L'employeur verse 100% du salaire pendant les 3 premiers jours et 30% du 4^e au 90^e jour.

Prestations de maternité: 90% du dernier salaire ou du salaire moyen des derniers 6 mois (montant le plus favorable). Payables pendant 30 jours.

Allocation d'allaitement: 900 escudos par mois pendant 6 mois (voir allocations familiales ci-dessous).

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations médicales: Soins de généralistes et de spécialistes, hospitalisation, visites à domicile, médicaments et certains soins dentaires.

75% des frais pharmaceutiques; 100% si pensionné ou personne à charge. Prise en charge des frais de transport et de subsistance si traitement loin du domicile: pour l'assuré et les personnes à sa charge, 900 escudos par jour; pour le pensionné et les personnes à sa charge, coût total.

Prise en charge partielle (jusqu'à 75% des frais) pour les prothèses et l'appareillage.

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour personnes à charge: Les mêmes que pour les assurés.

Organisation administrative

Ministère de la Santé: Surveillance générale.

Service national de santé: Gestion générale.

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1960.

Loi en vigueur: 1978.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés, fermiers et colons partiaires, certains travailleurs volontaires, membres d'entreprises coopératives, apprentis et autres stagiaires formés sur le tas.

Régime spécial pour les travailleurs employés par le gouvernement.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 2% des salaires pour employés; 6% pour tous les autres travailleurs; travailleurs domestiques: 50 escudos par mois (plein temps), 30 escudos par mois (temps partiel).

Gouvernement: Capitalisation originelle du régime.

Plafond du salaire pour le calcul des cotisations: 300 escudos par jour.

Conditions d'attribution

Prestations pour accident du travail: Pas de période de stage.

Incapacité permanente: Perte totale (100%) de la capacité de travail.

Incapacité partielle: Perte partielle de la capacité du travail.

Incapacité fixée conformément au barème national d'incapacité en cas d'accident.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 40% du salaire de base pendant les 14 premiers jours; 70% par la suite.

Si hospitalisé, prestation de 40%; avec personnes à charge: 70%.

Prestation d'incapacité partielle: 25% du salaire de base.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: 70% du salaire de base.

Supplément pour assistance constante: A concurrence de 30% du salaire de base.

Incapacité partielle: Pourcentage de la pension d'incapacité totale proportionnel au degré d'incapacité compris entre 10% et 100%. Payable à partir du jour suivant celui de l'accident (l'employeur verse le salaire du jour de l'accident).

Prestations médicales: Traitement médical, chirurgie, hospitalisation, prothèses, appareillage et transport.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 30% du salaire de base du défunt le jour de l'accident.

Due à la veuve ou au veuf à charge âgé de 65 ans ou invalide. Due au(x) conjoint(s) divorcé(s) (divisée en parts égales) si droit à pension alimentaire.

Pension d'orphelins: 15% par enfant, y compris les enfants en gestation, jusqu'à 18 ans (24 ans si étudiant, pas de limite si invalide); orphelin de père et de mère: 45%.

Autres parents à charge: 10% du salaire chacun (maximum 30%).

Maximum des pensions de survivants: 70% du salaire de base.

Allocation funéraire: Jusqu'à 7 500 escudos.

Organisation administrative

Ministère du Travail, de la Jeunesse et de l'Action sociale: Surveillance générale.

Société d'assurance privée: Gestion générale.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1957.

Loi en vigueur: 1983.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés. Régime spécial pour les fonctionnaires.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 9% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Enfant âgé de moins de 14 ans (24 ans si étudiant, pas de limite si invalide). Allocation payable aux parents du travailleur si leur revenus sont inférieurs à 2 000 escudos.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: 300 escudos par mois pour chacune des personnes à charge de l'assuré. Enfants handicapés jusqu'à l'âge de 8 ans, 900 escudos par mois; si âgés entre 8 et 14 ans, 1 200 escudos. Payable pour 4 enfants au maximum. (Ce maximum n'est pas applicable si le parent est pensionné ou l'assuré est décédé et si la mère n'est pas employée.)

Allocation d'allaitement: Voir prestations de maternité ci-dessus.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Allocation funéraire: Frais d'enterrement jusqu'à concurrence de 14 000 escudos en cas de décès de l'assuré ou de son conjoint, 9 000 escudos pour les enfants âgés de 5 à 14 ans et 5 000 escudos pour les enfants âgés de moins de 5 ans.

Organisation administrative

Ministère du Travail, de la Jeunesse et de l'Action sociale: Surveillance générale.

Institut national de prévoyance sociale: Gestion générale.

Veillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1963.

Loi en vigueur: 1981.

Régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U. = 536 francs)

Champ d'application

Travailleurs salariés, y compris les agents de l'Etat, les membres des collectivités publiques (si non protégés autrement), les étudiants des écoles professionnelles, stagiaires et apprentis (même si non-salariés), les membres des ordres religieux et les travailleurs domestiques.

Sources de financement

Assuré: 2% du salaire.

Employeur: 3% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: 55 ans (hommes) ou 50 ans (femmes). Anticipation de 5 ans si vieillissement prématuré. 20 ans d'immatriculation et 60 mois de cotisations au cours des 10 dernières années. Cessation de l'activité. Non payable à l'étranger sauf si accord de réciprocité.

Pension d'invalidité: Perte des 2/3 de la capacité de gain. 5 ans d'immatriculation et 6 mois de cotisations au cours de l'année précédant l'incapacité (pas de stage pour les personnes exerçant un emploi si accident non professionnel). Payable après 6 mois consécutifs d'incapacité, à condition que l'incapacité soit supposée durer encore 6 mois ou plus.

Pension de survivants: Le défunt était pensionné ou remplissait les conditions d'ouverture du droit à pension.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: 30% du salaire moyen mensuel au cours des 3 ou 5 dernières années (période la plus favorable). Augmentation de 1% pour chaque tranche de 12 mois de cotisations au-delà de 240 mois.

Pension minimum: 60% du plus élevé des salaires minimums garantis; maximum: 80% du salaire moyen mensuel.

Supplément pour assistance constante (payable en cas de vieillissement prématuré): 50% de la pension.

Allocation de vieillesse: Somme forfaitaire égale à autant de fois le salaire moyen mensuel de l'assuré que celui-ci compte de périodes de 12 mois d'assurance, si âgé de 55 ans (50 ans si vieillissement prématuré) et n'ayant pas droit à pension.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: 30% du salaire moyen mensuel au cours des 3 ou 5 dernières années (période la plus favorable). Augmentation de 1% pour chaque tranche de 12 mois de cotisations au-delà de 240 mois (années à courir à partir de la demande jusqu'à l'âge de 55 ans prises en compte comme autant de périodes de 6 mois).

Supplément pour assistance constante: 50% de la pension.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: Veuve âgée de 50 ans (45 ans si vieillissement prématuré), ou âgée de 30 ans si élevant enfant ou invalide, à condition d'avoir été mariée depuis au moins 2 années avant le décès de l'assuré: 50% de la pension de l'assuré. Si plusieurs veuves, pension répartie à parts égales. Egalement payée au veuf à charge âgé de 55 ans (50 ans si vieillissement prématuré).

Pension d'orphelins: 50% de la pension de l'assuré; 100% pour les orphelins de père et de mère.

Maximum des pensions de survivants: 100% de la pension de l'assuré.

Allocation de survivants: Somme forfaitaire égale à 1 mois de la pension de vieillesse pour chaque tranche de 6 mois de cotisations si l'assuré n'avait pas droit à pension.

Organisation administrative

Ministère de la Fonction publique, du Travail, de la Sécurité sociale et de la Formation professionnelle: Surveillance générale.

Office centrafricain de sécurité sociale: Gestion du régime.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1952.

Loi en vigueur: 1965 (loi sur assurance-maladie de 1970 pas encore appliquée).

Régime d'assurance sociale (prestations de maternité seulement)

Champ d'application

Femmes salariées.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: Voir cotisations d'allocations familiales ci-dessous.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Prestations de maternité: 6 mois d'emploi soumis à l'assurance.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestations de maladie: Aucune fournie par l'assurance. (Conformément au Code du Travail, les employeurs doivent accorder des congés payés de maladie aux travailleurs.)

Prestations de maternité: 50% du salaire. Dues pour 8 semaines avant et 6 semaines après l'accouchement (9 semaines en cas de complications).

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations médicales: Aucune fournie par l'assurance. (Conformément au Code du Travail, les employeurs doivent fournir certains services médicaux.)

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour personnes à charge: Voir allocations familiales ci-dessous.

Organisation administrative

Ministère de la Fonction publique, du Travail, de la Sécurité sociale et de la Formation professionnelle: Surveillance générale.

Office centrafricain de sécurité sociale: Gestion du régime.

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1935.

Loi en vigueur: 1965.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés et membres des coopératives de production.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 3% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Plafond des salaires pour le calcul des cotisations et des prestations: 200 000 francs par mois.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 50% du salaire pour les 28 premiers jours d'incapacité; 66 2/3% par la suite.

Payables dès le jour suivant l'accident jusqu'à guérison ou constatation de l'incapacité permanente.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: Incapacité totale: 100% du salaire moyen. Incapacité partielle: salaire moyen multiplié par 50% du degré d'incapacité pour le pourcentage d'incapacité compris entre 10 et 50%, et par 150% pour le pourcentage supérieur à 50%. Supplément pour assistance constante: 40% de la pension.

Prestations médicales: Soins médicaux et chirurgicaux, hospitalisation, médicaments, appareils de prothèse, réadaptation et transport.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 30% du salaire de l'assuré.

Pension d'orphelins: 15% du salaire pour chacun des 2 premiers orphelins et 10% pour chacun des autres; 20% pour chaque orphelin de père et mère. Parents et grands-parents à charge: 10% du salaire chacun. Maximum des pensions de survivants: 85% du salaire.

Allocation funéraire: 1/50e du salaire annuel, basé sur un revenu maximum de 200 000 francs par mois.

Organisation administrative

Ministère de la Fonction publique, du Travail, de la Sécurité sociale et de la Formation professionnelle: Surveillance générale.

Office centrafricain de sécurité sociale: Gestion des cotisations et des prestations.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1956.

Loi en vigueur: 1965.

Régime lié à l'emploi

Champ d'application

Travailleurs salariés et bénéficiaires de prestations d'assurance sociale ayant un enfant ou plus. Régime spécial pour les fonctionnaires.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 12% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Plafond des salaires pour le calcul des cotisations: 200 000 francs par mois. La cotisation de l'employeur finance également les prestations de maternité.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Enfant âgé de moins de 15 ans (18 ans si apprenti, 20 ans si étudiant ou invalide).

Fréquentation scolaire obligatoire pour les enfants d'âge scolaire.

Le père ou la mère doit avoir été employé(e) pendant 6 mois et travailler 20 jours ou 133 heures par mois (ou être bénéficiaire de prestations d'assurance sociale).

Allocation prénatale: Examens médicaux prescrits.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: 1 200 francs par mois pour chaque enfant.

Allocation prénatale: 1 200 francs par mois pendant 9 mois (payée en 3 versements).

Aide aux jeunes ménages: Somme forfaitaire de 10 000 francs pour chacune des 3 premières naissances.

Des services sociaux et sanitaires sont également fournis aux mères et aux enfants.

Organisation administrative

Ministère de la Fonction publique, du Travail, de la Sécurité sociale et de la Formation professionnelle: Surveillance générale.

Office centrafricain de sécurité sociale: Gestion du régime.

Veillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1962.

Loi en vigueur: 1986.

Régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U. = 536 francs)

Champ d'application

Travailleurs salariés. Régime spécial pour les fonctionnaires.

Sources de financement

Assuré: 2,4% du salaire.

Employeur: 3,6% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Plancher du salaire pour le calcul des cotisations et des prestations: 23 500 francs par mois. Pas de plafond.

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: 55 ans (ou 50 ans si vieillissement prématuré). Immatriculation pendant les 20 dernières années ou 240 mois au total avec 60 mois pendant les 5 dernières années. Réduction proportionnelle de la pension si contributions entre 60 et 239 mois. Cessation de toute activité rémunérée. Pas payée aux étrangers vivant hors du pays sauf si accord de réciprocité.

Pension d'invalidité: Perte des 2/3 de la capacité de travail. 5 ans d'immatriculation et 6 mois de cotisations au cours de la dernière année avant la demande. (Pas de stage si accident non professionnel.)

Pensions de survivants: Le défunt était pensionné ou remplissait les conditions d'ouverture du droit à pension.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: 40% du salaire moyen mensuel au cours des 3 ou 5 dernières années (période la plus favorable). Ces années doivent se situer dans la période des 10 années précédant la date à laquelle l'assuré remplit les conditions d'ouverture du droit à pension.

Augmentation de 2% pour chaque tranche de 12 mois de cotisations au-delà de 240 mois.

Pension minimum: 60% du salaire minimum garanti le plus élevé; maximum: 80% du salaire.

Suppléments pour enfants: Egal aux allocations familiales (voir ci-dessous).

Indemnité de vieillesse: Somme forfaitaire égale à un mois de salaire moyen pour chaque période de 12 mois de cotisations prise en compte à 55 ans (ou 50 ans si vieillissement prématuré) si n'ayant pas droit à pension.

Pensions ajustées selon les variations de l'indice du coût de la vie.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: 40% du salaire moyen mensuel au cours des 3 ou 5 dernières années (période la plus favorable). Augmentation de 2% pour chaque tranche de 12 mois de cotisations au-delà de 240 mois. (Années en dessous de 55 ans à la date du dépôt de la demande prises en compte comme autant de périodes de 6 mois.)

Pension minimum: 60% du salaire minimum garanti le plus élevé; maximum: 80% du salaire.

Supplément pour assistance constante: 50% de la pension.

Supplément pour enfants: Egal aux allocations familiales (voir ci-dessous).

Pensions ajustées selon les variations de l'indice du coût de la vie.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 30% de la pension de l'assuré. Egalement payée au veuf invalide à charge.

Pension d'orphelins: 50% de la pension de l'assuré.

Maximum des pensions de survivants: 80% de la pension de l'assuré.

Indemnité de survivants: 1 mois de la pension de base de l'assuré pour chaque tranche de 6 mois de cotisations, si conditions d'ouverture du droit à pension pas remplies. Descendants, 20% de la pension de l'assuré.

Pensions ajustées selon les variations de l'indice du coût de la vie.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Sécurité sociale: Surveillance générale.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion du régime; administrée par un conseil tripartite et un directeur général.

Maladie et maternité**Dates de la législation de base et types de régimes**

Première loi: 1952.

Loi en vigueur: 1986.

Régime d'assurance sociale (prestations de maternité seulement)

Champ d'application

Femmes salariées.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 0,2% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Plafond du salaire pour le calcul des cotisations: 600 000 francs par mois. Minimum: 23 500 francs par mois.

Conditions d'attribution

Prestations de maternité: 3,5 mois d'emploi soumis à l'assurance.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestations de maladie: Aucune fournie par l'assurance. (Le Code du travail de 1975 impose aux employeurs l'octroi de congés payés de maladie.)

Prestations de maternité: 50% du salaire (l'employeur doit payer les autres 50% du salaire). Egalement le coût des soins médicaux.

Dues pour 15 semaines, dont au moins 9 après l'accouchement (peuvent être prolongées en cas de complications).

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations médicales: Aucune, sauf soins de maternité gratuits, y compris la prise en charge des frais d'accouchement.

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour les personnes à charge: Néant.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Sécurité sociale: Surveillance générale.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion du régime.

Accidents du travail et maladies professionnelles**Dates de la législation de base et types de régimes**

Première loi: 1935.

Loi en vigueur: 1986.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés, membres de coopératives d'ouvriers, apprentis et étudiants des établissements techniques. Régime spécial pour les fonctionnaires.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 2,25% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Plafond du salaire pour le calcul des cotisations et des prestations 600 000 francs par mois. Minimum: 23 500 francs par mois.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 100% du salaire suite à notice préalable jusqu'à 3 mois; 66 2/3% par la suite. Payables dès le jour suivant l'accident jusqu'à guérison ou constatation de l'incapacité permanente.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: Incapacité totale: 100% du salaire moyen. Incapacité partielle: Salaire moyen multiplié par 50% du degré d'incapacité pour le pourcentage d'incapacité compris entre 10 et 50%, et par 150% pour le pourcentage supérieur à 50%.

Supplément pour assistance constante: 50% de la pension.

Prestations médicales: Soins médicaux et chirurgicaux, hospitalisation, médicaments, appareils de prothèse et transport.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 30% du salaire de l'assuré.

Pension d'orphelins: 50% du salaire de l'assuré; père et mère, 20% du salaire.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Sécurité sociale: Surveillance générale.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion des cotisations et des prestations.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1949.

Loi en vigueur: 1986.

Régime lié à l'emploi

Champ d'application

Travailleurs salariés ayant en enfant ou plus, mariés ou non. Régime spécial pour les fonctionnaires.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 10,03% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Plafond du salaire pour le calcul des cotisations: 600 000 francs par mois. Minimum: 23 500 francs par mois.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Enfant âgé de moins de 16 ans (17 ans si apprenti, 20 ans si étudiant ou invalide).

Le père ou la mère doit avoir été employé(e) pendant six mois et doit travailler 20 jours ou 133 heures par mois (ou être veuve d'un bénéficiaire).

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: 1 200 francs par mois pour chaque enfant.

Allocations prénatales: 1 200 francs par mois pendant 9 mois (payées en 2 versements).

Allocation de naissance: Somme forfaitaire de 1 100 francs pour chacun des trois premiers enfants du premier mariage.

Quelques services sociaux et sanitaires sont également fournis aux mères et aux enfants.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Sécurité sociale: Surveillance générale.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion du régime.

Veillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1960.

Lois en vigueur: 1968, 1971, 1988.

Régime d'assurance sociale ainsi que des régimes de pensions complémentaires obligatoires

(1 dollar des E.-U. = 536 francs)

Champ d'application

Travailleurs salariés.

Exclus: Travailleurs indépendants.

Régime spécial pour les fonctionnaires.

Sources de financement

Assuré: 1,6% du salaire.

Employeur: 2,4% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Plafond pour le calcul des cotisations: 1 647 315 francs par mois.

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: 55 ans (ou à partir de 50 ans pension réduite). 10 ans de cotisations et 10 ans d'emploi soumis à l'assurance après le début du régime.

Cessation de toute activité rémunérée. Payable à l'étranger.

Pension d'invalidité: 50 ans et incapacité générale permanente. 10 ans de cotisations et 10 ans d'emploi salarié soumis à l'assurance après le début du régime.

Pensions de survivants: Le défunt était pensionné ou remplissait les conditions d'ouverture du droit à pension.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: Environ 1,33% du salaire moyen multiplié par les années de cotisations et les périodes d'incapacité. (Une partie des périodes d'emploi situées avant l'entrée en vigueur du régime est créditée.) Pension réduite de 5% pour chaque année en dessous de 55 ans.

Supplément pour enfant: 10% de la pension pour chaque enfant de moins de 16 ans. Maximum: 30% de la pension.

Allocation unique: Pour travailleurs âgés de plus de 55 ans avec moins de 10 ans d'emploi.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: Environ 1,33% du salaire moyen multiplié par les années de cotisations. (Une partie des périodes d'emploi situées avant l'entrée en vigueur du régime est créditée.) Supplément pour enfant: 10% de la pension pour chaque enfant de moins de 16 ans. Maximum: 30% de la pension.

Allocation d'invalidité: Pour travailleurs âgés de moins de 50 ans avec 10 ans de cotisations, si n'ayant pas droit à la pension. A l'âge de 50 ans, l'allocation est convertie en une pension de vieillesse sans abattement.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 50% de la pension de l'assuré, si au moins deux ans de mariage ou si au moins un enfant à charge.

Pension d'orphelins: 20% de la pension de l'assuré pour chacun des orphelins de père et de mère de moins de 16 ans (21 ans si étudiant). Maximum des pensions d'orphelins: 100% de la pension de l'assuré.

Organisation administrative

Ministère de la Santé publique et des Affaires sociales: Surveillance générale.

Caisse nationale de prévoyance sociale: Gestion du régime; administrée par un conseil tripartite.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1952.

Lois en vigueur: 1964, 1968, 1971, 1988.

Régime d'assurance sociale (prestations en espèces de maternité seulement)

Champ d'application

Femmes salariées ou épouse d'un travailleur salarié.

Régime spécial pour les fonctionnaires.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 0,5% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Plafond pour le calcul des cotisations: 70 000 francs par mois.

Conditions d'attribution

Prestations de maternité: 3 mois d'emploi soumis à l'assurance.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestations de maladie: Aucune fournie.

Prestations de maternité: 100% du salaire (la moitié à la charge de l'employeur). Egalement tous frais des soins médicaux reçus dans les hôpitaux publics ou 5 000 francs pour soins à la maison ou dans une clinique privée.

Dues pour 6 semaines avant et 8 semaines après l'accouchement (3 semaines supplémentaires en cas de complications).

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations médicales: Fournies dans les centres médico-sociaux de la CNPS.

(Les employeurs doivent fournir certains services médicaux à leurs travailleurs.)

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour personnes à charge: Fournies aux mères et aux enfants dans les centres médico-sociaux de la CNPS.

Organisation administrative

Ministère de la Santé publique et des Affaires sociales: Surveillance générale.

Caisse nationale de prévoyance sociale: Gestion du régime.

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1930.

Lois en vigueur: 1968, 1971, 1988.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés, gens de mer, certains travailleurs indépendants, apprentis et membres de coopératives.

Les travailleurs indépendants peuvent s'affilier volontairement.

Sources de financement

Assuré: Néant (sauf les travailleurs indépendants volontairement assurés).

Employeur: 2 à 5% des salaires, selon les risques de l'industrie.

Gouvernement: Néant.

Plafond des salaires pour le calcul des cotisations et des prestations: 70 000 francs par mois.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 100% du salaire pendant la durée du préavis. 50% du salaire jusqu'au 28e jour de l'accident, si ce délai n'a pas été absorbé par le préavis. 66 2/3% du salaire à partir du 29e jour de l'accident.

Payables dès le jour suivant l'accident jusqu'à guérison ou constatation de l'incapacité permanente.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: Incapacité totale: 100% du salaire utile. Incapacité partielle: salaire utile multiplié par le degré d'incapacité.

Supplément pour assistance constante: 40% de la pension.

Prestations médicales: Soins médicaux et chirurgicaux, hospitalisation, fournitures pharmaceutiques, appareils de prothèse, transport et réadaptation.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 30% du salaire de l'assuré.

Pension d'orphelins: 15% du salaire pour chacun des 2 premiers orphelins, 10% pour chacun des autres; 20% pour chaque orphelin de père et de mère.

Parents et grands-parents à charge: 10% du salaire chacun.

Maximum des pensions de survivants: 85% du salaire.

Allocation funéraire: Somme forfaitaire couvrant les frais d'enterrement. Ajustement annuel des pensions selon les variations du salaire minimum.

Organisation administrative

Ministère de la Santé publique et des Affaires sociales: Surveillance générale.

Caisse nationale de prévoyance sociale: Gestion des cotisations et des prestations.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1955.

Lois en vigueur: 1968, 1971, 1988.

Régime lié à l'emploi

Champ d'application

Travailleurs salariés ayant un enfant ou plus.

Régime spécial pour les fonctionnaires.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 5% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Plafond des salaires pour le calcul des cotisations: 70 000 francs par mois.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Enfant âgé de moins de 14 ans (18 ans si apprenti; 21 ans si étudiant ou invalide).

Le père ou la mère doit avoir été employé(e) pendant 3 mois et travailler 18 jours ou 120 heures par mois (ou la mère doit être veuve du bénéficiaire).

Allocations prénatale et prime de naissance: Examens médicaux prescrits.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: 1 500 francs par mois pour chaque enfant.

Allocation prénatale: 13 500 francs payés en 3 versements.

Allocation de naissance: Somme forfaitaire de 18 000 francs pour chacune des 3 premières naissances.

Allocation de maternité: 18 000 francs payés en 3 versements au cours de la première année suivant la naissance.

Allocation scolaire: Somme forfaitaire de 4 500 francs pour chaque enfant. Quelques services sociaux et sanitaires sont également fournis aux mères et aux enfants.

Organisation administrative

Ministère de la Santé publique et des Affaires sociales: Surveillance générale.

Caisse nationale de prévoyance sociale: Gestion du régime.

Veillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1910.

Lois en vigueur: 1945, 1967, 1971, 1975, 1980, 1982, 1988.

Régime d'assurance sociale et régimes de retraite complémentaires obligatoires

(1 dollar des E.-U. = 5,36 francs)

Champ d'application

Travailleurs salariés.

Régimes spéciaux pour les travailleurs salariés agricoles, mineurs, cheminots, employés des services publics, fonctionnaires, agents des collectivités locales, gens de mer, membres des professions indépendantes non agricoles et exploitants agricoles.

Affiliation volontaire pour les femmes au foyer non actives (pension de vieillesse seulement) et les personnes non actives qui soignent un membre invalide de la famille.

Affiliation obligatoire au régime des pensions de vieillesse pour les femmes bénéficiant du complément familial (voir allocations familiales ci-dessous).

Sources de financement

Assuré: 6,55% du salaire pensionnable, plus 0,1% du salaire total pour l'allocation de veuvage.

Employeur: 8,2% des salaires pensionnables, plus 1,6% des salaires totaux.

Gouvernement: Néant.

Plafond des salaires pour le calcul des cotisations et des prestations: 12 930 francs par mois (13 060 francs à partir du 1er juillet 1995).

Financement des prestations d'invalidité et de survivants par le régime d'assurance maladie et maternité (voir ci-dessous).

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: 60 ans et 1 trimestre d'assurance.

Payable à l'étranger si accord de réciprocité.

Pension d'invalidité: Agé de moins de 60 ans. Réduction des 2/3 de la capacité de travail ou de gain dans toute pro-

fession. Etre immatriculé depuis 12 mois avant le début de l'incapacité et avoir effectué 800 heures de travail au cours de cette période, dont 200 au cours des 3 premiers mois.

Pensions de survivants: Agé au moins de 55 ans et avoir été marié 2 ans sauf si un enfant est issu du mariage. Ressources personnelles inférieures à 73 965 francs par an.

Allocation de veuvage: Agé de moins de 55 ans et avoir ou avoir eu un enfant à charge. Ne pas disposer de ressources dépassant 11 108 francs par trimestre.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: 25 à 50% (en fonction de l'âge ou de la durée d'assurance) du salaire moyen des 25 meilleures années revalorisées depuis 1947 (entre le 01.01.1994 et le 31.12.2007, le nombre d'années retenues varie entre 10 et 24 ans selon l'année de naissance). 50% si 160 trimestres tous régimes confondus (entre le 01.01.1994 et le 31.12.2002, le nombre de trimestres varie entre 150 et 159 trimestres selon l'année de naissance), inapte, âge de 65 ans, mère ouvrière ou ancien combattant.

Pension complète minimum si 150 trimestres au seul régime général sinon réduite en fonction du nombre de trimestres.

La pension n'est payée qu'en cas de cessation définitive de l'activité professionnelle exercée. Possibilité de reprendre une autre activité.

Minimum: La pension calculée au taux de 50% ne peut être inférieure à 37 136 francs par an. Minimum entier si 150 trimestres au régime général sinon réduit en fonction du nombre de trimestres.

Maximum: 50% du salaire plafond soumis à cotisations (77 580 francs par an).

Supplément pour assistance constante: 64 737 francs par an.

Supplément pour conjoint à charge (sous condition de ressources): 4 000 francs par an à 65 ans (ou 60 à 64 ans si invalide) si 150 trimestres d'assurance; sinon, réduction proportionnelle.

Majoration pour enfants: 10% de la pension si l'assuré a eu ou élevé 3 enfants.

Allocation de vieillesse (allocation de "solidarité"): 22 256 francs par an pour un pensionné célibataire de

faible revenu (36 522 pour couple marié). Allocation sous condition de ressources: 16 527 francs par an pour travailleurs âgés de faible revenu n'ayant pas droit à pension.

Ajustement des pensions basé sur indice prévisionnel des prix.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: 50% du salaire moyen des 10 meilleures années si invalidité totale. Pension minimum: 16 527 francs par an; maximum: 77 580 francs par an.

Supplément pour assistance constante: 40% de la pension si incapacité totale. Minimum: 64 737 francs par an.

Invalidité partielle: 30% du salaire. Maximum: 46 548 francs par an.

Allocation d'invalidité (allocation de "solidarité"): 16 527 francs par an pour pensionnés de faible revenu.

Allocation sous condition de ressources: 16 527 francs par an pour travailleurs invalides de faible revenu si n'ayant pas droit à pension.

Ajustement des pensions basé sur indice prévisionnel des prix.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve (sous condition de ressources sauf si invalide): 54% de la pension de l'assuré. Egalement payée à la femme divorcée ou abandonnée et au veuf. Pension proportionnellement répartie si plusieurs conjoints ayants droit. Pension minimum: 16 527 francs par an.

Majoration pour enfants: 10% de la pension si conjoint survivant a eu ou élevé 3 enfants.

Majoration pour charge d'enfant: 5 684 francs par an.

Ajustement des pensions basé sur indice prévisionnel des prix.

Allocation de veuvage (sous condition de ressources): Payable pendant 3 ans (2 962 francs par mois la première année, 1 946 francs la deuxième année, 1 482 francs la troisième année). Si le bénéficiaire a au moins 50 ans, le paiement est prolongé jusqu'au 55e anniversaire au taux de la 3e année.

Allocation funéraire: Somme forfaitaire égale à 90 fois le gain journalier du défunt. Minimum: 1 552 francs; maximum: 38 790 francs.

Organisation administrative

Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi: Surveillance générale et promulgation de la réglementation.

Caisse nationale d'assurance vieillesse: Gestion des pensions de vieillesse et des allocations de veuvage.

Caisse nationale d'assurance maladie: Gestion des pensions-invalidité et survivants.

Cotisations perçues par des unions de recouvrement.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1928.

Lois en vigueur: 1945, 1967, 1971, 1974, 1978.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés.

Les pensionnés et quelques catégories de non actifs reçoivent également les prestations médicales.

Régimes spéciaux pour les salariés agricoles, membres du clergé, mineurs, cheminots, employés des services publics, fonctionnaires, agents des collectivités locales, gens de mer, membres des professions indépendantes non agricoles et exploitants agricoles (prestations médicales servies à quelques catégories par le régime général).

Affiliation volontaire pour personnes résidentes non actives.

Sources de financement

Assuré: 6,8% du salaire total. Titulaires d'une pension de vieillesse (sauf pensionnés de faible revenu): 1,4% de la pension de vieillesse plus 2,4% d'une pension privée. Chômeurs: 2% du revenu minimum garanti aux chômeurs; 1% des prestations de chômage et des allocations de formation. Assurance volontaire: Pourcentage variable du revenu net soumis à l'impôt. Cotisations uniformes pour étudiants, jeunes et autres catégories non couvertes autrement.

Employeur: 12,80% des salaires totaux.

Gouvernement: 12% surcharge sur les primes de l'assurance automobile, plus impôt sur les frais de publicité pour les produits pharmaceutiques, l'alcool et le tabac. En outre, fourniture des fonds pour la construction de nouveaux hôpitaux et prise en charge partielle des frais pour certains services sanitaires ou sociaux.

Conditions d'attribution

Prestations médicales de maladie et de maternité: 60 heures d'emploi au cours d'un mois ou cotisations payées sur un montant de salaires au moins égal à 60 fois le salaire minimum, ou 120 heures d'emploi au cours d'un mois ou cotisations payées sur un montant au moins égal à 120 fois le salaire minimum. La prestation est payable pendant 1 an. Avec 1 200 heures d'emploi au cours d'une année ou cotisations payées sur un montant au moins égal à 2 030 fois le salaire minimum, la prestation est payable jusqu'à 2 ans.

Prestations en espèces de maladie et maternité: 200 heures d'emploi au cours des 3 mois précédant l'interruption de travail.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestation de maladie: 50% du salaire assuré. Minimum: 45 francs par jour; pas de minimum pendant les premiers 6 mois. Maximum: 216 francs par jour. Majorée à 66 2/3% après 30 jours si 3 enfants ou plus. Minimum: 60 francs par jour. Maximum: 287 francs par jour.

Dues après un délai de carence de 3 jours pour 12 mois. Prolongées jusqu'à 3 ans en cas de maladie chronique ou de longue durée si certaines conditions d'attribution sont remplies.

Prestations de maternité: 84% du salaire pendant 6 semaines avant et 10 semaines après l'accouchement pour le 1er et le 2e enfant; 8 semaines avant et 18 semaines après l'accouchement pour le 3e enfant et chacun des suivants. Payables pour 10 semaines avant l'accouchement si complications, et pour 12-24 semaines avant et 22 semaines après l'accouchement en cas de naissances multiples. Minimum: 45 francs par jour; maximum: 362 francs par jour. Prestations dues en cas d'adoption.

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations médicales: Remboursement partiel des frais médicaux.

Englobent les soins de généralistes et de spécialistes, l'hospitalisation, les analyses de laboratoire, les médicaments, les soins dentaires, les appareils de prothèse et le transport.

Normalement, l'assuré paie pour les soins médicaux et dentaires, 65% pour les soins d'auxiliaires et les analyses de laboratoire, 65% ou 35% pour les médicaments, les services reçus, puis sa caisse primaire d'assurance maladie lui rembourse 70% des montants fixés pour ces services dans des barèmes négociés et approuvés (le taux de remboursement, pour certains services, peut s'élever jusqu'à 100%). L'assuré (sauf les enfants handicapés, les victimes de guerre et d'accidents du travail) paient 55 francs par jour d'hospitalisation. Pas de limite de durée.

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour personnes à charge: Les mêmes que pour les assurés. A la suite du divorce ou du décès d'un assuré, les prestations médicales continuent à être fournies pendant 1 an ou jusqu'au 3e anniversaire du plus jeune enfant.

Organisation administrative

Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi: Surveillance générale.

Caisse nationale d'assurance maladie: Coordination des caisses régionales et compensation financière. Conseils d'administration paritaires.

Caisses régionales d'assurance maladie: Coordination des caisses primaires. Conseils d'administration paritaires.

Caisses primaires (locales) d'assurance maladie: Immatriculation des assurés, versement des prestations en espèces et remboursement des frais médicaux. Conseils d'administration paritaires.

Cotisations perçues par des unions de recouvrement.

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1898.

Lois en vigueur: 1946, 1972 (agriculture).

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés, étudiants en formation professionnelle et certains membres non salariés d'organisations de services sociaux.

Régimes spéciaux pour les salariés agricoles, mineurs, cheminots, employés des services publics, fonctionnaires, agents des collectivités locales, gens de mer et exploitants agricoles.

Exclus: Membres des professions indépendantes non agricoles (couverts sous le régime d'assurance maladie).

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: Toute la charge, par des cotisations variables selon les risques. Taux moyen: 3,73% des salaires totaux.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 60% du salaire pendant les 28 premiers jours; maximum: 776 francs par jour.

Ensuite 66 2/3%; maximum: 1 035 francs par jour.

Dues dès le premier jour suivant la date du début de l'incapacité de travail.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: 100% du salaire moyen des 12 derniers mois si incapacité totale. Minimum et maximum établis selon le règlement.

Supplément pour assistance constante: 40% de la pension. Minimum: 64 737 francs par an.

Incapacité partielle: Salaire moyen multiplié par 50% du degré d'incapacité pour le pourcentage d'incapacité compris entre 10 et 50%, et par 150% du degré d'incapacité pour le pourcentage supérieur à 50%. Somme forfaitaire due si moins de 10% d'incapacité.

Prestations médicales: Tous les soins nécessaires, comprenant les soins médicaux et chirurgicaux, l'hospitalisation, les médicaments, les appareils de prothèse, la réadaptation et le transport. Ces services sont payés directement par la caisse, sans participation du patient.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 30% du salaire de l'assuré, ou 50% si la veuve a 55 ans ou est invalide. Egalement payée au veuf.

Pension d'orphelins: 15% du salaire pour chacun des 2 premiers enfants âgés de moins de 16 ans (17 ans si chômeur, 18 ans si apprenti, 20 ans si étudiant ou invalide), 10% pour chaque enfant en plus; 20% pour chaque orphelin de père et de mère.

Autres membres de la famille à charge: 10% du salaire pour chacun, à concurrence de 30%.

Maximum des pensions de survivants: 85% du salaire de l'assuré.

Allocation funéraire: Coût de l'enterrement jusqu'à 6 465 francs.

Organisation administrative

Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi: Surveillance générale.

Caisse nationale d'assurance maladie: Gestion du régime sur le plan national.

Caisses primaires d'assurance maladie: Paiement des prestations.

Cotisations perçues par des unions de recouvrement.

Chômage

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1905.

Lois en vigueur: 1967 (généralisation obligatoire des conventions collectives sur l'assurance chômage conclues en 1958), 1972 (revenu garanti pour les chômeurs de 60 ans ou plus), 1974 (agriculture), 1984 (régime d'assurance et régime d'assistance).

Régime d'assurance obligatoire financé par les assurés et les employeurs, plus régime de solidarité financé par le gouvernement

Champ d'application

Assurance chômage: Travailleurs salariés.

Régimes spéciaux pour les dockers, les marins, les aviateurs, les travailleurs à domicile, les travailleurs itinéraires.

Régime de solidarité: Chômeurs de longue durée ayant épuisé leurs droits aux prestations de l'assurance chômage et certaines catégories particulières.

Sources de financement

Assuré: 2,42% du salaire mensuel jusqu'à 12 930 francs et 2,97% du salaire mensuel compris entre 12 930 et 51 720 francs.

Employeur: 4,18% des salaires.

Gouvernement: Coût total du régime de solidarité.

Plafond des salaires pour le calcul des cotisations et des prestations: 620 640 francs par an.

(Cotisations supplémentaires dues par les assurés et les employeurs pour le personnel d'encadrement.)

Conditions d'attribution

Assurance chômage: Etre âgé de moins de 60 ans (ou entre 60 et 65 ans si ne justifiant pas des trimestres d'assurance requis pour l'ouverture du droit à la pension de vieillesse). Pour la protection minimum: 91 jours ou 507 heures de travail salarié au cours des 12 derniers mois.

Etre inscrit au bureau de placement, capable de travailler et disponible. Le chômage ne doit pas être dû à une résili-

ation volontaire du travailleur, au renvoi par sa faute, ou au refus d'une offre de travail convenable.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocation de chômage: Le montant initial est fixé à 57,4% du salaire pendant une période variable de 4 à 27 mois en fonction de l'âge et du temps de travail précédents. Il subit ensuite une dégressivité par périodes de 4 mois pendant une durée, elle aussi, en fonction de l'âge et du temps de travail antérieur.

Minimum: 85 francs par jour (118 francs dès l'âge de 52 ans si 20 années d'assurance et en chômage depuis 1 an).

Prestation de solidarité: De 74 à 106 francs par jour suivant l'âge, le nombre d'années d'assurance et la situation familiale.

Allocation de solidarité: Montant variable payable jusqu'à 365 jours.

Organisation administrative

Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi: Surveillance générale.

Les institutions de l'assurance chômage sont des associations privées à conseils d'administration paritaires (employeurs et travailleurs): Gestion de l'assurance chômage et versement des prestations d'assurance chômage.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1932.

Loi en vigueur: 1946, dans sa teneur modifiée jusqu'en 1994.

Régime universel

Champ d'application

Allocations familiales: Familles résidant en France depuis 3 mois au moins.

Sources de financement

Assuré: Néant, sauf pour les travailleurs indépendants et les exploitants agricoles.

Employeur: 5,4% des salaires (les bas salaires sont totalement ou partiellement exonérés).

Gouvernement: Une taxe de 1,1% sur l'ensemble des revenus est affectée au financement des prestations familiales.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Avoir au moins 2 enfants âgés de 18 ans au plus (20 ans si apprenti, étudiant, stagiaire, infirme) et gagnant moins de 55% du salaire minimum.

Allocation pour jeune enfant: Versée du 5e mois de grossesse au 3e mois de vie de l'enfant, prolongée jusqu'aux 3 ans de l'enfant sous condition de ressources.

Complément familial: Avoir au moins 3 enfants de plus de 3 ans et des revenus inférieurs à un certain plafond.

Allocation de logement: Versée dès le 1er enfant, à condition de payer un loyer ou une mensualité de remboursement d'emprunt et d'avoir de bas revenus.

Allocation de parent isolé: Assure un revenu minimum à la femme enceinte ou chargée de famille pour une durée limitée.

Allocation parentale d'éducation: Versée à la naissance d'un enfant de rang 2 ou plus au parent n'exerçant pas d'activité professionnelle (ou exerçant une activité réduite), jusqu'aux 3 ans de l'enfant (mais il faut avoir travaillé 2 ans dans les 5 ou 10 ans précédant la naissance).

Allocation de garde d'enfant à domicile: Couvre les cotisations sociales dues par les parents exerçant une activité professionnelle et employant à leur domicile une personne pour garder leur enfant en bas âge.

Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée: Destinée aux parents employant une assistante maternelle pour garder leur enfant de moins de 6 ans (prestation en espèces et prise en charge des cotisations sociales).

Allocation d'éducation spéciale: Avoir un enfant handicapé à charge.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: 665 francs par mois pour 2 enfants, 852 francs pour chaque enfant au-delà du 2e; une

majoration est versée pour chaque enfant de 10 à 15 ans (187 francs) et de plus de 15 ans (333 francs) sauf pour l'aîné des familles de 2 enfants.

Allocation pour jeune enfant: 955 francs par mois par famille.

Complément familial: 866 francs par mois.

Allocation de logement: Montant très variable en fonction du loyer, des revenus et du nombre d'enfants (d'autant plus élevé que le loyer est fort, les revenus faibles, et la famille nombreuse).

Allocation de parent isolé: Egale à la différence entre le revenu perçu et le revenu garanti, lui-même fonction du nombre d'enfants (3 118 francs pour une femme enceinte, 4 157 francs avec 1 enfant plus 1 039 francs pour chaque enfant au-delà du 1er).

Allocation parentale d'éducation: 2 964 francs (taux plein).

Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle (prestation en espèces): 800 francs par mois pour l'enfant de moins de 3 ans et 400 francs pour l'enfant de 3 à 6 ans.

Allocation d'éducation spéciale: 665 francs par mois, majorée de 499 francs à 5 395 francs suivant le degré de handicap de l'enfant.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Allocation de soutien familial: Attribuée pour l'enfant orphelin ou assimilé (c'est-à-dire abandonné ou dont la filiation n'est pas établie). Son montant est de 468 francs par mois si l'enfant est orphelin de père ou de mère, et de 624 francs s'il est orphelin de père et de mère.

Organisation administrative

Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi: Surveillance générale.

Caisse nationale d'allocations familiales: Coordination des caisses et compensation financière. Conseil d'administration paritaire.

Caisses locales d'allocations familiales: Versement des prestations. Conseils d'administration paritaires.

Veillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1963.

Loi en vigueur: 1975.

Régime d'assurance sociale:

(1 dollar des E.-U. = 536 francs)

Champ d'application

Travailleurs salariés.

Régimes spéciaux pour les fonctionnaires, les travailleurs indépendants et les agents contractuels de l'Etat.

Sources de financement

Assuré: 2,5% du salaire.

Employeur: 5% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Plafond des salaires pour le calcul des cotisations et des prestations: 1 500 000 francs par mois.

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: 55 ans (ou 50 ans si vieillissement prématuré). 20 ans d'immatriculation et 120 mois de cotisations au cours des 20 dernières années. (Pour les travailleurs affiliés à l'assurance depuis le 1er mai 1964: 60 mois de cotisations au cours des 10 dernières années.) Cessation de toute activité rémunérée. Payable à l'étranger si accord de réciprocité. Les cotisations de l'assuré peuvent être remboursées aux travailleurs étrangers en cas de départ définitif du pays.

Pension d'invalidité: Perte des 2/3 de la capacité de gain. 5 ans d'immatriculation et 30 mois de cotisations au cours des 5 dernières années. (Pas de stage pour les travailleurs en activité victimes d'un accident non professionnel.)

Pension de survivants: Le défunt avait 120 mois de cotisations, remplissait les conditions d'ouverture du droit à pension, ou était pensionné.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: 40% du salaire moyen au cours des 3 ou 5 dernières années (période la plus favorable). Aug-

mentation de 1% du salaire pour chaque tranche de 12 mois de cotisations au-delà de 240 mois.

Pension minimum: 80% du salaire minimum légal le plus élevé.

Indemnité de vieillesse: Somme forfaitaire égale à 50% du salaire mensuel moyen multiplié par le nombre de semestres de cotisations, si n'ayant pas droit à pension.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: 60% de la pension de vieillesse due si l'intéressé avait travaillé jusqu'à 55 ans.

Pension minimum: 60% du salaire minimum légal le plus élevé.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 50% de la pension de vieillesse de l'assuré à la veuve n'exerçant pas d'activité salariée ou invalide. Si plusieurs oeuvres, pension répartie à parts égales. Egalement payée au veuf invalide à charge.

Pension d'orphelins: 20% de la pension de l'assuré pour chaque orphelin; 35% si orphelin de père et de mère, ou si la mère n'a pas droit à pension de veuve.

Maximum des pensions de survivants: 85% de la pension de l'assuré.

Indemnité de survivants: Somme forfaitaire égale à 1 mois de la pension de vieillesse normale de l'assuré multiplié par le nombre de semestres de cotisations, si n'ayant pas droit à pensions de survivants.

Organisation administrative

Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale: Surveillance générale.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion du régime; administrée par un conseil tripartite et un directeur général.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1952.

Loi en vigueur: 1975 (maternité) et 1976 (médicaments).

Régime d'assurance sociale (prestations de maternité et prestations médicales)

(Le Code du travail de 1962 impose aux employeurs l'octroi de certains services médicaux.)

Champ d'application

Femmes salariées: Prestations de maternité.

Travailleurs salariés et personnes à charge: Prestations médicales.

Régime spécial pour les travailleurs indépendants, les agents contractuels de l'Etat et les indigents.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 2% des salaires pour les médicaments, 1,5% pour l'hospitalisation et 0,6% pour les évacuations médicales. Voir également cotisations d'allocations familiales ci-dessous.

Gouvernement: Néant.

Plafond du salaire pour le calcul des cotisations et des prestations: 1 500 000 francs par mois.

Conditions d'attribution

Prestations de maternité: Femmes occupées dans un emploi assuré pendant au moins 4 mois.

Prestations médicales: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestations de maladie: Aucune fournie par l'assurance (le Code du travail de 1962 impose aux employeurs l'octroi de congés payés de maladie).

Prestations de maternité: 50% du salaire, plus soins de maternité gratuits.

Dues pour 6 semaines avant et 8 semaines après l'accouchement (11 semaines en cas de complications).

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations médicales: Services médicaux fournis par les hôpitaux et dispensaires gérés par la Caisse, ou fournis par d'autres établissements participant au régime. Les services comprennent l'hospitalisation, les soins ambulatoires et les médicaments.

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour personnes à charge: Voir allocations familiales ci-dessous.

Organisation administrative

Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale: Surveillance générale.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion du régime.

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1935.

Loi en vigueur: 1975.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés, y compris les membres de coopératives, apprentis et étudiants. Egalement, certaines catégories de travailleurs indépendants.

Régime spécial pour les travailleurs indépendants et les agents contractuels de l'Etat.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 3% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Plafond du salaire pour le calcul des cotisations et des prestations: 1 500 000 francs par mois.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 100% du salaire reçu pendant les 30 jours précédant l'accident. Payables dès le jour suivant l'accident jusqu'à guérison ou constatation de l'incapacité permanente.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: Incapacité totale: 100% du salaire moyen. Incapacité partielle: salaire moyen multiplié par 50% du degré d'incapacité pour le pourcentage d'incapacité entre 10 et 50%, et par 150% du degré d'incapacité pour le pourcentage supérieur à 50%.

Somme forfaitaire si incapacité égale ou inférieure à 10%.

Supplément pour assistance constante: 40% de la pension.

Prestations médicales: Soins médicaux, dentaires et chirurgicaux, hospitalisation, médicaments, appareils de prothèse, services de laboratoire, radiographies, réadaptation et transport.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 50% du salaire de l'assuré. Egalement due au veuf.

Pension d'orphelins: 20% du salaire pour chaque orphelin; 35% pour chaque orphelins de père et de mère ou pour l'orphelin dont la mère ne perçoit pas de pension. Parents et grands-parents à charge: 10% du salaire chacun.

Maximum des pensions de survivants: 85% du salaire.

Indemnité de survivants: Somme forfaitaire (si aucun survivant ayant droit à pension) égale à 6 mois du salaire du défunt, payable au membre de la famille, le plus proche.

Allocation funéraire: Somme forfaitaire couvrant les frais d'enterrement. Maximum: 8 fois le salaire moyen mensuel de l'assuré.

Organisation administrative

Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale: Surveillance générale.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion des cotisations et des prestations.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1956.

Loi en vigueur: 1975.

Régime lié à l'emploi

Champ d'application

Travailleurs salariés ayant 1 enfant ou plus et pensionnés élevant des enfants nés avant la retraite.

Régimes spéciaux pour les fonctionnaires, les travailleurs indépendants, les agents contractuels de l'Etat et les indigents.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 8% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Plafond du salaire pour le calcul des cotisations et des prestations: 1 500 000 francs par mois.

Les cotisations ci-dessus financent également les prestations de maternité.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Enfant âgé de moins de 16 ans (17 ans si apprenti, 20 ans si étudiant ou invalide).

Le père ou la mère doit avoir été employé(e) pendant 4 mois consécutifs et doit travailler 20 jours par mois (ou être veuve d'un bénéficiaire).

Allocation prénatale: Examens médicaux périodiques prescrits par la loi.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: 3 000 francs par mois pour chaque enfant.

Allocation prénatale: 13 500 francs, payée en deux versements.

Prime de naissance: Somme forfaitaire de 8 000 francs pour chaque naissance, plus bon layette de 45 000 francs.

Allocation scolaire: 10 000 francs par an pour chaque enfant à charge, qui fréquente une école primaire, secondaire ou technique.

Quelques services sociaux et sanitaires sont également fournis aux mères et aux enfants.

Organisation administrative

Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale: Surveillance générale.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion du régime.

Vieillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1958.

Lois en vigueur: 1985, 1994.

Régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U. = 980 francs)

Champ d'application

Travailleurs salariés.

Sources de financement

Assuré: 2,5% du salaire.

Employeur: 4% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Plafond du salaire pour le calcul des cotisations et des prestations: 400 000 francs par mois.

(Pensions d'invalidité financées par l'assurance maladie).

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: 55 ans (payable à 50 ans si incapacité de travail, ou avec réduction de 5% à 10% pour chaque année précédant les 55 ans). 15 années de cotisations. Cessation de toute activité rémunérée.

Pension d'invalidité: Perte des 2/3 de la capacité de travail ou de gain. Affiliation à l'assurance et 26 jours ou 120 heures d'emploi au cours des 3 derniers mois (conditions levées pour les travailleurs en cours d'emploi si l'incapacité est due à un accident ou une maladie infectieuse).

Pension de survivants: Le défunt était pensionné ou dans un emploi soumis à l'assurance.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: Environ 2% du salaire de base multiplié par le nombre d'années d'assurance, selon un système de points (crédits accordés pour des périodes d'incapacité). Maximum des années prises en compte: 30 ans.

Majoration de 5% de la pension pour chaque année de prorogation de la retraite au-delà de 55 ans. Maximum de la majoration: 25%.

Supplément pour enfants: 150 francs par mois pour chaque enfant à charge, du 1er au 10e.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: 50% du salaire moyen si incapacité totale.

Supplément pour assistance constante: 20% de la pension.

Invalidité partielle: Pension proportionnelle à la perte de la capacité de gain. Maximum: 30% du salaire.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 50% de la pension due ou payable à l'assuré, si la veuve est âgée de 50 ans ou élève un enfant; sans condition d'âge si veuve d'un titulaire de pension de vieillesse.

Pension d'orphelins: 20% de la pension de l'assuré pour chaque orphelin de père et de mère.

Maximum pour l'ensemble des orphelins: 100% de la pension.

Allocation funéraire: Somme forfaitaire égale à 90 jours de salaire. Minimum: 250 francs.

Organisation administrative

Ministère du Travail, des Affaires sociales et de l'Emploi: Surveillance générale.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion du régime; administrée par un conseil tripartite.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1960.

Lois en vigueur: 1985, 1994.

Régime d'assurance sociale (prestations en espèces et prestations médicales)

Champ d'application

Travailleurs salariés.

Sources de financement

Assuré: 2,5% du salaire.

Employeur: 4% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Plafond du salaire pour le calcul des cotisations et des prestations: 400 000 francs par mois.

Conditions d'attribution

Prestations de maladie en espèces et prestations médicales: 3 mois d'immatriculation et 26 jours ou 120 heures d'emploi au cours des 3 derniers mois (conditions levées pour les travailleurs en cours d'emploi si l'incapacité est due à un accident ou une maladie infectieuse).

Prestations de maternité en espèces: Femmes exerçant un emploi soumis à l'assurance.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestations de maladie en espèces: 50% du salaire.

Payables après un délai de carence de 8 jours pendant 13 semaines, ou 26 semaines si affiliation à l'assurance pendant au moins 1 année et 250 jours d'emploi pendant la dernière année. (Le Code du travail impose à l'employeur le paiement du salaire complet pendant le délai de carence.) Durée maximum du service des prestations: 3 années en cas d'état stationnaire.

Prestations de maternité: 100% du salaire. (Le Code du travail impose à l'employeur le versement de 50% du salaire.) Dues pour 6 semaines avant et 8 semaines après l'accouchement.

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations médicales: Soins fournis par les médecins et hôpitaux; pharmaciens payés directement par la caisse.

Prestations fournies seulement après un délai de carence de 8 jours pendant lequel l'employeur et le travailleur doivent se partager les frais de soins médicaux.

Comprennent les soins de généralistes et de spécialistes, les soins chirurgicaux, l'hospitalisation, les soins de maternité, les médicaments (remboursés à 70%; 100% en

cas de maladie grave), les appareils de prothèse, les analyses de laboratoire et le transport.

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour les personnes à charge: Les mêmes que pour les assurés.

Organisation administrative

Ministère du Travail, des Affaires sociales et de l'Emploi: Surveillance générale.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion du régime.

Accidents du travail et maladies professionnelles**Dates de la législation de base et types de régimes**

Première loi: 1932.

Lois en vigueur: 1946, 1960, 1994.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 4% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Plafond du salaire pour le calcul des cotisations et des prestations: 400 000 francs par mois.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 50% du salaire pour les 28 premiers jours; 66,66% par la suite.

Payables dès le jour suivant l'accident jusqu'à guérison ou constatation de l'incapacité permanente.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: Incapacité totale: 100% du salaire moyen. Incapacité partielle: salaire moyen multiplié par 50% du degré d'incapacité pour le pourcentage d'incapacité compris entre 10 et 50%, et par 150% pour le pourcentage supérieur à 50%.

(Convertie en somme forfaitaire si incapacité de 10% ou moins).

Prestations médicales: Soins médicaux et chirurgicaux, hospitalisation, médicaments, appareils de prothèse, réadaptation et transport.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 30% du salaire de l'assuré. Payable également au veuf à charge.

Pension d'orphelins: 15% du salaire pour chacun des 2 premiers orphelins et 10% pour chacun des suivants, jusqu'à l'âge de 16 ans (20 ans si étudiant); 20% pour chaque orphelin de père et mère.

Parents et grands-parents à charge: 10% du salaire chacun, à concurrence de 20%.

Maximum des pensions de survivants: 85% du salaire.

Allocation funéraire: Somme forfaitaire égale à 90 jours de salaire. Minimum: 250 francs.

Organisation administrative

Ministère du Travail, des Affaires sociales et de l'Emploi: Surveillance générale.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion du régime.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1956.

Lois en vigueur: 1985, 1994.

Régime lié à l'emploi

Champ d'application

Travailleurs salariés soumis au Code du travail et couverts par l'assurance sociale.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 6% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Plafond du salaire pour le calcul des cotisations: 400 000 francs par mois.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Enfant âgé de moins de 17 ans.

Le père ou la mère doit avoir été affilié(e) à l'assurance pendant le mois précédent et doit travailler 18 jours ou 120 heures pendant le mois en cours (ou être bénéficiaire de prestations d'assurance sociale).

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: 1 500 francs par mois pour chaque enfant, du 1er au 10e.

Organisation administrative

Ministère du Travail, des Affaires sociales et de l'Emploi: Surveillance générale.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion du régime.

(L'Etat verse des allocations directement à ses fonctionnaires.)

Veillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1965.

Loi en vigueur: 1967.

Régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U. = 14,34 gourdes)

Champ d'application

Travailleurs salariés des entreprises industrielles, commerciales et agricoles.

Exclus: Membres de la famille non rémunérés, membres des communautés religieuses et diplomates étrangers.

Régime spécial pour les fonctionnaires.

Sources de financement

Assuré: 2% du salaire si 200 gourdes ou moins par mois, 3% entre 201 et 500 gourdes, 4% entre 501 et 1 000 gourdes et 6% au-delà de 1 000 gourdes.

Employeur: Même pourcentage des salaires que les personnes assurées.

Gouvernement: Déficit éventuel.

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: 55 ans et 20 années de cotisations.

Pension d'invalidité: Incapacité totale de travail et 10 ans de cotisations. Vingt ans de cotisations au maximum.

Pension de survivants: Le défunt était pensionné ou remplissait les conditions d'ouverture du droit à pension.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: 1/3 du salaire moyen au cours des 10 dernières années.

Remboursement des cotisations sans intérêts, si pas droit à pension.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: 1/60 du salaire moyen des 10 dernières années multiplié par le nombre d'années de cotisations.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de survivants: 50% de la pension payée ou due à la personne assurée.

Divisée entre la veuve, les orphelins âgés de moins de 18 ans (pas de limite si étudiant ou invalide).

Remboursement des cotisations (sans intérêts), si le défunt n'avait pas droit à pension.

Organisation administrative

Ministère des Affaires sociales: Surveillance générale.

Office national d'assurance vieillesse: Gestion du régime; administré par un conseil tripartite et un directeur général.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1951 (jamais appliquée).

Loi en vigueur: 1967 (jamais appliquée).

Régime d'assurance sociale (prestations en espèces et prestations médicales)

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1951.

Loi en vigueur: 1967.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés des entreprises industrielles, commerciales et agricoles, et fonctionnaires.

Champ d'application progressivement étendu aux différents districts et aux différentes professions.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 2% des salaires (commerce) 3% (industrie, construction et agriculture) ou 6% (mines).

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 2/3 du salaire; prestations minimum et maximum, 100 et 1 000 gourdes par mois.

Payables après un délai de carence de 3 jours (au cours duquel l'employeur doit payer les prestations) et pour toute la durée de l'incapacité.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: 2/3 du salaire en cas d'incapacité totale, pension minimum et maximum, 100 et 1 000 gourdes par mois.

Incapacité partielle: Pension proportionnelle au degré d'incapacité si celui-ci excède 10%; somme forfaitaire si

l'incapacité est inférieure à 10%. Les pensions peuvent être transformées en allocations forfaitaires.

Prestations médicales: Traitement nécessaire, y compris les soins médicaux et dentaires, la chirurgie, l'hospitalisation, les médicaments et les appareils de prothèse; fournis jusqu'à guérison ou stabilisation de l'incapacité.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 50% du total de la pension d'invalidité de la personne assurée. Payable également au veuf invalide à charge.

Pension d'orphelins: 30% de la pension de la personne assurée pour chaque orphelin âgé de moins de 21 ans.

Parents ou grands-parents: 40% de la pension de la personne assurée, en l'absence d'épouse ou d'orphelin ayant droit.

Maximum des pensions de survivants: 80% de la pension de la personne assurée.

Allocation funéraire: 1 mois de salaire.

Organisation administrative

Département des Affaires sociales: Surveillance générale.

Office d'assurance accidents du travail, maladie et maternité: Gestion du régime.

L'Office possède ses propres dispensaires et un hôpital à Port-au-Prince.

Veillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1919.

Lois en vigueur: 1952, 1965, 1968, 1969, 1974, 1975, 1978, 1980, 1981, 1984, 1992.

Régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U. = 1 610 lires)

Champ d'application

Travailleurs salariés (y compris les travailleurs domestiques).

Régimes spéciaux pour cadres de l'industrie, professions libérales, cheminots, services publics, transports aériens, journalistes, fonctionnaires, artisans indépendants, marchands et exploitants agricoles.

Sources de financement

Assuré: 8,34% du salaire.

Employeur: 21,3% des salaires. En sus, cotisation spéciale à la charge des employeurs de certaines industries.

Les employeurs de certaines régions sont libérés d'une partie de leurs cotisations en raison de la crise économique.

Gouvernement: Coût total des allocations sous condition de ressources. Tout déficit éventuel.

Salaire minimum pour le calcul des cotisations: 54 886 lires par jour pour les ouvriers de l'industrie ou salaire minimum contractuel plus élevé. Pas de plafond pour le calcul des cotisations et des prestations.

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: Jusqu'au mois de juin 1995, 61 ans (hommes) ou 56 ans (femmes), par la suite, 62 ans (hommes) ou 57 ans (femmes) et 15 années de cotisations. Poursuite de l'activité assurée possible jusqu'à l'âge de 65 ans si moins de 40 années de cotisations. Pension de préretraite à 55 ans (hommes) (50 ans dans l'industrie du fer et de l'acier) ou 50 ans (femmes) si en chômage dû à la crise économique ou à des changements structureaux. Pension d'ancienneté à tout âge après 35 années de cotisations. Pas de cumul avec un salaire pour la

partie de la pension dépassant le montant de la pension minimum. Cessation de toute activité rémunérée pour la pension d'ancienneté. L'âge normal de la retraite sera augmenté d'un an tous les 18 mois jusqu'à 65 ans pour les hommes et 60 ans pour les femmes. La période minimum de cotisation augmentera également d'un an tous les deux ans jusqu'en 2001. Les personnes qui au 31 décembre 1992 satisfaisaient aux conditions d'octroi en vigueur à cette date sont exemptées des nouvelles dispositions.

Pension d'invalidité: Incapacité de travail totale et permanente. 5 années de cotisations dont 3 années au cours des 5 dernières années. Pensions octroyées sous condition de ressources (3 fois le montant de la pension minimum).

Allocation d'invalidité: Perte des 2/3 de la capacité de travail. Mêmes conditions de cotisation que pour la pension d'invalidité.

Pension de survivants: Le défunt était pensionné ou remplissait les conditions d'ouverture du droit à pension.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: Pourcentage gradué du salaire moyen des 5 dernières années (salaire des premières 3 années revalorisées selon les variations du coût de la vie), multiplié par le nombre d'années de cotisations: 2% par an jusqu'à 57 578 000 lires; 1,6% pour 57 578 001 à 76 578 740 lires; 1,35% pour 76 578 741 à 95 579 480 lires; et 1,1% pour 95 579 480 à 109 298 200 lires; et 0,9% pour plus de 109 298 200 lires jusqu'à 80% du salaire pour les assurés ayant 40 ans de cotisations.

(Formule différente pour la pension de préretraite.)

Pension minimum: 626 450 lires par mois; 626 000 lires par mois si 15 années ou plus de cotisations.

Paiement mensuel de la pension avec un 13e paiement mensuel en décembre.

Prestation sous condition de ressources ("pension sociale"): Jusqu'à 335 150 lires par mois (montant à partir de juin 1993) payables à l'âge de 65 ans si citoyen résident (13 versements par an).

Ajustement annuel des pensions selon les variations de l'indice du coût de la vie.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: Comme pension de vieillesse, plus prise en compte des années jusqu'à l'âge normal de la retraite.

Pension minimum: 626 450 liras par mois.

Supplément pour assistance constante: Jusqu'à 496 000 liras par mois (ajusté tous les deux ans).

Allocation d'invalidité: Comme pension de vieillesse. Due pour 3 ans. Devient permanente après deux renouvellements.

13e paiement mensuel en décembre.

Ajustement annuel des pensions selon les variations de l'indice du coût de la vie.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 60% de la pension de l'assuré. Payée également au veuf. Pension minimum: 626 450 liras par mois; 626 000 liras par mois si 15 années ou plus de cotisations (montant à partir de juin 1993).

Pension d'orphelins: 20% de la pension de l'assuré pour chaque orphelin de moins de 18 ans (21 ans si élève d'une école professionnelle, 26 ans si étudiant, pas de limite si invalide). 40% si orphelin de père et de mère, 60% si seul bénéficiaire.

Autres personnes à charge (en l'absence d'orphelins): 15% de la pension de l'assuré pour chaque parent âgé, ou frère ou soeur non marié(e), si non-bénéficiaire d'une pension ou invalide.

Maximum des pensions de survivants: 100% de la pension de l'assuré.

Allocation funéraire: 43 200 à 129 600 liras si n'ayant pas droit à pension.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale et Trésor: Surveillance générale.

Institut national d'assurance sociale: Gestion du régime par ses bureaux locaux; administré par un conseil tripartite.

Régimes spéciaux gérés par des instituts ou caisses distincts.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Premières lois: 1912 (maternité), 1927 (tuberculose) et 1943 (maladie).

Lois en vigueur: 1950 et 1971 (maternité) 1962 (maladie), 1970 (tuberculose), 1974, 1978 (service national de santé), 1980 et 1987 (maternité pour travailleuses indépendantes).

Régime d'assurance sociale (prestations en espèces) et **régime universel** (soins médicaux)

Champ d'application

Prestations en espèces de maladie et de maternité: Employés du commerce (à l'exception des cadres) et ouvriers de l'industrie.

Prestations médicales: Tous les résidents.

Sources de financement

Assuré: 1% des revenus jusqu'à 40 000 000 liras par an, plus cotisation de solidarité de 0,8% des revenus entre 40 000 000 et 100 000 000 liras. Travailleurs indépendants: 5% des revenus avec un minimum annuel, plus cotisation de solidarité de 4% des revenus entre 40 000 000 et 150 000 000 liras. Les travailleuses indépendantes paient 18 000 liras par an à titre de prestations de maternité.

Employeur: Maladie, 10,6% des salaires plus cotisation de solidarité de 2% des salaires entre 40 000 000 et 150 000 000 liras. Tuberculose, 2,01% des salaires.

Gouvernement: Diverses subventions, plus une partie des cotisations des employeurs.

Salaire minimum pour le calcul des cotisations: 54 886 liras par jour pour les ouvriers de l'industrie ou salaire minimum contractuel plus élevé. Pas de plafond.

Conditions d'attribution

Prestations de maladie et de maternité: Affiliation à l'assurance.

Prestations pour tuberculose: 1 an de cotisations.

Prestations médicales: Pas de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestations en espèces de maladie: 50% du salaire pendant les 20 premiers jours, 66 2/3% par la suite.

Payables après un délai de carence de 3 jours pendant 180 jours (prolongation dans des cas spéciaux).

Prestations de tuberculose: Dues pendant un traitement en sanatorium de 60 jours ou plus et pendant 2 ans par la suite. 50% du salaire à partir du 21e jour jusqu'au 180e jour et 66 2/3% par la suite. (Allocations familiales également payées.)

Prestations de maternité: 80% du salaire. Dues pour 2 mois avant et 3 mois après l'accouchement. Congé supplémentaire de 6 mois possible pour l'un des deux parents avec 30% du salaire.

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations médicales: Services fournis par des médecins et pharmaciens sous contrat avec le Service national de la Santé et payés directement par lui, ainsi que par les hôpitaux qui sont généralement publics.

Englobent les soins de généralistes et de spécialistes, l'hospitalisation, les médicaments prescrits, les soins dentaires, les soins de sage-femme ou de médecin en cas d'accouchement, les appareils de prothèse spécifiés et les cures.

Les soins de tuberculose englobent les soins curatifs et de convalescence dans un sanatorium, les soins après le séjour en sanatorium et la réadaptation.

Participation des assurés aux frais de certains médicaments prescrits et aux analyses effectuées dans les hôpitaux. Supprimée pour les personnes de condition modeste et les invalides.

Durée: Pas de limite.

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour personnes à charge: Les mêmes que pour les assurés.

Prestations de tuberculose pour personnes à charge: Prestations réduites, mais dans les mêmes conditions que pour les assurés.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale et Ministère de la Santé: Surveillance générale.

Institut national d'assurance sociale: Gestion des prestations en espèces de maladie et de maternité.

Service national de Santé géré par 20 administrations régionales et des unités locales de santé.

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1898.

Loi en vigueur: 1965.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs manuels, employés non manuels faisant un travail dangereux et exploitants agricoles.

Régime spécial pour les gens de mer.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 0,5% à 16% des salaires, selon le risque. Taux moyen pour les travailleurs de l'industrie: 3,1%.

Gouvernement: Néant.

Salaire minimum et maximum pour le calcul des prestations: 17 597 000 liras et 32 680 000 liras.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 60% du salaire pour les 90 premiers jours d'incapacité et 75% par la suite.

Payables après un délai de carence de 3 jours (pour lesquels l'employeur doit payer les prestations).

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: 100% du salaire de l'année précédente si incapacité totale.

Supplément pour assistance constante: Jusqu'à 580 000 liras par mois (ajusté chaque année).

Suppléments pour personnes à charge: 5% de la pension pour la femme et pour chaque enfant de moins de 18 ans (26 ans si étudiant, pas de limite si invalide).

Incapacité partielle: Si incapacité de 11% à 79%, pension proportionnelle au degré d'incapacité. Si incapacité de 80% à 100%, pension complète.

Ajustement annuel des rentes en cas de variation d'au moins 5% du salaire journalier moyen dans l'industrie.

Prestations médicales: Soins médicaux, chirurgicaux et hospitaliers, appareils de prothèse et réadaptation.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 50% du salaire de l'assuré. Egalement payée au veuf.

Pension d'orphelins: 20% du salaire pour chaque orphelin de moins de 18 ans ou invalide; 40% si orphelin de père et de mère.

Père ou mère (en l'absence de veuve ou d'orphelins): 20% du salaire tant pour le père que pour la mère.

Maximum des pensions de survivants: 100% du salaire de l'assuré.

Allocation de survivants: Somme forfaitaire jusqu'à 2 322 000 liras, payable aux survivants ou à la personne qui a assumé les frais funéraires.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale: Surveillance générale.

Institut national d'assurance contre les accidents du travail: Gestion du régime par ses bureaux de province; administré par un conseil tripartite.

Service national de Santé: Gestion générale des prestations médicales.

Régimes spéciaux gérés par des caisses distinctes.

Chômage

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1919.

Lois en vigueur: 1939, 1968, 1970, 1975, 1988.

Régime d'assurance obligatoire

Champ d'application

Travailleurs salariés du secteur privé. Exclus: Travailleurs occasionnels et saisonniers et certaines catégories spéciales.

Ouvriers du bâtiment: Prestations supplémentaires spéciales.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 1,61% des salaires (cadres de l'industrie) ou 1,91% (industrie et commerce). Employeurs de l'industrie versent également 0,3% (0,8% dans l'industrie du bâtiment) des salaires à un fonds spécial de chômage et 2,2% des salaires (1,9% pour les entreprises occupant moins de 50 salariés) à un "fonds pour compléments de salaire".

Gouvernement: Frais d'administration, plus subvention pour les travailleurs agricoles, l'emploi des jeunes et le fonds pour compléments de salaire.

Salaire minimum pour le calcul des cotisations: 54 886 liras par jour pour les ouvriers de l'industrie. Pas de plafond.

Conditions d'attribution

Prestations de chômage: 2 ans d'assurance et 52 semaines de cotisations au cours des 2 dernières années. Ouvriers du bâtiment: 43 semaines de cotisations au cours de 2 années d'emploi dans cette industrie.

Prestations spéciales: 13 semaines d'activité ininterrompue avant le début du chômage.

Etre inscrit au bureau de placement, être capable de travailler, remplir les conditions d'engagement, et être disponible pour un travail. Chômage non dû à une résiliation volontaire de la part du travailleur, à son renvoi pour mauvaise conduite, au refus d'une offre convenable

ou au refus de la formation professionnelle prescrite (disqualification pour 30 jours).

Complément de salaire: Chômage partiel dans des circonstances spécifiées par la loi.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestation de chômage: 20% du salaire, payable après un délai de carence de 7 jours. Durée maximum: 180 jours.

Suppléments pour personnes à charge: Voir allocations familiales ci-dessous.

Prestation spéciale (industrie du bâtiment): 80% du salaire pendant 90 jours (prolongation possible).

Les travailleurs de l'industrie, du commerce et les artisans ont droit à des prestations en fonction de leur âge, à condition de justifier d'une année d'emploi et de 6 mois de cotisations: en dessous de 40 ans, 12 mois; jusqu'à 50 ans, 24 mois; plus de 50 ans, 36 mois. La prestation est égale à 100% du salaire pendant un an et à 80% par la suite.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale et Trésor: Surveillance générale.

Institut national d'assurance sociale: Gestion du régime par ses bureaux locaux. Institut gère également le fonds des compléments de salaire.

Les services de placement reçoivent et examinent les demandes et paient les prestations.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1937.

Lois en vigueur: 1961, 1965, 1970, 1974, 1980, 1983, 1988 (réforme du régime).

Régime lié à l'emploi

Champ d'application

Travailleurs salariés, quelques travailleurs indépendants et bénéficiaires de prestations d'assurance sociale ou d'assurance chômage ayant 1 enfant au moins ou une autre personne à charge.

Régimes spéciaux pour les travailleurs salariés dans l'agriculture, l'assurance et le crédit, les percepteurs des contributions, les journalistes, les services publics, les transports maritimes et aériens.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 6,2% (4,15% pour les artisans) des salaires.

Gouvernement: Diverses subventions.

Salaire minimum pour le calcul des cotisations: 54 886 liras par jour ou salaire minimum contractuel plus élevé.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Epouse dépendante de l'assuré; enfants de moins de 18 ans (pas de limite si invalides), frères et soeurs, nièces et neveux si orphelins, autres personnes à charge de moins de 18 ans (plus de 18 ans si invalides), jusqu'à 7 membres de famille au maximum. Dispositions particulières pour exploitants agricoles, pensionnés et anciens travailleurs indépendants.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: Montants variant selon le nombre des membres et le revenu de la famille de 60 000 à 440 000 liras.

Les plafonds sont augmentés pour les familles monoparentales et les familles avec au moins un membre invalide.

Dispositions particulières pour exploitants agricoles, pensionnés et anciens travailleurs indépendants.

Ajustement annuel selon les variations de l'indice des prix.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale et Trésor: Surveillance générale.

Institut national d'assurance sociale: Gestion du régime par la Caisse centrale des allocations familiales.

Chaque employeur verse les allocations directement aux membres de son personnel (sauf dans l'agriculture) et ne règle avec les succursales locales de l'Institut que les cotisations versées en trop ou en moins.

Veillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Premières lois: 1911 (ouvriers) et 1931 (employés).

Loi en vigueur: 1987 (Code des assurances sociales).

Régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U. = 32,13 francs)

Champ d'application

Toute la population active du secteur privé.

Régimes spéciaux pour les agents de chemin de fer, fonctionnaires et employés publics.

Sources de financement

Assurés: 8% du salaire.

Employeurs: 8% des salaires.

Gouvernement: 8% des salaires.

Plancher et plafond du salaire pour le calcul des cotisations et des prestations: minimum, salaire social minimum (42 677 francs par mois); maximum, 5 fois le salaire social minimum (213 387 francs par mois).

Conditions d'attribution

Pensions de vieillesse: 65 ans (hommes et femmes) et 120 mois d'assurance effective. Pension anticipée dès 60 ans avec 480 mois d'assurance effective ou assimilée, ou à 57 ans avec 480 mois de cotisations; cessation substantielle d'activité obligatoire. Possibilité de différer la pension jusqu'à l'âge de 68 ans.

Pension d'invalidité: Avoir moins de 65 ans. Incapacité de travailler dans la profession exercée en dernier lieu ou dans une autre profession correspondant aux forces et aptitudes. 12 mois d'affiliation au cours des 3 dernières années.

Pension de survivants: L'assuré avait 12 mois d'affiliation au cours des 3 dernières années ou était pensionné.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: Montant forfaitaire: 8 959 francs par mois si 40 ans d'affiliation, réduit de 1/40 pour chaque

année manquante; plus un montant proportionnel de 1,78% du salaire réajusté des années d'assurance.

Pension minimum: 36 650 francs par mois si 40 ans d'affiliation; réduite de 1/40 pour chaque année manquante. Pas de pension minimum si moins de 20 ans d'affiliation. Pension maximum: 169 676 francs par mois.

Ajustement automatique des pensions selon les variations de l'indice du coût de la vie et ajustement périodique à l'évolution des salaires.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: calculée sur la même base que la pension de vieillesse. Si l'invalidité survient avant 55 ans, la pension est calculée jusqu'à l'âge de 55 ans sur la base du salaire moyen annuel pendant la période entre l'âge de 25 ans et le début de la pension.

Pension minimum: Comme pour la pension de vieillesse.

Ajustement automatique des pensions selon les variations de l'indice du coût de la vie et ajustement périodique à l'évolution des salaires.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 100% du montant forfaitaire, plus 75% du montant proportionnel de la pension à laquelle l'assuré avait droit. Payable également au veuf. Droit pour le conjoint divorcé sur la base des années de mariage par rapport au nombre d'années de cotisations (dispositions de non-cumul avec revenus propres).

Pension d'orphelins: 1/3 du montant forfaitaire, plus 25% du montant proportionnel de la pension à laquelle l'assuré avait droit. Les orphelins de père et mère ont droit à une pension double. Maximum des pensions de survivants: 100% de la pension totale de l'assuré.

Ajustement automatique des pensions selon les variations de l'indice du coût de la vie et ajustement périodique à l'évolution des salaires.

Organisation administrative

Ministère de la Sécurité sociale: Surveillance générale.

Etablissement d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité: Gestion du régime pour les ouvriers; dirigé par

un conseil d'administration mixte d'ouvriers et d'employeurs dont le président est un fonctionnaire d'Etat.

Caisse de pension des employés: Gestion du régime pour les employés; dirigée par un conseil d'administration mixte d'employés et d'employeurs dont le président est un fonctionnaire d'Etat.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1901.

Loi en vigueur: 1992 (Code des assurances sociales).

Régime d'assurance sociale (prestations en espèces et prestations médicales).

Champ d'application

Travailleurs salariés. Les bénéficiaires de prestations sociales ont droit aux prestations médicales.

Régimes spéciaux pour les travailleurs indépendants, artisans et exploitants agricoles. Affiliation volontaire à une caisse maladie pour les personnes qui ne sont pas assurées obligatoirement.

Sources de financement

Assuré: 4,5% (ouvriers) ou 2,575% (employés) du salaire. Titulaires de pensions: 2,5% de la pension.

Employeur: 4,5% (ouvriers) et 2,575% (employés) des salaires. Institutions d'assurance pensions: 2,5% des pensions servies.

Gouvernement: Subventions représentant environ 40% des cotisations. Egalement coût total des prestations de maternité.

Plafond du salaire pour le calcul des cotisations et des prestations: 5 fois le salaire minimum de référence (213 387 francs par mois).

Conditions d'attribution

Prestations en espèces de maladie et prestations médicales: Affiliation à une caisse maladie.

Prestations en espèces de maternité: Affiliation à une caisse pendant 6 mois au cours de l'année précédant l'accouchement pour avoir droit aux prestations en espèces.

Pas de période minimum de stage pour les prestations en nature de maternité.

Allocation de maternité (ne pas avoir droit aux prestations en espèces de maternité): résider sur le territoire national et se conformer aux exigences d'examens médicaux réguliers avant et après l'accouchement.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestations en espèces de maladie: 100% du salaire payable dès le 1er jour d'absence à concurrence de 52 semaines.

Prestations en espèces de maternité: 100% du salaire, payables 8 semaines avant et 8 semaines après l'accouchement (12 semaines si naissance prématurée ou multiple, ou si la mère allaite son enfant).

Congé parental de 8 semaines lors de l'adoption d'un enfant.

Allocation de maternité: somme forfaitaire de 100 270 francs pour les 16 semaines du congé de maternité en faveur des personnes ne subissant pas de perte de revenu.

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations médicales: Libre choix du fournisseur de soins. Les soins médicaux sont fournis par les médecins et les hôpitaux sous contrat avec la Caisse selon les tarifs convenus.

Englobent: Soins d'omnipraticiens et de spécialistes, hospitalisation, analyses de laboratoire, soins de maternité, soins dentaires, appareils de prothèse, médicaments, transport, cures, rééducation.

Participation des assurés aux coûts des prestations médicales: 20-60% du coût des médicaments; 5% du coût des consultations, 20% du coût des visites à domicile et 209 francs par jour d'hospitalisation, 20% du coût des soins dentaires.

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour les personnes à charge: Les mêmes que pour les assurés.

Organisation administrative

Ministère de la Sécurité sociale: Surveillance générale.

Gestion des prestations par 9 caisses pour les différentes catégories socioprofessionnelles. Les caisses sont gérées par des comités élus composés de représentants des assurés et des employeurs.

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1902.

Lois en vigueur: 1925, 1954.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés, apprentis, travailleurs domestiques et travailleurs indépendants.

Régime spécial pour fonctionnaires, étudiants et militaires.

Sources de financement

Assuré: Néant (sauf pour les travailleurs indépendants).

Employeur: 0,5% à 6% des salaires, selon les risques.

Gouvernement: 50% des frais d'administration et 1/3 des augmentations des pensions pour variations de l'indice du coût de la vie et du niveau des salaires. Plafond du salaire pour le calcul des cotisations et des prestations: 213 387 francs par mois.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 100% du salaire.

Payables dès le 1er jour d'incapacité, à concurrence de 13 semaines. Converties en pension permanente à partir de la 14e semaine.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: 85,6% du salaire de la dernière année si incapacité totale jusqu'à un maximum de 182 593 francs par mois.

Supplément pour assistance constante: A concurrence de 100% du salaire de base.

Supplément pour enfants: 10% de la pension pour chaque enfant au-dessous de 18 ans (27 ans si étudiant, pas de limite si invalide) si le taux d'incapacité est de 50% ou plus; à concurrence de 100% du salaire de base.

Incapacité partielle: Pourcentage de la pension complète proportionnel au degré de l'incapacité; converti en somme forfaitaire après 3 ans si l'incapacité est égale ou inférieure à 10% (sur demande si entre 10% et 40%).

Ajustement automatique des prestations selon les variations de l'indice du coût de la vie et ajustement périodique à l'évolution des salaires.

Prestations médicales: Soins nécessaires y compris traitement médical et chirurgical, hospitalisation, médicaments, appareils de prothèse et réadaptation.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 42,8% du salaire de l'assuré ou 53,5% si invalide. Payable également au veuf. En cas de remariage, somme forfaitaire égale à 60 mois de pension si moins de 50 ans, ou 36 mois si 50 ans ou plus.

Pension d'orphelins: 21,4% du salaire pour chaque orphelin au-dessous de 18 ans (27 ans si étudiant, pas de limite si invalide).

Autres survivants ayants droit (en l'absence de ceux indiqués ci-dessus): parents et grands-parents, personne ayant tenu le ménage de l'assuré.

Maximum des pensions de survivants: 85,6% du salaire de l'assuré.

Allocation funéraire: somme forfaitaire égale à 1/15e du salaire annuel ou du salaire minimum si plus élevé.

Ajustement automatique des prestations selon les variations de l'indice du coût de la vie et ajustement périodique à l'évolution des salaires.

Organisation administrative

Ministère de la Sécurité sociale: Surveillance générale.

Association d'assurance contre les accidents: Gestion du régime pour les travailleurs de l'industrie, de l'agriculture et de la sylviculture, et fonds spéciaux.

Chômage

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1921.

Lois en vigueur: 1976, 1978.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés; travailleurs indépendants sous certaines conditions; diplômés récents des écoles et ceux ayant achevé leur formation professionnelle, âgés de 16 à 24 ans.

Sources de financement

Assuré: Impôt spécial de solidarité: 2,5%.

Employeur: Néant.

Gouvernement: Contribution financière fixée annuellement par loi budgétaire.

Conditions d'attribution

Allocation de chômage: 26 semaines de travail au cours des 12 derniers mois. Travailleurs indépendants, 5 années sauf cas exceptionnels; diplômés récents, 26 semaines d'inscription au chômage.

Inscription au bureau de placement et apte au travail.

Chômage non dû à résiliation volontaire, ni au refus d'un travail convenable.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocation de chômage: 80% du salaire de base des 3 derniers mois, à concurrence de 2 fois et demi du salaire social minimum des manoeuvres (2 fois après 182 jours; 1 fois et demie après 365 jours); jeunes chômeurs: 70% du salaire social minimum; travailleurs indépendants, 80% du salaire social minimum. (Montant réduit pour les chômeurs cohabitant avec une personne

dont le salaire dépasse 2 fois et demi le salaire social minimum.)

Due à concurrence de 365 jours par période de 24 mois. Prolongation de 6, 9 et 12 mois possible pour les chômeurs âgés. Prolongation supplémentaire pour les chômeurs particulièrement difficiles à placer.

Ajustement selon les variations de l'indice du coût de la vie.

Organisation administrative

Ministère du Travail: Surveillance générale.

Administration de l'Emploi: Gestion du régime et des prestations.

Agences locales de l'administration de l'emploi et secrétariats communaux: réception des demandes.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1947 (travailleurs salariés), 1959 (travailleurs indépendants)

Lois en vigueur: 1977 (allocations de naissance), 1980 (allocations de maternité), 1985 (allocations familiales), 1986 (allocations de rentrée scolaire), 1988 (allocations d'éducation).

Régime universel

Champ d'application

Tous les enfants qui sont élevés et qui ont leur domicile légal au pays.

Sources de financement

Assuré: Travailleur salarié, néant; personnes non salariées: 0,7% du revenu.

Employeur: Néant.

Gouvernement: Coût total.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Enfant de moins de 18 ans (27 ans si étudiant; pas de limite si invalide avant l'âge de 18 ans).

Allocation de naissance: Preuve des examens médicaux prescrits et mère résidant dans le pays.

Luxembourg

Allocation de rentrée scolaire: Famille avec 1 ou plusieurs enfants âgés de 6 à 18 ans (27 ans si étudiant) ouvrant droit aux allocations familiales.

Allocation d'éducation: Résidents élevant 1 ou plusieurs enfants de moins de 2 ans ouvrant droit aux allocations familiales.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: 3 211 francs par mois pour le premier enfant; 8 669 francs par mois pour deux enfants; 17 573 francs par mois pour trois enfants et 8 904 francs par mois pour chacun des suivants. Plus 522 francs par mois pour chaque enfant de 6 à 11 ans et 1 566 francs si âgé de 12 ans ou plus. Allocation supplémentaire de 2 141 francs par mois en sus pour enfant sérieusement handicapé.

Allocations de naissance: 56 213 francs payables en 3 versements échelonnés égaux: allocation prénatale, prime de naissance, allocation postnatale.

Allocation de rentrée scolaire: 3 655 francs pour un enfant de plus de 6 ans; 5 222 francs si plus de 12 ans. 6 226 francs par enfant si deux enfants de plus de 6 ans; 7 833 francs si plus de 12 ans. 8 662 francs par enfant si plus de trois enfants de plus de 6 ans; 10 190 francs si plus de 12 ans.

Allocation d'éducation: 15 667 francs par mois.

Ajustement des prestations selon les variations de l'indice du coût de la vie.

Organisation administrative

Ministère de la Famille: Surveillance générale.

Caisse nationale des prestations familiales: Gestion du régime.

Veillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi en vigueur: 1969.

Régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U. = 3 795 francs)

Champ d'application

Travailleurs salariés.

Exclus: Travailleurs temporaires et occasionnels.

Régime spécial pour les fonctionnaires.

Sources de financement

Assuré: 1% du salaire.

Employeur: 3,5% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Plafond des salaires pour le calcul des cotisations et des prestations: 100 000 francs par mois.

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: 60 ans (hommes) ou 55 ans (femmes); réduction de 5 ans pour les gens de mer ou si incapacité de travail. 15 ans d'immatriculation (sauf si employé avant 1969) et 28 cotisations trimestrielles au cours des 10 dernières années (une partie des périodes antérieures est créditée). Cessation de toute activité rémunérée.

Pension d'invalidité: Perte de 60% de la capacité de travail. 10 ans d'immatriculation; mêmes conditions de cotisations que pour la pension de vieillesse. Payable à l'âge de 55 ans (hommes) ou 50 ans (femmes et gens de mer).

Pension de survivants: Le défunt remplissait les conditions d'ouverture du droit à une pension de vieillesse ou était pensionné.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: 30% du salaire minimum légal, plus 20% du salaire moyen au cours des 10 dernières années. Augmentation de 1% du salaire pour chaque année de cotisations au-delà de 10 ans (une partie des périodes d'emploi antérieures créditée).

Supplément pour personnes à charge: 10% de la pension pour le conjoint ayant atteint l'âge de la retraite. Pension minimum: 60% du salaire minimum légal; maximum 40% du salaire couvert par l'assurance ou 75% y compris le supplément. Pension proportionnellement réduite accordée en cas d'insuffisance du nombre des cotisations trimestrielles au cours des 10 dernières années, mais si au moins 100 (hommes) ou 80 (femmes) au cours de toute la carrière.

Allocation de vieillesse: Pour travailleurs âgés de 60 ans (hommes) ou 55 ans (femmes) ayant 15 trimestres d'emploi avant 1969. Remboursement des cotisations plus 2% d'intérêts par an, si n'ayant pas droit à la pension, mais comptant au moins 4 trimestres de cotisations.

Pensions ajustées selon les variations des salaires.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: 80% de la pension de vieillesse qui aurait été accordée si le travailleur avait été employé jusqu'à l'âge de la retraite.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 30% du salaire de l'assuré, payable à la veuve ayant atteint l'âge de la retraite.

Pension d'orphelins: 15% du salaire de l'assuré pour chacun des deux premiers orphelins, 10% pour chacun des suivants. 20% du salaire pour chaque orphelin de père et de mère.

Parents et grands-parents à charge, ayant atteint l'âge de la retraite: 10% du salaire chacun; maximum: 30%.

Maximum des pensions des survivants: 85% du salaire de l'assuré.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Législation sociale: Surveillance générale.

Caisse nationale de prévoyance sociale: Gestion du régime; administrée par un Conseil d'administration composé de représentants des employeurs et des travailleurs, du ministère du Travail et de la Législation sociale, du ministère des Finances, du ministère de la Santé, du ministère de la Population et des Conditions sociales, ainsi que du Directeur général de la Caisse.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1952.

Loi en vigueur: 1963.

Régime d'assurance sociale (prestations de maternité seulement)

(Aux termes du Code du travail, l'employeur est tenu de payer 100% du salaire pendant le 1er mois du congé de maladie et 50% du 2e au 6e mois dans des circonstances spéciales. L'employeur verse également 50% du salaire aux travailleuses à concurrence de 14 semaines de congé de maternité si l'intéressée n'a pas droit aux prestations de maternité.)

Champ d'application

Femmes salariées.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: Voir cotisations d'allocations familiales ci-dessous.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Prestations de maternité: 6 mois d'emploi soumis à l'assurance.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestations de maternité: 50% du salaire. Dues pour 6 semaines avant et 8 semaines après l'accouchement (11 semaines en cas de complications).

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations médicales: Les travailleuses reçoivent le remboursement du coût des soins médicaux durant la grossesse et l'accouchement à concurrence de 25 000 francs.

(Le Code du travail impose aux employeurs de fournir certains services médicaux aux travailleuses et aux personnes à leur charge.)

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour personnes à charge: Voir allocations familiales ci-dessous.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Législation sociale: Surveillance générale.

Caisse nationale de prévoyance sociale: Gestion du régime.

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1925.

Loi en vigueur: 1969.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés, membres de coopératives, exploitants agricoles, étudiants, apprentis, gens de mer et détenus exécutant des travaux manuels.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 1,25% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Plafond des salaires pour le calcul des cotisations: 100 000 francs par mois.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 66 2/3% du salaire, ne dépassant pas 6 000 francs par jour.

Payables dès le jour suivant l'accident jusqu'à guérison ou constatation de l'incapacité permanente.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: Incapacité totale: 100% du salaire moyen. Incapacité partielle: salaire moyen multiplié par 50% du degré d'incapacité pour le pourcentage d'incapacité compris entre 10 et 50%, et par 150% pour le pourcentage supérieur à 50%. Prestations minimums et maximums fixées par formule. Somme forfaitaire payable si moins de 10% d'incapacité. Supplément pour assistance constante: 40% de la pension.

Prestations médicales: Soins médicaux et chirurgicaux, hospitalisation, médicaments, appareils de prothèse, transport et réadaptation.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 30% du salaire de l'assuré.

Pensions d'orphelins: 15% du salaire pour chacun des 2 premiers orphelins, 10% pour chacun des suivants. 20% pour chaque orphelin de père et mère.

Parents et grands-parents à charge: 10% du salaire chacun; maximum: 30%.

Maximum des pensions de survivants: 85% du salaire.

Allocation funéraire: Somme forfaitaire de 100 000 francs.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Législation sociale: Surveillance générale.

Caisse nationale de prévoyance sociale: Gestion des cotisations et des prestations.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1956.

Loi en vigueur: 1969.

Régime lié à l'emploi

Champ d'application

Travailleurs salariés, étudiants et apprentis ayant un enfant ou plus. Les chômeurs ont droit aux allocations pendant 6 mois au maximum dans certaines conditions. Régime spécial pour les fonctionnaires.

Résidence à Madagascar ou en France.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 8,25% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Plafond des salaires pour le calcul des cotisations 100 000 francs par mois.

La cotisation de l'employeur finance également les prestations de maternité.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Enfant âgé de moins de 14 ans (18 ans si apprenti, 21 ans si étudiant, invalide ou fille célibataire élevant des enfants).

Le père ou la mère doit avoir été employé(e) pendant 6 mois et travailler 20 jours ou 134 heures par mois (ou être veuve/veuf du bénéficiaire).

Allocation prénatale et prime de naissance: Examens médicaux prescrits.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: 1 100 francs par mois pour chaque enfant.

Allocation prénatale: 1 100 francs par mois pendant 9 mois.

Prime de naissance: Somme forfaitaire de 13 200 francs pour chaque naissance (payée en 2 versements). Quelques services sociaux et sanitaires sont également fournis aux mères et aux enfants.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Législation sociale: Surveillance générale.

Caisse nationale de prévoyance sociale: Gestion du régime.

Veillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1961.

Loi en vigueur: 1962 et 1986 (vieillesse et décès seulement).

Régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U. = 536 francs)

Champ d'application

Travailleurs salariés.

Régime spécial pour les fonctionnaires.

Sources de financement

Assuré: 3,6% du salaire.

Employeur: 5,4% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: 55 ans (ou 50 ans avec une réduction de 5% par an au-dessous de 55 ans). 10 ans d'emploi. Pension non réduite à l'âge de 50 ans si médicalement reconnu incapable de travailler. Cessation de toute activité rémunérée.

Non payable à l'étranger, sauf si accord de réciprocité. Si pas d'accord, les cotisations de l'assuré lui sont remboursées à la retraite en cas de départ définitif du pays.

Pension d'invalidité: Perte des 2/3 de la capacité de gain. 5 années d'immatriculation. L'invalidité est révisée chaque 6 mois. A l'âge de 50 ans, la pension est transformée en pension de vieillesse anticipée.

Pension de survivants: Le défunt était pensionné ou remplissait les conditions d'ouverture du droit à pension. La veuve ou le veuf doit avoir été marié(e) pour plus de deux ans.

Les enfants doivent être qualifiés pour des allocations familiales.

Allocation de survivants: Payable à la veuve d'un assuré ayant été affilié durant au moins 10 ans.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: 1/60 du salaire mensuel moyen des dernières 5 années. Pension minimum: 60% du salaire minimum légal.

Supplément pour enfant: 10% de la pension pour chaque enfant à charge jusqu'à 5 enfants au maximum (pensions payables au titre de la loi de 1962). Pour les pensions payables au titre de la loi de 1986, le supplément pour enfant est remplacé par l'allocation familiale de 500 francs par mois par enfant.

Allocation sous condition de ressources: Payable aux personnes nécessiteuses âgées de 55 ans mais n'ayant pas droit à pension.

Ajustement automatique des pensions selon les variations du coût de la vie.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: La même que la pension de vieillesse.

Pension minimum: 60% du salaire minimum légal.

Ajustement automatique des pensions selon les variations du coût de la vie.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 50% de la pension de l'assuré, quel que soit l'âge de la veuve, si mariée au moins 2 ans. Egalement payable au veuf.

Pension d'orphelins: 10% de la pension de l'assuré pour chaque orphelin de moins de 14 ans (18 ans si apprenti, 21 ans si étudiant ou invalide); maximum: 50% de la pension.

Indemnité de survivants: Somme forfaitaire égale à 1 mois de la pension de vieillesse pour chaque tranche de 6 mois de cotisations si l'assuré n'avait pas droit à pension.

Ajustement automatique des pensions selon les variations du coût de la vie.

Organisation administrative

Ministère de la Santé, de la Solidarité et des Personnes âgées: Surveillance générale.

Institut national de prévoyance sociale: Gestion du régime; administré par un conseil tripartite et un directeur général.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1952.

Loi en vigueur: 1962.

Régime d'assurance sociale (prestations de maternité seulement)

Champ d'application

Travailleurs salariés.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 2% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Prestations en espèces de maternité: 9 mois d'emploi soumis à l'assurance.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestations de maladie: Aucune fournie par l'assurance (les employeurs doivent octroyer des congés payés de maladie aux travailleurs).

Prestations de maternité: 100% du salaire.

Dues pour 6 semaines avant et 8 semaines après l'accouchement (11 semaines en cas de complications).

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations médicales. Les femmes salariées reçoivent les soins médicaux nécessaires pendant la grossesse et l'accouchement.

Les employeurs doivent fournir certains services médicaux et des médicaments pour les travailleurs et membres de leur famille, en partie par l'intermédiaire des services médicaux communs interemployeurs établis par l'Institut.

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour personnes à charge: Voir allocations familiales ci-dessous.

L'épouse de l'assuré reçoit les mêmes prestations de maternité que la femme assurée; également allocation prénatale et prime de naissance (fournies sous le régime des allocations familiales).

Organisation administrative

Ministère de la Santé, de la Solidarité et des Personnes âgées: Surveillance générale.

Institut national de prévoyance sociale: Gestion du régime.

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1932.

Loi en vigueur: 1962.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés, membres de coopératives, apprentis et étudiants.

Régimes spéciaux pour les fonctionnaires et les gens de mer.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 1 à 4% des salaires selon l'industrie et les risques de l'entreprise.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 100% du salaire.

Payables dès le jour suivant l'accident jusqu'à guérison ou constatation de l'incapacité permanente.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: Incapacité totale: 100% du salaire moyen. Incapacité partielle: salaire moyen multiplié par 50% du degré d'incapacité pour le pourcentage d'incapacité compris entre 10 et 50%, et par 150% pour le pourcentage supérieur à 50%.

Maximum: 900 000 francs par an.

Supplément pour assistance constante: 40% de la pension.

Prestations médicales: Soins médicaux et chirurgicaux, hospitalisation, médicaments, appareils de prothèse, transport et réadaptation.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 30% du salaire de l'assuré. Egalement payée au veuf.

Pensions d'orphelins: 15% du salaire pour les 2 premiers orphelins et 10% pour chacun des autres; 20% pour chaque orphelin de père et de mère, âgé de moins de 14 ans (18 ans si apprenti, 21 ans si étudiant ou invalide).

Parents et grands-parents à charge: 10% du salaire chacun; maximum: 30%.

Maximum des pensions de survivants: 85% du salaire.

Allocation funéraire: Coût de l'enterrement.

Organisation administrative

Ministère de la Santé, de la Solidarité et des Personnes âgées: Surveillance générale.

Institut national de prévoyance sociale: Gestion des cotisations et des prestations.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1955.

Loi en vigueur: 1962.

Régime lié à l'emploi

Champ d'application

Travailleurs salariés ayant un enfant ou plus.

Régime spécial pour les fonctionnaires.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 8% des salaires.

Gouvernement: Subventions pour couvrir le déficit.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Enfant âgé de moins de 14 ans (18 ans si apprenti, 21 ans si étudiant ou invalide).

Le père ou la mère doit avoir été employé(e) pendant 9 mois consécutifs et travailler 18 jours par mois (ou être veuve/veuf du bénéficiaire).

Allocation prénatale et prime de naissance: Examens et soins médicaux prescrits par la loi.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: 500 francs par mois pour chaque enfant.

Allocation prénatale: 4 089 francs.

Prime de naissance: 5 450 francs pour chaque naissance, payée en 3 versements.

Quelques services sociaux et sanitaires sont également fournis aux mères et aux enfants.

Organisation administrative

Ministère de la Santé, de la Solidarité et des Personnes âgées: Surveillance générale.

Institut national de prévoyance sociale: Gestion du régime.

Veillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1959.

Lois en vigueur: 1972 et 1981 (travailleurs agricoles et forestiers).

Régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U. = 8,96 dirhams)

Champ d'application

Travailleurs salariés et apprentis de l'industrie, du commerce, de l'agriculture, de la sylviculture, des coopératives, artisans et membres des professions libérales. Exclus: Travailleurs indépendants. Régime spécial pour les fonctionnaires et certaines autres catégories. Assurance volontaire pour les personnes quittant un emploi couvert par l'assurance. Assurance volontaire complémentaire disponible.

Sources de financement

Assuré: 3,26% des gains.

Employeur: 6,52% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Plafond des gains pour le calcul des cotisations et des prestations: 5 000 dirhams par mois.

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: 60 ans (55 ans pour mineurs avec 5 ans ou plus de travail au fond) et 3 240 jours d'assurance. Cessation de toute activité rémunérée.

Pension d'invalidité: Perte totale de la capacité de gain, 1 080 jours d'assurance, dont 108 jours au cours de la dernière année. Pas de stage si accident non professionnel.

Pension de survivants: Le défunt remplissait les conditions d'ouverture du droit à une pension d'invalidité ou était pensionné.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: 50% du salaire moyen assuré au cours des 3 ou 5 dernières années (période la plus favorable), plus 1% du salaire pour chaque tranche de

216 jours d'assurance accomplis au-delà de 3 240 jours. Pension maximum: 70% du salaire.

Ajustement périodique des pensions.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: 50% du salaire moyen assuré au cours des 3 ou 5 dernières années (période la plus favorable), plus 1% du salaire pour chaque tranche de 216 jours d'assurance accomplis au-delà de 3 240 jours. Pension maximum: 70% du salaire.

Supplément pour assistance constante: 10% du salaire.

Ajustement périodique des pensions.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 50% de la pension de l'assuré, payable à la veuve ou au veuf, âgé(e) de 50 ans ou invalide.

Pension d'orphelins: 25% de la pension de l'assuré pour chaque orphelin de moins de 12 ans (18 ans si apprenti, 21 ans si étudiant ou invalide); ou 50% si orphelin de père et mère.

Maximum des pensions de survivants: 100% de la pension de l'assuré.

Allocation funéraire: 10 000 dirhams.

Ajustement périodique des pensions.

Organisation administrative

Ministère de l'Emploi, de l'Artisanat et des Affaires sociales: Surveillance générale.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion du régime; administrée par un conseil tripartite et un directeur général.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1959.

Loi en vigueur: 1981 (travailleurs agricoles et forestiers), 1992.

Régime d'assurance sociale (prestations en espèces seulement)

Champ d'application

Travailleurs salariés et apprentis de l'industrie, du commerce, de l'agriculture, de la sylviculture, des coopératives, artisans et membres des professions libérales.

Exclus: Travailleurs indépendants.

Régime spécial pour les fonctionnaires et certaines autres catégories.

Assurance volontaire pour les personnes quittant un emploi couvert par l'assurance.

Sources de financement

Assuré: 0,22% des gains.

Employeur: 0,44% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Plafond des gains pour le calcul des cotisations et des prestations: 5 000 dirhams par mois.

Conditions d'attribution

Prestations en espèces de maladie: 54 jours de cotisations si 1^{ère} demande au cours des 6 derniers mois (ou 6 jours en cas de maladies consécutives). Pas de stage si accident non professionnel.

Prestations en espèces de maternité: 54 jours de cotisations au cours des 10 derniers mois.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Indemnité de maladie: 66,66% du salaire moyen pendant toute la durée de l'incapacité. Minimum: 66,66% du salaire minimum légal.

Payable dès le premier jour de l'incapacité et pour 52 semaines durant 24 mois après le début de la maladie.

Prestations de maternité: 100% du salaire journalier moyen. Dues pour 12 semaines (y compris 6 semaines au moins après l'accouchement).

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations médicales: Non fournies.

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour personnes à charge: Voir allocations familiales ci-dessous.

Organisation administrative

Ministère de l'Emploi, de l'Artisanat et des Affaires sociales: Surveillance générale.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion du régime.

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1927.

Loi en vigueur: 1963.

Régime relatif aux obligations de l'employeur/assurance obligatoire auprès d'institutions privées

Champ d'application

Travailleurs salariés.

Régime spécial pour les fonctionnaires.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: Totalité des coûts soit directement par la fourniture des prestations, soit moyennant des primes d'assurance.

Gouvernement: Néant.

Gains minimums pour le calcul des prestations: 16 474 dirhams par an.

Plafond des gains couverts: 65 507 dirhams par an.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 50% du salaire assuré pour les 28 premiers jours d'incapacité; 66 2/3% par la suite.

Payables dès le jour suivant l'accident jusqu'à guérison ou constatation de l'incapacité permanente.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: Incapacité totale: 100% du salaire moyen. Incapacité partielle: salaire moyen multiplié par 50% du degré d'incapacité pour le pourcentage d'incapacité compris entre 10 et 50% et par 150% pour le pourcentage supérieur à 50%. Paiement d'un montant forfaitaire si degré d'incapacité inférieur à 10%.

Supplément pour assistance constante: 40% de la pension; minimum: 16 474 dirhams.

Prestations médicales: Soins médicaux, chirurgicaux et hospitaliers; médicaments et transport.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 30% du salaire de l'assuré, si âgée de moins de 60 ans; 50% au-delà de 60 ans.

Pension d'orphelins: 15% du salaire pour chacun des 2 premiers orphelins et 10% pour chacun des suivants de moins de 16 ans (18 ans si apprenti, 21 ans si étudiant ou invalide); 20% pour chaque orphelin de père et de mère.

Autres survivants ayants droit: Parents, grands-parents et autres descendants.

Maximum des pensions de survivants: 85% du salaire de l'assuré.

Allocation funéraire : L'employeur prend en charge les frais funéraires.

Organisation administrative

Ministère de l'Emploi, de l'Artisanat et des Affaires sociales: Surveillance générale; application de la loi par l'intermédiaire du Service des Accidents du Travail.

Prestations accordées par les tribunaux.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Premières lois: 1942, 1959.

Lois en vigueur: 1972, 1988.

Régime lié à l'emploi

Champ d'application

Travailleurs salariés et apprentis de l'industrie, du commerce, des coopératives, membres des professions libérales et bénéficiaires de prestations d'assurance sociale ayant 1 enfant et plus.

Exclus: Travailleurs agricoles et forestiers.

Régime spécial pour les fonctionnaires et certaines autres catégories.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 9,4% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Enfant âgé de moins de 12 ans (18 ans si apprenti, 21 ans si étudiant ou invalide, ou si jeune fille de la famille gardant au moins 2 enfants dans le ménage de l'assuré).

Le père ou la mère doit avoir cotisé pendant 108 jours au cours des 6 derniers mois et avoir gagné un salaire d'au moins 960 dirhams au cours de l'année précédente.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: 54 dirhams par mois pour chacun des 3 premiers enfants et 36 dirhams pour chacun des enfants suivants jusqu'au 6e.

Prestations médicales: Prestations jusqu'à une valeur de 300 dirhams pour le premier enfant, et jusqu'à une valeur de 100 dirhams pour chacun des enfants suivants jusqu'au 6e.

Organisation administrative

Ministère de l'Emploi, de l'Artisanat et des Affaires sociales: Surveillance générale.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion du régime.

La Caisse peut autoriser les employeurs à payer les allocations directement à leurs travailleurs.

Veillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1965.

Loi en vigueur: 1967.

Régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U. = 123 ouguiyas)

Champ d'application

Travailleurs salariés, étudiants des écoles professionnelles.

Régime spécial pour les fonctionnaires.

Sources de financement

Assuré: 1% du salaire.

Employeur: 2% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Plafond des salaires pour le calcul des cotisations et des prestations: 35 000 ouguiyas par mois.

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: 60 ans (hommes) ou 55 ans (femmes), payable 5 années avant en cas de vieillissement prématuré, 20 ans d'immatriculation et 60 mois de cotisations au cours des 10 dernières années (y compris les années couvertes par le régime privé antérieur). Cessation de toute activité rémunérée. Pas payée à l'étranger sauf si accord de réciprocité.

Pension d'invalidité: Perte permanente de 2/3 de la capacité de gain. 5 ans d'immatriculation et 6 mois de cotisations au cours des 12 derniers mois. Pas de stage si accident non professionnel.

Pension de survivants: Le défunt était pensionné ou remplissait les conditions d'ouverture du droit à pension ou avait 180 mois de cotisations.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: 20% du salaire moyen au cours des 3 ou 5 dernières années (période la plus favorable). Augmentation de 1,33% du salaire pour chaque tranche de 12 mois d'assurance au-delà de 180 mois.

Pensions minimum: 60% du salaire minimum le plus élevé. Maximum: 80% du salaire.

Indemnité de vieillesse: 1 mois de salaire par année de cotisations si n'ayant pas droit à pension.

Pensions ajustées selon les variations de l'indice du coût de la vie.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: 20% du salaire moyen au cours des 3 ou 5 dernières années (période la plus favorable). Augmentation de 1,33% du salaire pour chaque tranche de 12 mois d'assurance au-delà de 180 mois. Années d'assurance avant l'âge de 60 ans (hommes) ou 55 ans (femmes) comptées comme périodes de 6 mois.

Pensions minimum: 60% du salaire minimum le plus élevé. Maximum 80% du salaire.

Supplément pour assistance constante: 50% de la pension.

Pensions ajustées selon les variations de l'indice du coût de la vie.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 50% de la pension de l'assuré, payable à la veuve âgée de 50 ans ou invalide. Egalement payée au veuf invalide à charge. (Si la période de stage n'est pas accomplie, la veuve reçoit une somme forfaitaire égale à 1 mois de la pension de l'assuré pour chaque tranche de 6 mois d'assurance.)

Pension d'orphelins: 25% de la pension de l'assuré pour chaque orphelin de moins de 14 ans (21 ans si étudiant, pas de limite d'âge si invalide); ou 40% de la pension si orphelin de père et de mère.

Maximum des pensions de survivants: 100% de la pension de l'assuré.

Pensions ajustées selon les variations de l'indice du coût de la vie.

Organisation administrative

Ministère de la Fonction publique, du Travail, de la Jeunesse et des Sports: Surveillance générale.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion du régime; administrée par un conseil tripartite.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Premières lois: 1952 (prestations en espèces de maternité) et 1963 (prestations médicales).

Lois en vigueur: 1967 (prestations en espèces de maternité) et 1976 (prestations médicales).

Régime d'assurance sociale (seulement prestations en espèces de maternité et prestations médicales)

Champ d'application

Prestations en espèces de maternité: Femmes salariées.

Prestations médicales: Travailleurs salariés couverts par le Code du travail, ainsi que les personnes à leur charge.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 2% des salaires. (Pour les prestations en espèces de maternité, voir cotisations du régime des allocations familiales ci-dessous.)

Gouvernement: Néant.

Plafond du salaire pour le calcul des cotisations: 35 000 ouguiyas par mois.

Conditions d'attribution

Prestations en espèces de maternité et prestations médicales: 12 mois d'immatriculation et 54 jours ou 360 heures d'emploi au cours des derniers 3 mois.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestations de maladie: Aucune fournie par l'assurance.

Prestations de maternité: 100% du salaire. Dues pour 14 semaines (y compris 8 semaines après l'accouchement).

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations médicales: Les employeurs sont tenus de fournir des soins médicaux aux travailleurs et membres de leur famille dans le cadre du service médical de l'entreprise, ou du service médical interentreprises pour les

établissements comptant moins de 750 travailleurs géré par la Caisse nationale de sécurité sociale.

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour personnes à charge: Les mêmes que pour l'assuré. Voir également sous allocations familiales ci-dessous.

Organisation administrative

Ministère de la Fonction publique, du Travail, de la Jeunesse et des Sports: Surveillance générale.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion du régime.

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1932.

Loi en vigueur: 1967.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 3% des salaires (ou 2,5% si l'employeur fournit des soins médicaux et des indemnités d'incapacité temporaire).

Gouvernement: Néant.

Plafond des salaires pour le calcul des cotisations et prestations: 35 000 ouguiyas par mois.

Conditions d'attribution

Prestations pour accident du travail: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 66 2/3% du salaire.

Payables dès le jour suivant l'accident jusqu'à guérison ou constatation de l'incapacité permanente.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: 85% des salaires en cas d'incapacité totale.

Supplément pour assistance constante: 50% de la pension.

Incapacité partielle: Pourcentage de la pension complète proportionnel au degré d'incapacité (somme forfaitaire égale à 3 fois la pension annuelle si incapacité inférieure à 15%).

Prestations médicales: Soins médicaux et chirurgicaux, hospitalisation, visites à domicile, médicaments, transport, appareils de prothèse et réadaptation.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 20% du salaire de l'assuré. Également payée au veuf invalide.

Pension d'orphelins: 10% du salaire de l'assuré pour chaque orphelin ou 15% pour chaque orphelin de père et de mère.

Parents et grands-parents à charge: 10% du salaire chacun.

Maximum des pensions de survivants 100% de la pension de l'assuré.

Allocation funéraire: 30 jours de salaire.

Organisation administrative

Ministère de la Fonction publique, du Travail, de la Jeunesse et des Sports: Surveillance générale.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion des cotisations et des prestations.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1955.

Loi en vigueur: 1967.

Régime lié à l'emploi

Champ d'application

Travailleurs salariés ayant 1 enfant ou plus.

Régime spécial pour les fonctionnaires.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 8% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Plafond des salaires pour le calcul des cotisations: 35 000 ouguiyas par mois.

La cotisation de l'employeur finance également les prestations en espèces de maternité.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Enfant âgé de moins de 14 ans (21 ans si apprenti, étudiant ou invalide).

Le père ou la mère doit travailler 18 jours ou 120 heures par mois (ou la mère doit être veuve d'un bénéficiaire).

Allocation prénatale et prime de naissance: Examens médicaux prescrits.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: 300 ouguiyas par mois pour chaque enfant.

Allocation prénatale: 240 ouguiyas par mois pendant 9 mois (payée en 3 versements).

Prime de naissance: Somme forfaitaire de 2 880 ouguiyas pour chacune des 3 premières naissances.

Quelques services sociaux et sanitaires sont également fournis aux mères et aux enfants.

Organisation administrative

Ministère de la Fonction publique, du Travail, de la Jeunesse et des Sports: Surveillance générale.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion du régime.

Veillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi en vigueur: 1967.

Régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U. = 536 francs)

Champ d'application

Travailleurs salariés, étudiants des écoles techniques et apprentis. Régime spécial pour les fonctionnaires. Assurance volontaire pour les personnes qui ont été assujetties à la sécurité sociale pendant au moins 6 mois.

Sources de financement

Assuré: 1,6% du salaire.

Employeur: 2,4% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Plafond du salaire pour le calcul des cotisations et des prestations: 250 000 francs par mois. Minimum: 18 898 francs par mois.

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: 60 ans (ou 55 ans si vieillissement prématuré). 20 ans d'immatriculation (moitié de la période accomplie sous le régime privé prise en compte) et 60 mois de cotisations au cours des 10 dernières années. Cessation de toute activité rémunérée.

Pension d'invalidité: Perte des 2/3 de la capacité de gain. 5 années d'immatriculation et 6 mois de cotisations au cours des 12 derniers mois. Pas de stage si accident non professionnel.

Pension de survivants: Le défunt remplissait les conditions d'ouverture du droit à une pension de vieillesse ou d'invalidité, était pensionné, ou avait 180 mois de cotisations.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: 20% du salaire moyen au cours des 3 ou 5 dernières années (période la plus favorable). Augmentation de 1,33% du salaire pour chaque tranche de 12 mois de cotisations au-delà de 180 mois (y compris la moitié de la période sous l'ancien régime privé).

Minimum et maximum de la pension: 60% du salaire minimum légal et 80% du salaire.

Indemnité de vieillesse: Somme forfaitaire égale à 1 mois de salaire par année d'assurance, si âgé de 60 ans (ou 55 ans en cas de vieillissement prématuré) et n'ayant pas droit à pension.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: 20% du salaire moyen au cours des 3 ou 5 dernières années (période la plus favorable). Années en dessous de 60 ans à la date de la demande prises en compte comme autant de périodes de 6 mois. Augmentation de 1,33% du salaire pour chaque tranche de 12 mois de cotisations au-delà de 180 mois (y compris la moitié de la période sous l'ancien régime privé). Minimum et maximum de la pension: 60% du salaire minimum légal et 80% du salaire.

Supplément pour assistance constante: 50% de la pension.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 50% de la pension de l'assuré. Payable à la veuve âgée de 50 ans ou invalide. Egalement payée au veuf invalide à charge.

Pension d'orphelins: 25% de la pension de l'assuré pour chaque orphelin de moins de 14 ans (21 ans si étudiant ou invalide); 40% si orphelin de père et de mère.

Maximum des pensions de survivants: 100% de la pension de l'assuré.

Indemnité de survivants: Somme forfaitaire égale à 1 mois de pension de l'assuré pour chaque tranche de 6 mois d'assurance, si n'ayant pas droit à pension.

Organisation administrative

Ministère de la Fonction publique et du Travail: Surveillance générale.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion du régime; administrée par un conseil et un directeur général.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1952.

Loi en vigueur: 1965.

Régime d'assurance sociale (prestations de maternité seulement)

Champ d'application

Femmes salariées.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: Voir cotisations d'allocations familiales ci-dessous.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Prestations de maternité: 6 mois d'emploi soumis à l'assurance.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestations de maladie: Aucune fournie par l'assurance. (Le Code du travail impose aux employeurs l'octroi de congés payés de maladie.)

Prestations de maternité: 50% du salaire ou 100% (la moitié à la charge de l'employeur) pour les femmes ayant au moins 2 ans d'ancienneté dans l'entreprise. Dues pour 6 semaines avant et 8 semaines après l'accouchement. Prime de maternité: Somme forfaitaire de 10 000 francs (payées en 3 versements échelonnés au cours des 12 mois suivant chaque naissance).

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations médicales: Les femmes salariées bénéficient du remboursement du coût des soins médicaux pendant la grossesse et l'accouchement.

Le Code du travail impose aux employeurs l'octroi de certains services médicaux.

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour personnes à charge: Voir allocations familiales ci-dessous.

Organisation administrative

Ministère de la Fonction publique et du Travail: Surveillance générale.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion du régime.

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1960.

Loi en vigueur: 1965.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés, étudiants des écoles techniques et apprentis, membres des coopératives de production, cadres et directeurs d'entreprises commerciales, travailleurs pénitentiaires.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 2% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Plafond du salaire pour le calcul des cotisations: 250 000 francs par mois.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 50% du salaire moyen pour les 28 premiers jours d'incapacité; 66 2/3% par la suite.

Payables dès le jour suivant l'accident jusqu'à guérison ou constatation de l'incapacité permanente.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: Incapacité totale: 100% du salaire moyen mensuel.

Incapacité partielle: Salaire moyen multiplié par 50% du degré d'incapacité pour le pourcentage d'incapacité compris entre 10 et 50% et par 150% pour le pourcentage supérieur à 50%.

Supplément pour assistance constante: 40% de la pension.

Prestations médicales: Soins médicaux et chirurgicaux, hospitalisation, médicaments, appareils de prothèse, transport et réadaptation.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 30% du salaire de base.

Pensions d'orphelins: 15% du salaire pour le premier et le second orphelin, 10% pour chacun des suivants; 20% pour chaque orphelin de père et de mère.

Parents et grands-parents à charge: 10% du salaire chacun; maximum: 30%.

Maximum des pensions de survivants: 85% du salaire.

Allocation funéraire: Somme forfaitaire correspondant à 15 jours de salaire.

Organisation administrative

Ministère de la Fonction publique et du Travail: Surveillance générale.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion des prestations et des cotisations.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1955.

Loi en vigueur: 1965.

Régime lié à l'emploi

Champ d'application

Travailleurs salariés et bénéficiaires de prestations d'assurance sociale ayant 1 enfant ou plus.

Régime spécial pour les fonctionnaires.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 11% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Plafond du salaire pour le calcul des cotisations: 250 000 francs par mois.

Les cotisations ci-dessus financent également les prestations de maternité.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Enfant âgé de 1 an (lorsque la prime de maternité cesse d'être versée) mais moins de 14 ans (18 ans si apprenti, 21 ans si étudiant ou invalide).

Le père ou la mère doit avoir été employé(e) pendant 6 mois et doit travailler 18 jours par mois (ou être veuve/veuf du bénéficiaire).

Allocation prénatale et prime de naissance: Soins médicaux prescrits pour la mère et l'enfant.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: 1 000 francs par mois pour chaque enfant.

Allocation prénatale: 1 000 francs par mois pendant 9 mois (payée en trois versements).

Prime de naissance: Somme forfaitaire de 10 000 francs pour chacune des trois premières naissances.

Quelques services sociaux et sanitaires sont également fournis aux mères et aux enfants.

Organisation administrative

Ministère de la Fonction publique et du Travail: Surveillance générale.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion du régime.

Veillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Premières lois: 1927 (employés) et 1933 (ouvriers).

Lois en vigueur: 1982, 1991.

Régime d'assurance sociale

Taux de change: 1 dollar des E.-U. = 2,41 zlotys

Champ d'application

Travailleurs salariés, apprentis, membres de coopératives agricoles et d'autres coopératives, artisans indépendants, travailleurs à domicile, avocats et ecclésiastiques.

Régimes spéciaux pour les militaires, la police et les agriculteurs indépendants.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 45% des salaires.

Gouvernement: Paie des cotisations comme employeur.

Les cotisations ci-dessus de l'employeur financent également toutes autres prestations de sécurité sociale en espèces (à l'exception des prestations de chômage et des prestations familiales).

Conditions d'attribution

Pensions de vieillesse: 65 ans (hommes) ou 60 ans (femmes) et 25 années d'assurance (hommes) ou 20 années (femmes). Age inférieur pour danseurs, acrobates, mineurs, travailleurs occupés à des travaux souterrains ou insalubres, enseignants, personnel de l'aviation et professions maritimes.

Retraite anticipée de 5 ans pour les femmes ayant 30 années d'assurance, les anciens combattants, les invalides; sans condition d'âge pour les chômeurs économiques ayant 40 années d'assurance (hommes) ou 35 années (femmes), ainsi que pour les assurés ayant 25 années d'assurance (hommes) ou 20 années (femmes) qui cessent leur activité professionnelle pour prendre soin d'un enfant handicapé.

Retraite partielle nécessaire. Payable à l'étranger si accord de réciprocité.

Pension d'invalidité: Incapacité pour tout travail (invalidité totale); capacité de travail fortement diminuée ou incapacité totale pour le travail habituel (invalidité partielle). 5 ans d'emploi au cours des 10 dernières années (1 à 4 ans si âgé de moins de 30 ans). Incapacité survenant en cours d'emploi ou dans les 18 mois qui suivent la cessation du travail.

Pension de survivants: Le défunt était pensionné ou remplissait les conditions d'emploi pour l'octroi d'une pension d'invalidité ou de vieillesse.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: 24% du salaire moyen national (utilisé dans les plus récents ajustements indiciaires) plus:

- 1,3% du salaire du demandeur (voir ci-dessous) multiplié par le nombre d'années de cotisation;

- 0,7% du salaire du demandeur, multiplié par le nombre d'années de crédits (par exemple pour élever des enfants); les années de crédits ne doivent pas représenter plus de 1/3 des années de cotisation.

Salaire du demandeur calculé aux fins de la pension: Salaire mensuel moyen de 6 années consécutives choisies par le demandeur parmi les 15 années ayant précédé l'année au cours de laquelle la demande de pension est déposée. Ces périodes sont prolongées chaque année d'un an et seront ainsi de 10 ans sur 20 en l'an 2000. Plafond du salaire: 25% du salaire moyen national.

Supplément pour assistance constante: 62,41 zlotys par mois (10% du salaire moyen national).

Ajustement automatique des pensions pour compenser l'inflation (selon l'augmentation du salaire moyen national lorsqu'elle est supérieure à 10% pendant le trimestre).

Pension minimum: 243,40 zlotys par mois, soit 39% du salaire moyen national.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: En cas d'incapacité totale (catégories I et II), la prestation est calculée de la même manière que la pension de vieillesse.

Supplément pour assistance constante: 62,41 zlotys par mois (10% du salaire moyen national).

Pension d'invalidité partielle (catégorie III): 75% du montant de la pension d'invalidité totale.

Pension minimum: Invalidité totale, 243,40 zlotys par mois, soit 39% du salaire moyen national; invalidité partielle, 187,23 zlotys par mois, soit 30% du salaire moyen national.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pensions de survivants: Un survivant, 85% de la prestation (pension) due à l'assuré décédé; deux survivants, 90%; trois ou plus, 95%. Si le défunt n'avait pas droit à la pension de vieillesse, c'est la pension d'invalidité totale qui servira de base au calcul de la pension de survivants.

Supplément pour chaque orphelin de père et de mère: 62,41 zlotys par mois (10% du salaire moyen national).

Allocation funéraire: 1 248,20 zlotys, soit 200% du salaire moyen national.

Pension minimum: Comme pour les pensions de vieillesse.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Politique sociale: surveillance générale.

Ministère de l'Agriculture: surveillance générale du régime des agriculteurs indépendants.

Institut des Assurances sociales, par ses 55 succursales: gestion du régime.

Contrôle de l'Institut et de ses succursales par des conseils composés pour 5/9 de représentants des syndicats, 2/9 de représentants des travailleurs indépendants, 1/9 de représentants des pensionnés et 1/9 de représentants du gouvernement.

Institut agricole de sécurité sociale: gestion du régime des agriculteurs indépendants.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1920.

Loi en vigueur: 1974, modifiée à plusieurs reprises.

Régime d'assurance sociale (prestations en espèces et prestations médicales)

Champ d'application

Travailleurs salariés, apprentis, membres de coopératives agricoles, de coopératives d'artisans et de coopératives liées au milieu rural, artisans indépendants, avocats, travailleurs à domicile. Les titulaires de pensions et les autres travailleurs indépendants, y compris les agriculteurs, bénéficient seulement des prestations médicales.

Régimes spéciaux pour les exploitants agricoles, les militaires et la police.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: Voir cotisations de pensions.

Gouvernement: Idem; également tout le coût des soins médicaux.

Conditions d'attribution

Prestations en espèces de maladie et de maternité: Exercice d'un emploi assuré.

Prestations médicales: Exercice d'un emploi assuré ou être pensionné.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestations de maladie: 80% du salaire moyen des 6 derniers mois. 100% du salaire moyen si l'incapacité survient pendant une grossesse ou continue au-delà de 90 jours.

Dues depuis le premier jour de l'incapacité pendant 26 semaines (peuvent être étendues à 39 semaines si guérison probable). Peuvent être suivies d'une prestation de réadaptation pendant 12 mois au taux de 75% du salaire si guérison probable.

Pendant les premiers 35 jours, la prestation de maladie est prise en charge et versée par l'employeur.

Prestations de maternité: 100% du salaire pendant 16 semaines pour la première naissance, 18 semaines pour les naissances suivantes et 26 semaines pour les naissances multiples. Suivies par un congé d'éducation de 24 mois (36 mois pour parent seul) ou de 72 mois (si enfant handicapé), pendant lequel les prestations s'élèvent à 133,10 zlotys par mois (211,70 zlotys pour parent seul), ajustées tous les trois mois.

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations médicales: Services médicaux fournis directement aux patients par les établissements du service public de la santé, pour le compte du régime d'assurance sociale.

Englobent: Soins de généralistes ou de spécialistes, hospitalisation, cures, soins dentaires, soins de maternité par une sage-femme ou un médecin à domicile ou à l'hôpital. **Durée:** Pas de limite pendant l'emploi; si l'emploi cesse, les soins continuent pendant 26 semaines (avec possibilité d'extension à 39 semaines). Subventionnement par l'Etat des médicaments de base.

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour personnes à charge: Les mêmes que pour les assurés.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Politique sociale: surveillance générale des prestations en espèces.

Institut des assurances sociales: gestion des prestations en espèces. Les employeurs occupant plus de 20 personnes versent les prestations à leurs travailleurs et les déduisent de leurs cotisations.

Ministère de la Santé et de l'Assistance sociale: fourniture des prestations médicales, pour le compte du régime d'assurance sociale, par ses propres cliniques, centres de prévention, hôpitaux et sanatoriums.

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi. 1884.

Loi en vigueur: 1975, modifiée en 1991.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés, apprentis, membres de coopératives agricoles, de coopératives d'artisans et de coopératives liées au milieu rural, artisans indépendants, avocats et travailleurs à domicile.

Régimes spéciaux pour les exploitants agricoles, les militaires et la police.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: Voir cotisations de pensions.

Gouvernement: Idem; également tout le coût des soins médicaux.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 100% du salaire.

Dues dès le premier jour de l'incapacité pendant 26 semaines (avec possibilité d'extension à 39 semaines).

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: Incapacité totale, prestation calculée comme la pension générale d'invalidité, correspondant au minimum à 80% du salaire de l'assuré pris en compte pour le calcul de la pension. Supplément pour assistance constante: 62,41 zlotys par mois (10% du salaire moyen national mensuel).

Incapacité partielle: Comme la pension générale d'invalidité partielle, correspondant au minimum à 60% du salaire de l'assuré pris en compte pour le calcul de la pension.

Pension minimum: Supérieure de 20% au montant minimum de la pension générale d'invalidité.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de survivants: 1 survivant, 85% de la pension d'incapacité permanente totale de l'assuré décédé; 2 survivants, 90%; 3 survivants ou plus, 95%.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Politique sociale: surveillance générale.

Institut des assurances sociales: gestion des prestations en espèces.

Ministère de la Santé et de l'Assistance sociale: fourniture des prestations médicales par ses propres cliniques et hôpitaux.

Institut agricole de sécurité sociale: gestion du régime des agriculteurs indépendants.

Chômage

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1924.

Loi en vigueur: 1991, modifiée en 1993 et 1994.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Ouvriers et employés. Demandeurs d'emploi.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 3% des salaires.

Gouvernement: Couvre un éventuel déficit.

Conditions d'attribution

Inscription à l'office de l'emploi. 180 jours d'emploi au cours des 12 derniers mois, ou personnes cherchant un emploi après les études, le service militaire obligatoire, un congé de maternité ou au sortir d'un établissement pénitencier.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocation de chômage: 36% du salaire moyen national pendant: 9 mois pour les personnes achevant leurs études secondaires ou universitaires; 12 mois pour les autres; 18 mois pour les personnes ayant travaillé pendant 25 ans (femmes) ou 30 ans (hommes) au moins; 24 mois en cas de faillite ou de liquidation de l'entreprise jusqu'à l'octroi de la pension de vieillesse pour les personnes ayant accompli au moins 30 ans d'emploi (femmes) ou 35 ans (hommes), ou pour celles occupées au minimum pendant 15 ans à des travaux pénibles ou insalubres, auxquelles il reste moins de 2 ans à attendre pour avoir droit à une pension de vieillesse.

75% du salaire moyen mensuel (servant de base au calcul de la pension) pour les personnes licenciées à cause de la faillite ou de la liquidation de l'entreprise.

115% de l'allocation de chômage "normale" pour les personnes au chômage en cours de formation. La période de paiement de l'allocation est alors prolongée de la période de formation.

Les périodes de paiement sont également prolongées en cas de chômage massif ou dans celui de parents au chômage dont un enfant poursuit encore des études.

Les chômeurs conservent leur droit aux soins médicaux.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Politique sociale: surveillance générale.

Bureaux des voïevodies et offices locaux de l'emploi: inscription et placement des chômeurs, versement des prestations.

Institut des assurances sociales: encaissement des cotisations auprès des entreprises.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi en vigueur: 1947.

Loi en vigueur: 1994.

Régime universel, sous condition de ressources

Champ d'application

Tous les résidents.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: Néant.

Gouvernement: Coût total.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Enfant de moins de 16 ans (20 ans si étudiant). Pas de limite si invalide (invalidité totale). Allocation de conjoint à charge: Epouse âgée de plus de 60 ans, invalide ou élevant un enfant invalide; époux âgé de plus de 65 ans, invalide ou élevant un enfant invalide.

Pologne

Le revenu par personne doit être inférieur à 50% du salaire moyen national du dernier trimestre.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: Somme forfaitaire de 21 zlotys par mois pour le conjoint ayant droit et chaque enfant, ajustée annuellement. Allocation d'assistance constante pour enfant malade: 62,41 zlotys par mois (10% du salaire moyen national), ajustée trimestriellement.

Allocation de naissance: 93,60 zlotys (15% du salaire moyen national).

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Politique: surveillance générale.

Ministère de l'Agriculture: surveillance générale du régime des agriculteurs indépendants.

Institut des assurances sociales, par ses 55 succursales: gestion du régime pour les travailleurs et les pensionnés. Offices communaux pour les autres prestataires. Offices de l'emploi pour les chômeurs.

Contrôle de l'Institut et de ses succursales: conseils composés pour 5/9 de représentants des syndicats, 2/9 de représentants des travailleurs indépendants, 1/9 de représentants des pensionnés et 1/9 de représentants du Gouvernement.

Institut agricole de sécurité sociale: gestion du régime des agriculteurs indépendants.

Les employeurs occupant plus de 4 travailleurs leur versent les prestations et les déduisent de leurs propres cotisations.

Veillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1935 (législation de 1919 jamais appliquée).

Loi en vigueur: 1980 (pensions sociales à caractère non contributif), 1988 (extension du régime général aux travailleurs agricoles), 1989 (nouvelle assurance volontaire).

Régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U. = 159,60 escudos)

Champ d'application

Travailleurs salariés, travailleurs indépendants.

Régimes spéciaux pour mineurs, dockers, cheminots, pêcheurs, marins.

Assurance volontaire possible pour toute personne non couverte par un autre régime contributif.

Pensions sociales: Toute personne non couverte par le régime de pensions à caractère contributif.

Les régimes spéciaux seront graduellement incorporés au régime général.

Sources de financement

Assuré: 11% du salaire (travailleurs indépendants 21%).

Employeur: 23,75% des salaires. Comprend la cotisation de 0,5% pour la couverture des maladies professionnelles.

Gouvernement: Coût des pensions sociales et des prestations médicales du Service national de santé.

La cotisation globale est répartie entre les différentes branches comme suit: vieillesse 13,9%; invalidité 6,9%; survivants 4,1%; maladie 3,3%; maternité 0,5%; accidents du travail (maladies professionnelles seulement) 0,5%; chômage 3,5%; prestations familiales 2,8%.

Assurance volontaire: 16% du montant choisi se situant entre 1 et 4 fois le salaire minimum, plus 0,5% pour la couverture des maladies professionnelles.

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: 65 ans (hommes et femmes). 180 mois de cotisations (ce nombre sera porté à 180 mois). 60 ans si chômeur et prestation de chômage épuisée. Mineurs, 50 ans; dockers, marins et pêcheurs,

55 ans. Cessation de l'emploi soumis à l'assurance jusqu'à l'âge de 70 ans. Payable à l'étranger.

Pension d'invalidité: Perte de 66 2/3% de la capacité de gain. 60 mois d'assurance. Payable à l'étranger.

Pensions de survivants: Le défunt remplissait les conditions d'ouverture du droit à pension ou était pensionné. Payable à l'étranger.

Assurance volontaire: Pension de vieillesse, 65 ans (hommes et femmes). 144 mois de cotisations. Pensions d'invalidité et de survivants: 72 mois de cotisations.

Pension sociale: Agé de 65 ans, invalide (âgé de 18 ans ou plus). Pas de couverture sous le régime contributif régulier de sécurité sociale. Revenus ne dépassant pas 30% du salaire minimum national pour une personne seule ou 50% pour un couple. Pas payables à l'étranger.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: 2,2% du salaire annuel moyen des 10 meilleures des 15 dernières années multiplié par le nombre d'années d'assurance.

Pension minimum mensuelle: 30% du salaire ou 27 600 escudos si plus favorable; maximum: 80% du salaire moyen.

13e mois payable chaque Noël, 14e mois payable en juillet.

Supplément pour assistance constante: 9 650 escudos.

Ajustement annuel selon les variations du coût de la vie.

Pension sociale (sous condition de ressources): 17 500 escudos par mois, (plus 8 150 escudos si besoin d'assistance constante).

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: 2,2% du salaire annuel moyen des 10 meilleures des 15 dernières années, multiplié par le nombre d'années d'assurance.

Pension minimum mensuelle: 30% du salaire ou 27 600 escudos si plus favorable; maximum: 80% du salaire moyen.

Supplément pour assistance constante: 9 650 escudos.

13e mois payable chaque Noël; 14e mois payable en juillet.

Portugal

Ajustement annuel selon les variations du coût de la vie.

Pension sociale (sous condition de ressources): 17 500 escudos par mois, (plus 8 150 escudos si besoin d'assistance constante).

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 60% de la pension de l'assuré. (Payable pendant 5 ans sauf si conjoint de plus de 35 ans, invalide ou élevant des enfants.) Egalement payée au veuf.

Pensions d'orphelins: 20% pour orphelin, 30% pour deux, et 40% pour trois ou plus, de moins de 18 ans (25 si étudiant, pas de limite si invalide); 40%, 60% ou 80% si orphelin de père et de mère.

Pensions d'ascendants à charge: 30% pour un ascendant, 50% pour deux, et 80% pour trois ou plus, s'il n'y a pas de conjoint ni orphelin.

Maximum des pensions de survivants: 100% de la pension de l'assuré.

Supplément pour assistance constante: 9 650 escudos.

13e mois payable chaque Noël; 14e mois payable en juillet.

Pension sociale de veuvage (sous condition de ressources): 60% de la pension sociale normale.

Pension sociale d'orphelin: 20%, 30% ou 40% de la pension sociale normale.

Allocation au décès: somme forfaitaire égale à 6 fois le salaire mensuel moyen au cours des 2 meilleures des 10 dernières années.

Organisation administrative

Ministère de l'Emploi et de la Sécurité sociale: Surveillance générale par l'intermédiaire de son Secrétariat d'Etat de la Sécurité sociale.

Centres régionaux de sécurité sociale et Centre national de pensions: Gestion du régime.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1935 (législation de 1919 jamais appliquée).

Lois en vigueur: 1984 (maternité), 1988 (maladie).

Régime d'assurance sociale (prestations en espèces) et régime universel.

Champ d'application

Prestations médicales: Tous les résidents.

Prestations en espèces de maladie: Travailleurs salariés.

Prestations en espèces de maternité: travailleurs salariés et travailleurs indépendants.

Assurance volontaire possible pour personnes non couvertes par un autre régime contributif.

Sources de financement

Assuré: Voir cotisation pour pensions ci-dessus.

Employeur: Idem.

Gouvernement: Idem.

Conditions d'attribution

Prestations en espèces de maladie: 6 mois d'assurance comprenant 12 jours de cotisations au cours des derniers 4 mois.

Prestations en espèces de maternité: 6 mois d'assurance.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestations de maladie: 65% du salaire moyen des derniers 6 mois (80 à 100% si hospitalisé pour tuberculose). 70% en cas de maladie de longue durée (au moins 365 jours).

Payables après un délai de carence de 3 jours (supprimé si hospitalisé) pour 1 095 jours (pas de limite si tuberculose); converties automatiquement en pension d'invalidité permanente par la suite.

Minimum: 30% du salaire minimum.

Prestations de maternité: 100% du salaire moyen des derniers 6 mois, dues pour 90 jours dont 60 jours obligatoirement après l'accouchement.

Minimum: 50% du salaire minimum.

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations médicales: Soins médicaux fournis directement aux patients par des centres de santé et par des hôpitaux.

Englobent: Soins de généralistes ou de spécialistes, soins de maternité, hospitalisation, interventions chirurgicales et médicaments.

Durée: Soins fournis sans limite de durée sur une base de participation.

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour les personnes à charge: Les mêmes que pour les travailleurs assurés.

Organisation administrative

Ministère de l'Emploi et de la Sécurité sociale, par l'intermédiaire de son Secrétariat d'Etat de la Sécurité sociale, et Ministère de la Santé: surveillance générale.

Centres régionaux de sécurité sociale: Gestion du régime (prestations en espèces).

Administrations régionales de la santé: Gestion du régime (prestations médicales).

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1913.

Lois en vigueur: 1965, 1971, 1992.

Accidents du travail: Régime relatif aux obligations de l'employeur: Assurance obligatoire auprès d'un assureur privé

Maladies professionnelles: Régime d'assurance sociale.

Champ d'application

Travailleurs salariés.

Travailleurs indépendants (assurance volontaire).

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: Accidents du travail: Primes variables (taux moyen: 3% des salaires).

Maladies professionnelles: Voir cotisation pour pensions ci-dessus.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 1/3 du salaire de base pendant les 3 premiers jours; 2/3 par la suite. Payables jusqu'à guérison ou constatation de l'incapacité permanente. Incapacité temporaire partielle: 2/3 du degré de la perte de la capacité de gain.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: Incapacité totale pour le travail dans la profession habituelle: 1/2 à 2/3 du salaire de base, selon la capacité de gain résiduelle.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 30% du salaire assuré. Payée également au veuf. 40% pour la veuve âgée de plus de 65 ans ou invalide.

Pensions d'orphelins: 20%, 40% ou 50% du salaire de base, s'ils sont un, deux, trois ou plus, âgés de moins de 18 ans (25 ans si étudiant). Orphelins de père et de mère: Le double de ces pourcentages.

Allocation funéraire: Somme forfaitaire égale à 30 salaires journaliers ou le double si transport du corps.

Organisation administrative

Ministère des Finances: Surveillance générale du régime des accidents du travail.

Compagnies d'assurance: Gestion de la couverture des accidents du travail.

Ministère de l'Emploi et de la Sécurité sociale: Surveillance générale du régime des maladies professionnelles par l'intermédiaire de son Secrétariat d'Etat de la Sécurité sociale.

Caisse nationale d'assurance des maladies professionnelles: Gestion du régime des maladies professionnelles.

Portugal

Chômage

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1975.

Lois en vigueur: 1989, 1993.

Régime d'assurance obligatoire et régime d'assistance

Champ d'application

Travailleurs salariés et personnes demandeurs d'un premier emploi.

Exclus: Travailleurs indépendants, travailleurs domestiques, travailleurs temporaires et occasionnels.

Sources de financement

Assuré: Voir cotisation pour pensions ci-dessus.

Employeur: Idem.

Gouvernement: Idem.

Conditions d'attribution

Allocation de chômage: 540 jours d'emploi au cours des 24 derniers mois. Prestations d'assistance chômage (sous condition de ressources). 180 jours au cours des 12 derniers mois, ou être demandeur d'un premier emploi.

Etre inscrit au bureau de placement. Etre capable de travailler et disponible. Chômage involontaire.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocation de chômage: 65% du salaire moyen. Minimum: 1 fois le salaire minimum; maximum: 3 fois le salaire minimum.

Durée: Entre 10 et 30 mois selon l'âge de l'assuré.

Allocation sociale de chômage: 70% du salaire minimum si sans charge de famille. Entre 90% et 100% selon le nombre des membres de famille à charge.

Durée: Entre 5 et 15 mois selon l'âge de l'assuré.

Pour les assurés âgés de 55 ans ou plus, les prestations de chômage sont versées jusqu'à l'âge de 60 ans à partir duquel ils ont droit à la pension de vieillesse.

Organisation administrative

Ministère de l'Emploi et de la Sécurité sociale: Surveillance générale par l'intermédiaire de son Secrétariat d'Etat de la Sécurité sociale.

Centres d'emploi et centres régionaux de sécurité sociale: Gestion du régime.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1942.

Lois en vigueur: 1977, 1980, 1991.

Régime lié à l'emploi

Champ d'application

Travailleurs salariés, chômeurs et pensionnés.

Assurance volontaire possible pour certaines catégories de travailleurs non couverts par un autre régime contributif.

Sources de financement

Assuré: Voir cotisations pour pensions ci-dessus.

Employeur: Idem.

Gouvernement: Idem.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Enfant de moins de 15 ans (25 ans si étudiant, pas de limite si invalide).

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: 2 580 escudos par mois pour chacun des 2 premiers enfants, 3 880 escudos pour le 3e et pour chacun des suivants.

Allocation complémentaire pour enfants invalides et jeunes handicapés: 5 750 escudos par mois si moins de 14 ans; 8 390 escudos si entre 14 et 18 ans; 11 210 escudos si entre 18 et 24 ans.

Allocation pour assistance constante: 9 650 escudos.

Prime de naissance: 22 930 escudos pour chaque naissance.

Prime d'allaitement: 4 220 escudos par mois pendant 10 mois.

Allocation de mariage: 19 060 escudos.

Allocation funéraire: 26 670 escudos.

Allocation spéciale pour parents de faibles revenus en congé pour soigner des enfants: 65% du salaire (payable sous le régime des prestations de maternité).

Organisation administrative

Ministère de l'Emploi et de la Sécurité sociale: Surveillance générale par l'intermédiaire de son Secrétariat d'Etat de la Sécurité sociale.

Centres régionaux de sécurité sociale: Gestion du régime.

Veillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1912.

Loi en vigueur: 1977, 1990, 1991, 1992.

Régime d'assurance sociale

Taux de change: 1 dollar des E.-U. = 1 766 lei.

Champ d'application

Travailleurs salariés, membres de certaines professions libérales; régimes spéciaux pour les membres de coopératives artisanales, les avocats, etc.

Législation particulière concernant les exploitants agricoles (assurance volontaire).

Sources de financement

Assuré: 3% du salaire pour la pension complémentaire; exploitants agricoles: 7% du revenu assuré (mais au moins la moitié du salaire minimum national indexé).

Employeur: 35% des salaires des travailleurs de la catégorie I (conditions de travail très dures) (mines, métallurgie, etc.); 30% des salaires des travailleurs de la catégorie II (conditions de travail dures) (industrie chimique, construction, etc.); 25% des salaires des autres travailleurs (conditions de travail normales); 15% des salaires bruts (mais au moins le salaire minimum national indexé) des employés de maison assistant des personnes âgées ou handicapées. Les employeurs produisant et faisant le commerce des produits agroalimentaires versent 2% à 4% des revenus nets à la caisse agricole d'assurance sociale.

Gouvernement: Tout déficit éventuel.

Les cotisations des employeurs et du gouvernement financent également les prestations en espèces de maladie, de maternité, d'accident du travail et de maladie professionnelle, et servent à compenser les hausses des prix des médicaments.

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: 60 ans (hommes) ou 55 ans (femmes). 30 ans d'emploi (hommes) ou 25 ans (femmes). 62 ans (hommes) et 57 ans (femmes), si la mise à la retraite est due à l'initiative de l'entreprise. Réduc-

tion des conditions en cas de travail pénible ou dangereux et en faveur des femmes qui ont élevé au moins 3 enfants.

Pension d'invalidité: Incapacité pour tout travail (invalidité totale) ou pour le travail habituel (invalidité partielle). 1 à 22 ans d'emploi (hommes) ou 1 à 17 ans (femmes), selon l'âge auquel l'incapacité se produit.

Travail à mi-temps permis en cas d'incapacité partielle.

Pension de survivants: Le défunt était pensionné ou remplissait les conditions d'ouverture du droit à pension.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: 54% à 85% du salaire de référence selon 3 classes de travail et de salaire allant de 4 000 lei et plus par mois à 1 200 lei et moins.

Salaire de référence: Salaire moyen de base des 5 meilleures années consécutives parmi les 10 dernières. Augmentation de 1% du salaire par année d'emploi au-delà de la période de stage (0,5% pour chaque année en plus de 5).

Pension diminuée en fonction du pourcentage de la période de stage accomplie.

Pension minimum: 24 668 lei par mois (pension réduite, 19 210 lei).

Pension complémentaire (obligatoire): 7% à 16% du salaire de référence selon le nombre d'années de cotisations (minimum si 5 ans; maximum si 25 ans).

(Assistance sociale si l'intéressé n'a pas droit à une pension.)

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: 50% à 85% du salaire moyen inférieur à 1 200 lei par mois, plus pourcentage décroissant pour les salaires plus élevés, selon les trois catégories de travail et la durée de l'emploi.

Supplément pour assistance constante: 2 557 lei par mois.

Invalidité partielle: 60% de la pension d'invalidité totale.

Pension réduite si la moitié au moins de la période de stage a été accomplie.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de survivants: 1 survivant, 50% de la pension de l'assuré; 2 survivants, 75%; 3 survivants ou plus: 100%.

Survivants ayants droit: Veuve, veuf, père et mère de l'assuré si âgés, invalides ou s'occupant d'un enfant; enfants, frères et soeurs de moins de 16 ans (25 ans si étudiants, pas de limite si invalides).

Allocation funéraire: 22 000 lei (18 250 lei au décès d'une personne à charge).

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Protection sociale: surveillance générale.

Offices locaux de l'assurance sociale: gestion du régime.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1912.

Lois en vigueur: 1965, 1968, 1990 et 1992.

Régime d'assurance sociale (prestations en espèces) et **régime universel** (prestations médicales)

Champ d'application

Prestations en espèces: Travailleurs salariés et apprentis.

Prestations médicales: Toute la population.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: Voir cotisations de pensions.

Gouvernement: Idem. En outre, coût total des soins médicaux.

Conditions d'attribution

Prestations en espèces et prestations médicales: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestations de maladie: 50% du salaire; 65% si 2 à 5 ans d'emploi continu; 75% si 5 à 8 ans; 85% si plus de 8 ans

ou pour certaines maladies, par exemple tuberculose (100% pour les personnes blessées lors de la révolution de 1989). Payables au taux réduit de moitié pour les 3 premiers jours d'incapacité et au taux complet dès le 4e jour jusqu'à guérison ou octroi de la pension d'invalidité ou de vieillesse.

Prestations payées par l'employeur les 10 premiers jours ouvrables, par la caisse d'assurance à partir du 11e jour.

Prestations de maternité: 50% du salaire; 65% si 6 à 12 mois d'emploi continu; 85% si plus de 12 mois. Dès le 3e enfant, 94% sans égard à la carrière. Dues pour 52 jours avant l'accouchement et 60 jours après.

Congé de maternité: 65% du salaire jusqu'à l'âge d'un an de l'enfant.

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations médicales: Services médicaux fournis directement aux patients par le service public de santé.

Englobent: Soins de généralistes et de spécialistes, hospitalisation, médicaments, appareils de prothèse, soins de maternité, transport et autres services.

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour personnes à charge: Les mêmes que pour le chef de famille.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Protection sociale: surveillance générale.

Offices locaux de l'assurance sociale: gestion du régime.

Services médicaux fournis par les médecins, cliniques et hôpitaux du ministère de la Santé ou des entreprises. Prestations en espèces payées directement par l'entreprise.

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1912.

Lois en vigueur: 1965, 1966, 1968, 1990, 1991, 1992.

Roumanie

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés, étudiants, apprentis, membres des forces armées.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: Voir cotisations de pensions.

Gouvernement: Idem. En outre, coût total des soins médicaux.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Pour les critères d'incapacité, voir pension d'invalidité.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 100% du salaire (dès le 1er jour d'incapacité). Dues jusqu'à guérison ou constatation de l'incapacité permanente. En cas d'accident de trajet, l'employeur paie pour les 10 premiers jours et l'assurance par la suite.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: 85% du salaire moyen en dessous du montant de base, plus pourcentage dégressif des salaires dépassant ce montant.

Supplément pour assistance constante: 6 464 lei par mois.

Invalidité partielle: 60% de la pension due en cas d'incapacité totale.

Prestations médicales: Comme pour les maladies ordinaires.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de survivants: 1 survivant, 50% de la pension de l'assuré; 2 survivants, 75%; 3 survivants ou plus, 100%.

Survivants ayants droit: Veuve, veuf, père et mère de l'assuré si âgés, invalides ou s'occupant d'un enfant; enfants,

frères et soeurs de moins de 16 ans (25 ans si étudiants, pas de limite si invalides).

Allocation funéraire: 70 000 lei (55 000 lei au décès d'une personne à charge).

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Protection sociale: surveillance générale.

Directions locales de travail et de protection sociale: gestion du régime.

Prestations pour invalidité temporaire payées directement par l'entreprise.

Chômage

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1991.

Lois en vigueur: 1994.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés.

Demandeurs d'emploi de 18 ans révolus ou ayant terminé le service militaire ou ayant achevé leur formation scolaire ou universitaire, qui ne trouvent pas un emploi convenable.

Sources de financement

Assuré: 1% du salaire.

Employeur: 5% des salaires.

Gouvernement: Tout déficit éventuel.

Conditions d'attribution

Allocation de chômage: Etre inscrit à l'Office de l'emploi. Pas de revenus dépassant 50% du salaire minimum national indexé.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocation de chômage: 50% du salaire après 1 à 5 ans d'emploi; minimum 75% du salaire minimum national indexé (ces pourcentages sont augmentés de 5% si 5 à

15 ans d'emploi et de 5% supplémentaires si plus de 15 ans d'emploi).

Primo-demandeurs d'emploi ayant terminé l'enseignement secondaire: 60% du salaire minimum national indexé (diplômés de l'enseignement supérieur, 70%).

Allocation de chômage payée pendant 270 jours, après quoi les intéressés qui n'ont pas trouvé d'emploi ont encore droit pendant 18 mois au maximum à une allocation de chômage égale à 60% du salaire minimum national indexé.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Protection sociale: surveillance générale.

Directions locales de travail et de protection sociale: gestion du régime.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1944.

Lois en vigueur: 1971, 1985, 1990, 1993.

Régime universel

Champ d'application

Tous les enfants âgés de moins de 16 ans (18 ans si totalement invalides).

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: Néant.

Gouvernement: Totalité du coût.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Enfant âgé de moins de 16 ans (18 ans si totalement invalide).

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: 3 500 lei par mois pour chaque enfant (le double si l'enfant est totalement invalide). Allocation indexée.

Prime de naissance: 1 500 lei.

Aide à la mère de plusieurs enfants: 400 lei par mois pour 3 ou 4 enfants, et 600 lei pour 5 ou plus.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Protection sociale: gestion nationale du régime.

Paiement par les écoles des allocations pour les enfants âgés de 7 ans ou plus.

Paiement par les mairies des allocations pour les enfants âgés de moins de 7 ans et des prestations aux familles nombreuses.

Vieillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1956.

Loi en vigueur: 1974.

Régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U. = 141,14 francs)

Champ d'application

Travailleurs salariés.

Assurance volontaire pour les personnes non salariées.

Sources de financement

Assuré: 3% du salaire.

Assurance volontaire: 6% du revenu.

Employeur: 3% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: 55 ans (ou moins si vieillissement prématuré). 20 ans d'immatriculation et 60 mois de cotisations au cours des 10 dernières années (à titre transitoire, les travailleurs âgés bénéficient d'un crédit spécial pour les années antérieures à 1957). Cessation de toute activité rémunérée.

Pension d'invalidité: Perte des 2/3 de la capacité de gain. 5 ans d'immatriculation et 6 mois de cotisations au cours des 12 derniers mois. (Pas de stage si accident non professionnel.)

Pension de survivants: Le défunt remplissait les conditions d'ouverture du droit à une pension de vieillesse ou d'invalidité, était pensionné ou justifiait de 180 mois d'assurance à la date du décès.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: 30% du salaire moyen pendant les 3 ou 5 dernières années (période la plus favorable), plus 1% par année d'assurance au-delà de 180 mois. Si période non couverte, prise en considération des 3 ou 5 dernières années civiles précédant la date de cessation d'activité salariée.

Pension minimum: 50% du salaire minimum légal (1 300 francs par mois).

Indemnité de vieillesse: Somme forfaitaire égale à 50% du salaire mensuel moyen multiplié par le nombre d'années de cotisations si âgé de 55 ans (ou moins si vieillissement prématuré) et n'ayant pas droit à pension.

Pensions ajustées selon les variations de l'indice du coût de la vie.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: 30% du salaire moyen pendant les 3 ou 5 dernières années (période la plus favorable), plus 1% par année d'assurance au-delà de 180 mois. (Années antérieures à 55 ans à la date de la demande prises en compte pour autant de périodes de 6 mois.) Si période non couverte, prise en considération des 3 ou 5 dernières années civiles précédant la date de cessation d'activité salariée.

Pension minimum: 50% du salaire minimum légal (1 300 francs par mois).

Supplément pour assistance constante: 40% de la pension.

Pensions ajustées selon les variations de l'indice du coût de la vie.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 50% de la pension de l'assuré. Egalement payée au veuf.

Indemnité de survivants: Somme forfaitaire égale à 1 mois de pension pour chaque tranche de 6 mois d'assurance du défunt, si n'ayant pas droit à pension.

Pension d'orphelins: 25% de la pension de l'assuré pour chaque orphelin de moins de 18 ans (25 ans si étudiant, sans limite d'âge si invalide); 40% si orphelin de père et de mère.

Indemnité d'orphelin: Somme forfaitaire égale à 50% de l'indemnité de survivants, due à chaque orphelin. Maximum: Double de l'indemnité de survivants.

Pensions de parents: 25% de la pension de l'assuré, en l'absence de veuve, veuf ou enfants. Egalement payable aux parents adoptifs.

Maximum des pensions de survivants: 100% de la pension de l'assuré.

Pensions ajustées selon les variations de l'indice du coût de la vie.

Organisation administrative

Ministère du Travail et des Affaires sociales: Surveillance générale.

Caisse sociale: Gestion du régime; administrée par un conseil tripartite et un directeur.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

(Le Code du travail prévoit le paiement de 100% du salaire pour une durée maximum de 30 jours de repos médical. En cas de maternité: 100% du salaire pendant 2 mois.)

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1949.

Loi en vigueur: 1974.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 2% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 75% du salaire mensuel moyen du travailleur pendant les 3 mois précédant l'accident. Dues jusqu'à guérison ou constatation de l'incapacité permanente.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: 85% du salaire mensuel moyen du travailleur pendant les 3 mois précédant l'accident, si l'incapacité est totale.

Supplément pour assistance constante: 40% de la pension.

Incapacité partielle: Pourcentage de la pension totale proportionnel au degré d'incapacité, si 15% ou plus. Montant forfaitaire égal à 3 annuités de la pension, si l'incapacité est inférieure à 15%.

Prestations médicales: Soins médicaux et chirurgicaux, services de laboratoire, médicaments, hospitalisation, soins dentaires, transport et appareils de prothèse.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 30% du salaire de l'assuré. Egalement payée au veuf.

Pension d'orphelins: 15% du salaire de l'assuré pour chaque orphelin de moins de 18 ans (25 ans si étudiant, pas de limite si invalide); 20% si orphelin de père et de mère.

Autres parents à charge: 10% du salaire de l'assuré pour chaque survivant ayant droit.

Maximum des pensions de survivants: 100% de la pension d'incapacité totale de l'assuré.

Allocation funéraire: Somme forfaitaire égale à 100 fois le salaire minimum légal.

Organisation administrative

Ministère du Travail et des Affaires sociales: Surveillance générale.

Caisse sociale: Gestion des cotisations et des prestations.

Sao Tomé et Príncipe

Vieillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Premières lois en vigueur: 1979, 1990.

Régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U. = 1 025 dobras)

Champ d'application

Travailleurs salariés.

Assurance volontaire pour les travailleurs indépendants.

Exclus: Travailleurs domestiques.

Sources de financement

Assuré: 4% du salaire.

Employeur: 6% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: 62 ans (hommes) ou 57 ans (femmes) et 120 mois de cotisations. Retraite non exigée.

Pension d'invalidité: Perte permanente de toute capacité de travail ou des 2/3 dans la profession habituelle. 60 mois de cotisations.

Pensions de survivants: Le défunt était pensionné ou remplissait les conditions d'ouverture du droit à pension. 60 mois de salaire effectifs.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: 35% du salaire moyen des 5 meilleures des 10 dernières années civiles, plus 1% pour chaque année supplémentaire jusqu'à 25 et 2% pour chaque année au-delà de 25. Augmentation de 3% par année de couverture au-delà de l'âge normal de la retraite.

Pension minimum: 30% du salaire minimum national.

Pensions ajustées selon les variations de l'indice des salaires.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: 30% du salaire moyen des 5 meilleures des 10 dernières années civiles, plus 1% pour chaque année supplémentaire au-delà de 10. Pensions ajustées selon les variations de l'indice des salaires.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pensions de survivants: 60% de la pension de l'assuré pour 1 survivant, 80% pour 2 survivants et 100% pour 3 survivants ou plus.

Payables à la veuve, au veuf, aux orphelins de moins de 18 ans (pas de limite si invalides) et aux parents à charge.

Allocation funéraire: Somme forfaitaire couvrant le coût de l'enterrement.

Organisation administrative

Ministère de la Santé, du Travail et de la Sécurité sociale: Surveillance générale.

Institut national de Sécurité sociale: Gestion du régime.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Premières lois en vigueur: 1979, 1990.

Régime d'assurance sociale (prestations en espèces seulement; soins médicaux par les services de santé publique)

Champ d'application

Travailleurs salariés.

Exclus: Travailleurs indépendants et travailleurs domestiques.

Sources de financement

Assuré: Voir cotisation pour pensions ci-dessus.

Employeur: Idem.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Prestations en espèces de maladie: Exercer un emploi. Période de stage: 90 jours avec 60 jours de cotisations précédant la maladie.

Prestations en espèces de maternité: Période de stage: 360 jours avec 10 mois de cotisations précédant la grossesse.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestations de maladie: 60% du salaire moyen des 2 derniers mois. Payables après un délai de carence de 3 jours pour 12 mois.

Prestations de maternité: 100% du salaire moyen des 12 derniers mois. Dues pour 30 jours avant et 30 jours après l'accouchement. Période postnatale prolongée de 15 jours si naissances multiples.

Congé spécial jusqu'à 6 mois pour soigner un enfant malade de moins de 3 ans; peut être prolongé de 6 mois.

Organisation administrative

Ministère de la Santé, du Travail et de la Sécurité sociale: Surveillance générale.

Institut national de Sécurité sociale: Gestion du régime.

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Premières lois en vigueur: 1979, 1990.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés.

Exclus: Travailleurs indépendants.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: Coût total.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 100% du salaire de référence pour les premiers 30 jours, 90% du 31^e au 360^e jour, 75% par la suite. Durée maximum: 24 mois.

Organisation administrative

Ministère de la Santé, du Travail et de la Sécurité sociale: Surveillance générale.

Institut national de Sécurité sociale: Gestion du régime.

Veillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi et loi en vigueur 1975 (convertit le régime de pension ne découlant pas de la loi, établi en 1958, en régime légal).

Régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U. = 536 francs)

Champ d'application

Travailleurs salariés y compris les travailleurs domestiques, saisonniers et journaliers.

Régime spécial pour les fonctionnaires.

Sources de financement

Assuré: 4,8% du salaire, plus 2% pour régime complémentaire si cadre.

Employeur: 7,2% des salaires, plus 3% des salaires jusqu'à 600 000 francs par mois pour le régime complémentaire des cadres.

Gouvernement: Néant.

Plafond du salaire pour le calcul des cotisations et des prestations: 200 000 francs par mois.

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: 55 ans, anticipation de 2 ans au maximum avec réduction de 5% par année d'anticipation. 1 année de cotisations. Cessation de l'activité.

Pension d'invalidité: Incapacité de travail. 53 ans. 1 année de cotisations.

Pension de survivants: L'assuré était pensionné ou remplissait les conditions d'ouverture du droit à pension.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: Environ 1,33% du salaire de base multiplié par le nombre d'années d'assurance, selon un système de points. Tout emploi exercé avant l'entrée en vigueur du régime est pris en compte à l'égard de l'assurance si au moins 10 ans d'activité dans un emploi couvert par l'assurance avant ou après l'entrée en vigueur du régime (crédit accordé pour périodes d'incapacité). Maximum des années prises en compte: 30.

Supplément pour enfants: 5% de la pension pour chaque enfant à charge de moins de 18 ans; maximum: 15% de la pension.

Allocation soumise au contrôle des ressources due à 55 ans aux personnes nées avant 1922 et justifiant d'au moins 10 ans d'emploi comme travailleur domestique, si n'ayant pas droit à pension.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: La même que la pension de vieillesse y compris le supplément.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 50% de la pension du défunt, si âgée de 50 ans (anticipation de 5 ans au maximum avec réduction de 5% par année d'anticipation) ou élevant 2 enfants à charge de moins de 18 ans. Egalement payée au veuf âgé de 55 ans ou invalide.

Pension d'orphelin: 20% de la pension de l'assuré pour chaque orphelin de père et de mère de moins de 18 ans. Maximum pour tous les orphelins: 100% de la pension.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Formation professionnelle: Surveillance générale.

Institution de Prévoyance retraite du Sénégal: Gestion du régime; administré par un conseil paritaire employeurs-travailleurs.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Premières lois: 1952 (prestations de maternité en espèces); 1975 (prestations médicales).

Lois en vigueur: 1973 (prestations de maternité en espèces); 1975 (prestations médicales).

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Prestations médicales: Travailleurs salariés permanents et personnes à leur charge (épouses et enfants).

Prestations en espèces de maternité: Femmes salariées.

Sources de financement

Assuré: A concurrence de 3% du salaire, selon la caisse (prestations médicales).

Employeur: A concurrence de 3% des salaires, selon la caisse (prestations médicales).

Gouvernement: Néant.

Plafond du salaire pour le calcul des cotisations: Jusqu'à 60 000 francs par mois, selon la caisse.

Prestations de maternité en espèces: Voir cotisations pour allocations familiales ci-dessous.

Conditions d'attribution

Prestations en espèces de maternité: Femmes exerçant un emploi soumis à l'assurance.

Prestations médicales: 2 mois de cotisations.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestations de maladie en espèces: Néant.

Prestations de maternité: 100% du salaire.

Dues pour 6 semaines avant et 8 semaines après l'accouchement (peut être prolongé de 3 semaines supplémentaires en cas de complications).

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations médicales: Paiement partiel du coût des soins de santé, y compris hospitalisation, produits pharmaceutiques, visites de médecin. Le pourcentage de remboursement est déterminé par le conseil administratif des instituts d'assurance-santé sur la base des fonds disponibles.

Durée: Pas de limite.

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour les personnes à charge: Les mêmes que pour les assurés. Voir également allocations familiales ci-dessous.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Formation professionnelle: Surveillance générale.

Caisse de sécurité sociale (auprès du ministère): Gestion du régime des prestations de maternité.

Conseils d'administration (travailleurs et employeurs) des instituts d'assurance-santé: Gestion du régime des prestations médicales. Participation des entreprises occupant au moins 100 travailleurs exigée par la loi; les petites entreprises peuvent se grouper pour atteindre ce chiffre au sein d'une IPM interentreprise, soit adhérer à une institution de prévoyance maladie déjà autorisée.

Accidents du travail et maladies professionnelles**Dates de la législation de base et types de régimes**

Première loi: 1932.

Loi en vigueur: 1973, 1991.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés, apprentis, stagiaires et étudiants des branches techniques.

Assurance volontaire pour certaines catégories de personnes non couvertes ci-dessus.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 1, 3 ou 5% des salaires selon les risques de l'industrie; cotisation moyenne d'environ 2,5%.

Gouvernement: Néant.

Plafond du salaire pour le calcul des cotisations et des prestations: 60 000 francs par mois.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 50% du salaire pendant les 28 premiers jours d'incapacité; 66 2/3% par la suite.

Payables dès le jour suivant l'accident jusqu'à guérison ou constatation de l'incapacité permanente.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: Incapacité totale: 100% des salaires moyens. Incapacité partielle: Salaire moyen multiplié par 50% du degré d'incapacité pour le pourcentage d'incapacité jusqu'à 50%, et par 150% du degré d'incapacité pour le pourcentage supérieur à 50%.

Supplément pour assistance constante: 40% de la pension. Minimum: 70% du salaire minimum de réparation.

Prestations médicales: Soins médicaux et chirurgicaux, hospitalisation, médicaments, appareils de prothèse, réadaptation et transport.

Ajustement des pensions selon les variations du salaire minimum.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 30% du salaire de l'assuré.

Pension d'orphelins: 15% du salaire si 1 enfant à charge, 30% si 2 enfants, 40% si 3 enfants; 10% de majoration par enfant supplémentaire.

Parents et grands-parents à charge: 10% du salaire chacun; maximum 30%.

Maximum des pensions de survivants: 85% du salaire de base de réparation.

Allocation funéraire: Somme forfaitaire en couverture des frais d'enterrement, jusqu'à un maximum spécifié.

Ajustement des pensions selon les variations du salaire minimum.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Formation professionnelle: Surveillance générale.

Caisse de sécurité sociale: Gestion des cotisations et des prestations.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1955.

Loi en vigueur: 1973, 1991.

Régime lié à l'emploi

Champ d'application

Travailleurs salariés et bénéficiaires de prestations d'assurance sociale ayant 1 enfant ou plus. Régime spécial pour les fonctionnaires.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 7% des salaires.

Gouvernement: Produit préaffecté d'une partie de l'impôt sur le chiffre d'affaires (couvre environ 1/3 du coût).

Plafond du salaire pour le calcul des cotisations: 60 000 francs par mois.

Les cotisations ci-dessus financent également les prestations de maternité.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Enfant âgé de moins de 15 ans (18 ans si apprenti, 21 ans si étudiant ou invalide).

Le père ou la mère doit avoir été employé(e) pendant au moins 3 mois consécutifs et doit travailler 18 jours ou 120 heures par mois (ou la mère doit être veuve d'un bénéficiaire).

Allocation prénatale et de maternité: Examens médicaux réguliers pour la mère et l'enfant prescrits par la loi.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: 750 francs par mois pour chacun des 6 premiers enfants âgés de 2 à 14 ans, (18 ans si apprenti, 21 ans si étudiant ou invalide), 700 francs par mois à partir du 7^e enfant.

Allocation prénatale: 750 francs par mois pendant 9 mois (en 3 versements) pour chacun des 6 premiers enfants.

Allocation de maternité: 750 francs par mois dès la naissance de chacun des 6 premiers enfants jusqu'à leur 2^e anniversaire (650 francs par mois pour chaque enfant après le 6^e).

Quelques services sociaux et sanitaires sont également fournis aux mères et aux enfants.

Organisation administrative

Ministère du Travail et de la Formation professionnelle:
Surveillance générale.

Caisse de sécurité sociale: Gestion du régime.

Vieillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Premières lois en vigueur: 1946 (assurance vieillesse et survivants, en vigueur depuis 1948), 1959 (assurance invalidité, en vigueur depuis 1960), 1982 (prévoyance professionnelle obligatoire, en vigueur depuis 1985).

Régime universel d'assurance sociale; en outre, régime de prévoyance professionnelle obligatoire

(1 dollar des E.-U. = 1,32 franc)

Champ d'application

Régime de base: Toutes les personnes domiciliées en Suisse ou y exerçant une activité lucrative.

Exclus: Diplomates, étrangers au service d'organisations internationales, personnes soumises à un régime équivalent d'un autre pays si leur inclusion impose une charge déraisonnable.

Affiliation volontaire des citoyens suisses résidant à l'étranger.

Prévoyance professionnelle obligatoire: Travailleurs salariés dont le salaire annuel dépasse 23 280 francs.

Assurance volontaire des travailleurs indépendants.

Sources de financement

Assuré: Régime de base: Travailleurs salariés, 4,2% du salaire pour vieillesse et survivants, 0,7% pour invalidité. Travailleurs indépendants, 7,8% du revenu pour vieillesse et survivants, 1,4% pour invalidité (réduction du taux des cotisations selon barème dégressif).

Prévoyance professionnelle obligatoire: Variable selon le salaire et l'âge de l'assuré.

Employeur: Régime de base: 4,2% des salaires pour vieillesse et survivants; 0,7% pour invalidité.

Prévoyance professionnelle obligatoire: Cotisation au moins égale à celle de l'assuré.

Gouvernement: Régime de base: Subventions annuelles couvrant environ 20,5% du coût vieillesse (17,5% du gouvernement fédéral et 3% des Cantons), et 50% du coût invalidité (3/4 du gouvernement fédéral, 1/4 des Cantons). En 1995, le montant de la contribution du gouvernement fédéral sera réduit de 5%.

Prévoyance professionnelle obligatoire: Néant.

Pas de plafond des salaires pour le calcul des cotisations.

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: Régime de base: 65 ans (hommes) ou 62 ans (femmes). Pour pension complète, cotisations versées dès l'âge de 21 ans; pension partielle si durée d'assurance incomplète. Minimum des cotisations: 1 an.

Pension d'invalidité: Pension complète si invalidité de 66,6%; demi-pension si invalidité de 50%; quart de pension si invalidité de 40% (demi-pension si invalidité de 40% dans des cas sociaux). Pour la pension complète, cotisations versées dès l'âge de 21 ans. Minimum des cotisations: 1 an.

Pension de survivants: Pour pension de veuve complète, versement des cotisations par le défunt dès l'âge de 21 ans. Minimum des cotisations: 1 an.

Prévoyance professionnelle obligatoire: Pension de vieillesse: 65 ans (hommes) ou 62 ans (femmes). Pensions d'invalidité et de survivants (veuve et orphelins) également payables.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: Régime de base: Si le revenu annuel moyen est inférieur ou égal à 104 760 francs, le montant fixe de la pension est égal à 8 347 francs par an et le montant variable au revenu annuel multiplié par 13/600; s'il est supérieur à 104 760 francs, le montant fixe de la pension est égal à 11 731 francs par an et le montant variable au revenu annuel multiplié par 8/600. Minimum et maximum de la pension: 970 et 1 940 francs par mois. Pension pour couple: 150% de la pension simple si épouse âgée de 62 ans.

Pension partielle: Pourcentage de la pension complète proportionnel au nombre des années pendant lesquelles des cotisations ont été payées depuis l'âge de 21 ans.

Suppléments pour personnes à charge: Epouse 30% de la pension si 55 à 61 ans. Chaque enfant de moins de 18 ans (25 ans si étudiant), 40% de la pension.

Allocation sous condition de ressources due aux ressortissants âgés.

Ajustement bisannuel selon les variations des prix et des salaires.

Prévoyance professionnelle obligatoire: 7,2% des fonds accumulés avec les intérêts.

Ajustement aux prix selon les possibilités financières de l'institution.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: Régime de base: Mêmes dispositions que pour pension de vieillesse. Taux de la pension pour couple si épouse invalide à plus de 50%. Paiement d'une pension complète, à 50% ou à 25% selon le degré de l'invalidité.

Pension partielle: Pourcentage de la pension complète proportionnel au nombre des années pendant lesquelles des cotisations ont été payées depuis l'âge de 21 ans).

Supplément pour personnes à charge: Epouse 30% de la pension. Chaque enfant de moins de 18 ans (25 ans si étudiant), 40% de la pension.

Allocation sous condition de ressources due aux ressortissants.

Ajustement bisannuel selon les variations des prix et des salaires.

Prévoyance professionnelle obligatoire: 7,2% des fonds que l'assuré aurait accumulés à l'âge normal de la retraite. Pension complète si invalidité de 66 2/3%; demi-pension si invalidité de 50%.

Ajustement aux prix, en règle générale tous les deux ans.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 80% de la pension de l'assuré si enfants à charge ou si 45 ans et mariée depuis au moins 5 ans au décès de l'assuré. Minimum et maximum: 776 et 1 552 francs par mois. Autres cas de veuvage: somme forfaitaire équivalant à 2 à 5 ans de la pension, selon l'âge au moment du décès de l'assuré.

Pension d'orphelin: 40% de la pension de l'assuré pour chaque orphelin âgé de moins de 18 ans (25 ans si étudiant). 60% pour l'orphelin de père et de mère.

Allocation sous condition de ressources due aux ressortissants survivants.

Ajustement bisannuel selon les variations des prix et des salaires.

Prévoyance professionnelle obligatoire: Pension de veuve: 60% de la pension d'invalidité complète revenant à l'assuré.

Pension d'orphelin: 20% de la pension d'invalidité complète revenant à l'assuré pour chaque enfant.

Ajustement aux prix, en règle générale tous les deux ans.

Organisation administrative

Département fédéral de l'intérieur: Surveillance générale.

Office fédéral des assurances sociales relevant du département: Gestion du régime sur le plan national.

Recouvrement et enregistrement des cotisations et versement des pensions par un réseau décentralisé de caisses de compensation cantonales, professionnelles et fédérales. L'Office central de compensation du gouvernement tient le rôle de toutes personnes assurées et tous bénéficiaires de pensions.

Pension complémentaire: Office fédéral des assurances sociales et autorités de surveillance cantonales: Surveillance générale.

Institutions de prévoyance professionnelle reconnues (environ 13 700): Gestion du régime.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi fédérale en vigueur: 1911 (subventions et normes minimums, en vigueur progressivement depuis 1912 et 1914).

Des lois cantonales régissent le régime dans chaque canton, sous réserve des normes minimums de la loi fédérale.

Régime mixte d'assurance sociale obligatoire et volontaire

Champ d'application

Membres des caisses maladie agréées (fournissant principalement des prestations médicales). Les caisses peuvent fixer les conditions d'âge d'affiliation. Les membres de la famille doivent s'affilier individuellement.

Participation à une caisse généralement obligatoire, en particulier pour les résidents ayant un revenu inférieur à un plafond déterminé (environ 25% de l'ensemble des

résidents suisses). Sinon, affiliation volontaire (aucun canton n'impose l'assurance pour prestations en espèces).

Environ 99% des résidents sont membres d'une caisse maladie et sont couverts pour des soins médico-pharmaceutiques.

Sources de financement

Assuré: Cotisations variant selon la caisse et selon les prestations assurées (couvrent en moyenne 75% des frais environ).

Employeur: Rien en vertu de la loi (certaines conventions collectives imposent à l'employeur une part des cotisations de ses travailleurs).

Gouvernement: Subventions fédérales et cantonales à toutes les caisses agréées, selon les effectifs et les prestations fournies; subventions spéciales pour maternité, tuberculose, population de montagne et invalides. Egalement certaines subventions communales (municipales). Les subventions couvrent environ 13% des dépenses totales.

Conditions d'attribution

Prestations en espèces de maladie: Les caisses peuvent exiger un stage de 3 mois d'affiliation.

Prestations en espèces de maternité: 270 jours d'affiliation à la caisse sans interruption de plus de 3 mois.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestations en espèces de maladie: Minimum applicable à toutes les caisses: 2 francs par jour. Prestations plus élevées variant selon la caisse et le taux auquel chaque personne est assurée.

Dues après délai de carence 3 jours au maximum (maximum fixé par la loi fédérale), à concurrence d'au moins 720 jours au cours de 900 jours consécutifs ou de 1 800 jours au cours de 7 années en cas de tuberculose (minimum fédéral), durée variant selon la caisse.

Prestations en espèces de maternité: Prestations de maladie ordinaire, dues à concurrence de 10 semaines, dont au moins 6 semaines après l'accouchement.

Allocation d'allaitement: 50 francs.

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations médicales: Prestations en nature fournies d'ordinaire par les médecins, hôpitaux et pharmaciens liés par contrat avec la caisse maladie et payées directement par elle. Prestations obligatoires des caisses fournissant des prestations médicales (minimum fédéral): traitement médical, ambulatoire ou hospitalier, soins de maternité, médicament sur ordonnance et analyses de laboratoire, ainsi que contribution au paiement de la journée d'hôpital et de l'hydrothérapie.

Certaines caisses fournissent également des prestations facultatives.

Les caisses peuvent faire payer aux patients jusqu'à 10% en moyenne des frais médicaux et pharmaceutiques; en plus, elles peuvent fixer une franchise annuelle. Pas de participation aux frais en cas d'hospitalisation, de maternité et de tuberculose.

Durée: Aucune limite, sauf pour l'hospitalisation et en cas de tuberculose (voir sous prestations en espèces de maladie).

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour personnes à charge: Mêmes prestations en titre propre si affiliées à la caisse; sinon, aucune prestation même si le chef de famille est assuré.

Organisation administrative

Office fédéral des assurances sociales du Département de l'intérieur: Surveillance des caisses maladie et de l'application par leurs soins des normes fédérales (condition d'octroi de subventions).

Caisses agréées d'assurance maladie: Gestion des cotisations et des prestations aux membres.

Environ 213 caisses, dont à peu près 25% de caractère public relevant de cantons ou communes (municipalités) et ouvertes à tous les résidents remplissant les conditions; pour le reste, coopératives privées ouvertes à tous ou associations limitées à une branche d'activité ou à un établissement.

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi fédérale: 1911 (en vigueur depuis 1918).

Loi fédérale en vigueur: 1981 (appliquée depuis janvier 1984).

Assurance obligatoire auprès d'une institution semi-publique ou privée

Champ d'application

Travailleurs salariés; affiliation volontaire pour les travailleurs indépendants.

Si le temps de travail ne dépasse pas 12 heures par semaine, l'assurance ne couvre que les accidents du travail (incluant les trajets de et vers le lieu de travail).

Sources de financement

Assuré: Rien pour les accidents du travail et maladies professionnelles (tout le coût de l'assurance contre les accidents d'origine non professionnelle).

Employeur: Tout le coût à des taux de contribution variant selon le degré de risque de l'entreprise (entre 0,04% et 10,3%).

Gouvernement: Néant.

Plafond des gains pour le calcul des cotisations et des prestations: 97 200 francs par an.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage. Prestations dues pour les accidents du travail et maladies professionnelles, ainsi que pour les accidents d'origine non professionnelle.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 80% du salaire en cas d'incapacité de travail en dessus de 50%; 40% du salaire si incapacité entre 25% et 50%; pas de prestations si incapacité en dessous de 25%.

Dues après 3 jours de délai de carence, jusqu'à guérison ou constatation de l'incapacité permanente.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: 80% du gain si incapacité totale.

Supplément pour assistance constante: 10% à 40% du salaire selon la gravité de l'infirmité.

Incapacité partielle: Pourcentage de la pension complète correspondant au degré d'incapacité.

Indemnisation sous forme de somme forfaitaire pour atteinte durable à l'intégrité selon taux fixé par la loi; payable en plus des pensions ci-dessus.

Ajustement bisannuel selon les variations de l'indice des prix à la consommation.

Prestations médicales (accidents et maladies professionnelles): Soins médicaux, hospitaliers et pharmaceutiques; autres soins nécessaires et frais de transport. Pas de limite de durée.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve (accidents et maladies professionnelles): 40% du gain de l'assuré si enfants à charge ou si invalidité à plus de 2/3 ou si 45 ans.

Pensions d'orphelins: 15% du gain pour chaque orphelin de moins de 18 ans (25 ans si étudiant), ou 25% si orphelin de père et de mère.

Autres survivants ayants droit: L'épouse divorcée peut recevoir au maximum 20% du salaire.

Maximum des pensions de survivants: 70% du gain. (90% si prestations payables et à l'épouse et à l'épouse divorcée).

Allocation funéraire: Somme forfaitaire à concurrence de 1 869 francs.

Ajustement bisannuel selon les variations de l'indice des prix à la consommation.

Organisation administrative

Office fédéral des assurances sociales du Département de l'intérieur: Surveillance générale.

Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents; compagnies d'assurance privées pour les employeurs soumis à l'assurance obligatoire; caisses publiques d'as-

urance accidents et caisses de maladie agréées: Gestion du régime.

Chômage

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi fédérale: 1924 (subventions en vigueur depuis 1925).

Loi fédérale en vigueur: 1982 (assurance obligatoire entrée en vigueur en janvier 1984).

Régime d'assurance obligatoire

Champ d'application

Travailleurs salariés.

Exclus: Travailleurs indépendants, travailleurs familiaux dans l'agriculture, bénéficiaires d'une pension de vieillesse.

Sources de financement

Assuré: 1,5% du salaire.

Employeur: 1,5% des salaires.

Gouvernement: Prêts à faible taux d'intérêts du gouvernement fédéral et des cantons, si les dépenses dépassent les cotisations et les réserves.

Plafond du salaire pour le calcul des cotisations et des prestations: 97 200 francs par an.

Conditions d'attribution

Prestations de chômage: 6 à 18 mois d'emploi au cours des 2 dernières années; condition non exigée pour certaines catégories.

Inscription auprès d'un bureau de placement municipal, être disposé et capable d'accepter un travail convenable.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocation de chômage: 70% du salaire journalier pour les assurés sans charge familiale dont le salaire journalier dépasse 130 francs et qui ne sont pas invalides. Dans les autres cas 80%. Les prestations sont payables après un délai de carence de 5 jours, à concurrence de 85 jours après 6 mois de cotisations (170 jours après 12 mois de cotisations, 400 jours après 18 mois de cotisations). Sup-

plément pour enfants si n'ayant pas droit à allocations familiales.

Allocation de chômage partiel: 80% de la perte de gains en cas de réduction du travail ou en cas d'intempéries, à concurrence de 21 mois au cours d'une période de 2 ans. Des prestations sont également dues en cas de faillite de l'employeur (jusqu'aux 3 derniers mois au maximum).

Organisation administrative

Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail: Agrément et surveillance des caisses d'assurance chômage en collaboration avec les bureaux de placement cantonaux.

Office fédéral des assurances sociales: Surveillance des cotisations.

Caisses de chômage cantonales et communales (caisses publiques): Gestion du régime sur le plan cantonal et communal. En outre, quelques caisses administrent le régime pour certains groupes professionnels.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi fédérale en vigueur: 1952 (agriculture seulement, en vigueur depuis 1953).

Lois cantonales dans tous les cantons adoptées en 1943 ou après.

Régimes liés à l'emploi

Champ d'application

Régime fédéral: Travailleurs salariés de l'agriculture et petits exploitants agricoles ayant 1 enfant ou plus (allocations familiales) ou mariés (allocation de ménage).

Régimes cantonaux: Travailleurs salariés non agricoles ayant 1 enfant ou plus; dans plusieurs cantons, également certains travailleurs indépendants, y compris les exploitants agricoles. Employeurs normalement affiliés aux caisses d'allocations familiales; dans certains cantons, les employeurs peuvent garantir le paiement.

Régimes spéciaux pour les fonctionnaires.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: Agriculture, 2% des salaires (régime fédéral); activités non agricoles: 1,2% à 3% des salaires suivant le canton et la caisse (régimes cantonaux).

Gouvernement: Le gouvernement fédéral et les gouvernements cantonaux se partagent le surplus du coût pour les travailleurs agricoles et tout le coût pour les petits exploitants agricoles (2/3 par le gouvernement fédéral, 1/3 par les gouvernements cantonaux).

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Régime fédéral: Enfant âgé de moins de 16 ans (20 ans si invalide sans toucher une pension d'invalidité, 25 ans si étudiant); dans la plupart des régimes cantonaux: enfant âgé de moins de 16 ans (18 ou 20 ans si invalide; 25 ans si étudiant).

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: Régime fédéral, 165 francs (régions de montagne) ou 145 francs (autres régions) par mois pour chacun des 2 premiers enfants; pour le 3e et

chacun des suivants, 170 francs par mois (régions de montagne) ou 150 francs (autres régions). En plus, allocation de ménage de 100 francs pour chaque travailleur salarié marié.

Régimes cantonaux: Minimum légal de 130 à 200 francs par mois pour chaque enfant selon le canton. Souvent, les caisses paient plus que le minimum légal. Primes de naissance (600 à 1 300 francs par mois) et allocations d'éducation supérieure (150 à 280 francs par mois) dans certains cantons.

Organisation administrative

Régime fédéral: Recouvrement des cotisations et versement des allocations par les caisses cantonales d'assurance vieillesse et survivants.

Régimes cantonaux: Administration par de nombreuses caisses d'allocations familiales publiques ou privées et agréées, sous la surveillance des gouvernements cantonaux. D'ordinaire, les employeurs versent les allocations avec le salaire et règlent seulement les excédents ou le déficit avec la caisse.

Veillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi en vigueur: 1977 (en application depuis 1984).

Régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U. = 536 francs)

Champ d'application

Travailleurs salariés régis par les dispositions du Code de Travail.

Sources de financement

Assuré: 2% du salaire.

Employeur: 4% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: 55 ans (50 ans si vieillissement prématuré). 180 mois d'immatriculation ou 60 mois de cotisations au cours des 10 dernières années. Cessation de toute activité rémunérée.

Pension d'invalidité: Perte de 2/3 de la capacité de gain. 5 ans d'immatriculation et 6 mois de cotisations au cours des 12 mois précédant l'incapacité. (Pas de stage si accident non professionnel.)

Pensions de survivants: Le défunt remplissait les conditions d'ouverture du droit à pension, était pensionné ou avait 180 mois d'immatriculation.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: 30% du salaire moyen au cours des 3 ou 5 dernières années (période la plus favorable), plus agumentation de 1,2% pour chaque année d'assurance au-delà de 180 mois. Pension minimum: 60% du salaire minimum légal le plus élevé; maximum: 80% du salaire.

Indemnité de vieillesse (si n'ayant pas droit à la pension): Somme forfaitaire égale à 1 mois de salaire par année d'assurance si âgé de 55 ans (50 ans si vieillissement prématuré).

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: 30% du salaire moyen au cours des 3 ou 5 dernières années (période la plus favorable). (Années en dessous de 55 ans au moment de la demande comptées comme années d'emploi.) Augmentation de 1,2% pour chaque année d'assurance au-delà de 180 mois. Pension minimum: 60% du salaire minimum légal; maximum: 80% du salaire.

Supplément pour assistance constante: 50% de la pension.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 50% de la pension de l'assuré à la veuve âgée de 40 ans, élevant un enfant, en état de grossesse ou invalide, si mariée au moins 1 an avant le décès de l'assuré. Montant divisé en parties égales si plus d'une veuve. Egalement payée au veuf invalide à charge, si le mariage a duré au moins 1 an.

Pension d'orphelins: 25% de la pension de l'assuré pour chacun des orphelins; 40% pour chacun des orphelins de père et de mère.

Indemnité de survivants: Somme forfaitaire si le défunt ne remplissait pas les conditions d'ouverture du droit à pension.

Organisation administrative

Ministère de la Fonction publique et du Travail: Surveillance générale.

Caisse nationale de prévoyance sociale: Gestion du régime.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1952.

Loi en vigueur: 1966.

Régime d'assurance sociale (prestations de maternité seulement)

Champ d'application

Femmes salariées.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: Voir cotisations d'allocations familiales ci-dessous.

Gouvernement: Voir cotisations d'allocations familiales ci-dessous.

Conditions d'attribution

Prestations de maternité: 6 mois d'emploi immédiatement avant l'arrêt du travail.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestations de maladie: Aucune fournie par l'assurance. (Le Code du travail impose aux employeurs l'octroi de congés payés de maladie.)

Prestations de maternité: 50% du salaire.

Dues pour 6 semaines avant et 8 semaines après l'accouchement. Peuvent être prolongées de 3 semaines en cas de maladie dûment constatée et résultant de la grossesse ou des couches.

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations médicales: Aucune fournie par l'assurance.

(Le Code du travail impose aux employeurs l'octroi de certains services médicaux.)

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour les personnes à charge: Voir allocations familiales ci-dessous.

Organisation administrative

Ministère de la Fonction publique et du Travail: Surveillance générale.

Caisse nationale de prévoyance sociale: Gestion du régime.

Accidents du travail et maladies professionnelles**Dates de la législation de base et types de régimes**

Première loi: 1935.

Loi en vigueur: 1966.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 2,5% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage. L'accident doit être déclaré dans les 48 heures.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 66,6% du salaire journalier moyen perçu par le travailleur pendant les 30 jours précédant l'accident.

Payables dès le jour suivant l'accident jusqu'à guérison ou pendant 2 ans jusqu'à constatation de l'incapacité permanente.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: Incapacité totale: 100% du salaire moyen. Incapacité partielle: Salaire moyen multiplié par 50% du degré d'incapacité pour le pourcentage d'incapacité jusqu'à 50%, et par 150% pour le pourcentage supérieur à 50%.

Supplément pour assistance constante: 40% de la pension.

Prestations médicales: Soins médicaux et chirurgicaux, hospitalisation, médicaments, appareils de prothèse et transport.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 30% du salaire de l'assuré.

Pension d'orphelins: 15% du salaire pour chaque orphelin; 20% pour chaque orphelin de père et mère.

Parents et grands-parents à charge: 10% du salaire chacun.

Maximum des pensions de survivants: 85% du salaire.

Allocation funéraire: Somme forfaitaire couvrant les frais d'enterrement, jusqu'à 1/24e du salaire soumis à l'assurance.

Organisation administrative

Ministère de la Fonction publique et du Travail: Surveillance générale.

Caisse nationale de prévoyance sociale: Gestion du régime.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1956.

Loi en vigueur: 1966.

Régime lié à l'emploi

Champ d'application

Travailleurs salariés ayant 1 enfant ou plus.

Régime spécial pour les fonctionnaires.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 6% des salaires.

Gouvernement: Subvention par des impôts préaffectés.

Salaire maximum pour le calcul des cotisations: 130 000 francs par mois.

Les cotisations ci-dessus financent également les prestations de maternité.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Enfant âgé de moins de 15 ans (18 ans si apprenti, 21 ans si étudiant ou invalide).

Le père ou la mère doit avoir été employé(e) pendant 6 mois et doit travailler 20 jours par mois (ou être veuve d'un bénéficiaire).

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: 600 francs par mois pour chaque enfant.

Allocation prénatale: 5 400 francs par mois pendant 9 mois (payée en 2 versements).

Prime de naissance: Somme forfaitaire de 6 000 francs pour chacune des 3 premières naissances.

Quelques services sociaux et sanitaires sont également fournis aux mères et aux enfants.

Organisation administrative

Ministère de la Fonction publique et du Travail: Surveillance générale.

Caisse nationale de prévoyance sociale: Gestion du régime.

Veillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1968.

Loi en vigueur: 1973.

Régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U. = 536 francs)

Champ d'application

Travailleurs salariés, membres de coopératives, apprentis et étudiants.

Régime spécial pour les fonctionnaires et le personnel des entreprises de l'Etat.

Assurance volontaire pour les personnes qui ont été assujetties à la sécurité sociale pendant au moins 6 mois.

Sources de financement

Assuré: 2,4% du salaire.

Employeur: 3,6% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: 55 ans (ou 50 ans si vieillissement prématuré) ou 30 ans de service effectifs. 20 ans d'immatriculation et 60 mois de cotisations au cours des 10 dernières années (à titre transitoire, les travailleurs âgés bénéficient d'un crédit spécial pour les années antérieures à 1968). Cessation de toute activité rémunérée. Pas payée à l'étranger, sauf si accord de réciprocité.

Pension d'invalidité: Perte des 2/3 de la capacité de gain. 5 ans d'immatriculation et 6 mois de cotisations au cours des 12 derniers mois. Pas de stage si accident non professionnel.

Pension de survivants: Le défunt était pensionné ou remplissait les conditions d'ouverture du droit à pension.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: 20% du salaire moyen au cours des 3 ou 5 dernières années (période la plus favorable), plus 1,33% du salaire pour chaque tranche de 12 mois de cotisations au-delà de 180 mois.

Pension minimum et maximum: 60% du salaire minimum le plus élevé, et 80% du salaire de l'assuré.

Indemnité de vieillesse: Somme forfaitaire égale à un mois de salaire par année d'assurance, si âgé de 55 ans, ayant cessé toute activité et n'ayant pas droit à pension.

Pensions ajustées selon les variations du coût de la vie.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: 20% du salaire moyen au cours des 3 ou 5 dernières années (période la plus favorable), plus 1,33% du salaire pour chaque tranche de 12 mois de cotisations au-delà de 180 mois. Années au-dessous de 55 ans à la date de la demande comptées comme périodes de 6 mois par année.

Supplément pour assistance constante: 50% de la pension.

Pension minimum et maximum: 60% du salaire minimum le plus élevé, et 80% du salaire de l'assuré.

Pensions ajustées selon les variations du coût de la vie.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 50% de la pension de l'assuré. Payable à la veuve âgée de 40 ans ou invalide. Egalement payée au veuf invalide à charge.

Pension d'orphelins: 25% de la pension de l'assuré pour chaque orphelin de moins de 16 ans (18 ans si apprenti, 21 ans si étudiant ou invalide); 40% si orphelin de père et de mère.

Maximum des pensions de survivants: 100% de la pension de l'assuré.

Indemnité de survivants: Somme forfaitaire égale à 1 mois de pension de base pour chaque tranche de 6 mois d'assurance si le défunt ne remplissait pas les conditions pour bénéficier d'une pension.

Pensions ajustées selon les variations du coût de la vie.

Organisation administrative

Ministère du Travail: Surveillance générale.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion du régime; administrée par un conseil tripartite et un directeur.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1956.

Loi en vigueur: 1973.

Régime d'assurance sociale (prestations de maternité seulement)

Champ d'application

Femmes salariées.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 2% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Prestations de maternité: 12 mois d'immatriculation avant l'accouchement.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestations de maladie: Aucune fournie par l'assurance. (Le Code du travail impose à l'employeur l'octroi de congés de maladie payés.)

Prestations de maternité: 100% du salaire journalier moyen (la moitié à la charge de l'employeur).

Dues pour 8 semaines avant et 6 semaines après l'accouchement (prolongées de 3 semaines au maximum en cas de complications).

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations médicales: Aucune fournie par l'assurance.

(Le Code du travail impose à l'employeur l'octroi de certains services médicaux.)

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour personnes à charge: Voir allocations familiales ci-dessous.

Organisation administrative

Ministère du Travail: Surveillance générale.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion du régime.

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1964.

Loi en vigueur: 1973.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés, membres de coopératives, apprentis et étudiants.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 2,5% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 66 2/3% du salaire journalier moyen, plus allocations familiales (voir ci-dessous). Payables dès le jour suivant l'accident jusqu'à guérison ou constatation de l'incapacité permanente.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: 85% du salaire moyen, si incapacité totale. Pour incapacité partielle, pourcentage de la pension complète proportionnel au degré d'incapacité.

Somme forfaitaire égale à 3 fois le pension annuelle si incapacité de moins de 20%.

Supplément pour assistance constante: 50% de la pension.

Prestations médicales: Soins médicaux, dentaires et chirurgicaux, hospitalisation, médicaments, appareils de prothèse, transport et réadaptation.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 30% du salaire de l'assuré. Egalement payée au veuf invalide à charge.

Pension d'orphelins: 10% du salaire pour chaque orphelin et 15% pour chaque orphelin de père et de mère de moins de 16 ans (18 ans si apprenti, 21 ans si étudiant ou invalide).

Père et mère à charge: 10% du salaire chacun.

Maximum des pensions de survivants: 100% de la pension d'incapacité totale permanente de l'assuré.

Allocation funéraire: 30 jours du salaire journalier moyen de l'assuré.

Organisation administrative

Ministère du Travail: Surveillance générale.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion des cotisations et prestations.

Les employeurs doivent se couvrir de leur responsabilité auprès de la caisse.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1956.

Loi en vigueur: 1973.

Régime lié à l'emploi

Champ d'application

Travailleurs salariés ayant 1 enfant ou plus. Egalement pensionnés avec enfants à charge.

Régime spécial pour les fonctionnaires.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 10% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Enfant âgé de moins de 16 ans (18 ans si apprenti, 21 ans si étudiant ou invalide).

Le père ou la mère, doit avoir été employé(e) pendant 3 mois consécutifs et doit travailler 18 jours ou 120 heures par mois (ou être bénéficiaire d'une prestation d'assurance sociale).

Allocation prénatale: Examens médicaux prescrits par la loi.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: 2 000 francs par mois pour chaque enfant du 1er au 6e.

Allocation prénatale: 500 francs par mois pendant 9 mois (payée en 3 versements).

Prime de naissance: Somme forfaitaire de 6 000 francs pour chacune des 3 premières naissances.

Quelques services sociaux et sanitaires sont également fournis aux mères et aux enfants.

Organisation administrative

Ministère du Travail: Surveillance générale.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion du régime.

Les employeurs peuvent verser des prestations directement à leurs travailleurs.

Veillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1960.

Loi en vigueur: 1974.

Régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U. = 0,98 dinar)

Champ d'application

Travailleurs salariés du secteur privé non agricole, pêcheurs, travailleurs agricoles, exploitants agricoles, travailleurs indépendants non agricoles, travailleurs tunisiens à l'étranger non couverts par un régime de sécurité sociale ni par un accord en la matière.

Exclus: Travailleurs domestiques.

Sources de financement

Assuré: Secteur privé non agricole: 1,25% du salaire; travailleurs agricoles: 1,75% du salaire agricole minimum ou d'un multiple de ce salaire ou 2,5% du salaire (selon la législation applicable); exploitants agricoles: 5,25%; travailleurs indépendants non agricoles: 5,25% des gains; travailleurs tunisiens à l'étranger: 5,25% des gains.

Employeur: Secteur privé non agricole: 2,5% des salaires, plus un prélèvement de 4,25% de la contribution payable à la Caisse nationale de sécurité sociale au titre des prestations à court terme; travailleurs agricoles: 3,5% du salaire agricole minimum ou d'un multiple de ce salaire, ou 5% du salaire (selon la législation applicable).

Gouvernement: Néant.

Salaire minimum dans l'industrie et le commerce (SMIG): 0,649 dinars par heure, salaire minimum dans l'agriculture (SMAG): 4,061 dinars par jour.

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: 60 ans (ou 50 à 59 ans: avec réduction de 0,5% pour chaque trimestre d'anticipation avant 60 ans pour les travailleurs avec 360 mois de cotisations en cas de retraite volontaire; ou avec pension complète si en chômage pour des raisons économiques depuis 6 mois, ou si usure prématurée de l'organisme, ou si mère ayant 3 enfants à charge avec 180 mois de cotisations). 120 mois de cotisations. Cessation de l'emploi soumis à l'assurance nécessaire.

Pension d'invalidité: Perte permanente d'au moins 2/3 de la capacité de gain. 60 mois de cotisations.

Pension de survivants: L'assuré était pensionné ou remplissait les conditions d'ouverture du droit à pension.

Allocation au décès: 50 jours d'emploi au cours des 2 derniers trimestres ou 80 jours d'emploi au cours des 4 derniers trimestres.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: 40% du salaire moyen au cours des 3 ou 5 dernières années (période la plus favorable). Augmentation de 0,5% pour chaque tranche de 3 mois de cotisations au-delà de 120 mois. Pension maximum: 80% du salaire, dans la limite de 6 fois le salaire minimum national. Pension minimum: 2/3 du salaire minimum national.

Travailleurs avec 60 à 119 mois de cotisations: Pension réduite proportionnellement; minimum: 50% du salaire minimum national.

Indemnité de vieillesse: Somme forfaitaire due aux travailleurs si âgés de 60 ans et à moins 60 mois de cotisations, mais n'ayant pas droit à pension.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: 50% du salaire moyen au cours des 3 ou 5 dernières années (période la plus favorable). Augmentation de 0,5% pour chaque tranche de 3 mois de cotisations au-delà de 180 mois. Pension maximum: 80% du salaire, dans la limite de 6 fois le salaire minimum national. Pension minimum: 2/3 du salaire minimum national.

Supplément pour assistance constante: 20% de la pension.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 75% de la pension de l'assuré pour la veuve sans enfant à charge. Egalement payée au veuf invalide. (70% si 1 enfant à charge; 50% si 2 enfants ou plus à charge).

Pension d'orphelins: 30% de la pension de l'assuré due à chaque orphelin de moins de 16 ans (21 ans si étudiant; pas de limite si invalide).

Maximum des pensions de survivants: 100% de la pension de l'assuré.

Allocation au décès: En cas de décès du chef de famille: Somme forfaitaire égale à 12 fois le salaire mensuel moyen (dans la limite de 6 fois le SMIG) des 3 ou 5 dernières années (la plus avantageuse) plus 8,4% pour chaque année de cotisations. Maximum: 18 mois de salaire. Supplément pour enfant: 10% pour chaque enfant à charge. Le montant ainsi obtenu est réduit de 50% en cas de décès d'un pensionné et en plus rabattu de 40 à 10% selon que le décès est intervenu entre l'âge de 70 à 85 ans. En cas de décès de l'épouse à charge ou d'un enfant: Somme forfaitaire égale à 10-90 jours de prestation de maladie de l'assuré.

Organisation administrative

Ministère des Affaires sociales: Surveillance générale.

Caisse d'assurance vieillesse, invalidité et survivants: Gestion du régime.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi en vigueur: 1960.

Régime d'assurance sociale (prestations en espèces et prestations médicales)

Champ d'application

Travailleurs salariés du secteur privé non agricole, travailleurs agricoles, exploitants agricoles, travailleurs indépendants non agricoles, travailleurs tunisiens à l'étranger non couverts par un régime de sécurité sociale ni par un accord en la matière, étudiants et stagiaires.

Les titulaires de pension et les personnes à leur charge (y compris les parents âgés) sont également assurés pour les prestations médicales.

Exclus: Travailleurs domestiques.

Sources de financement

Assuré: Secteur privé non agricole: 5% du salaire; travailleurs agricoles: 0,3% du salaire agricole minimum ou d'un multiple de ce salaire, ou 2,5% du salaire (selon la législation applicable); travailleurs indépendants non agricoles: 5,4% des gains; exploitants agricoles: 1,2% du

revenu forfaitaire; travailleurs tunisiens à l'étranger: 5,4% des gains.

Employeur: Secteur privé: 15% des salaires; travailleurs agricoles: 0,9% du salaire agricole minimum ou d'un multiple de ce salaire, ou 5% du salaire (selon la législation applicable).

Gouvernement: Néant.

Les cotisations patronales ci-dessus servent également au financement des allocations familiales.

Conditions d'attribution

Prestations hospitalières: 50 jours d'emploi soumis à l'assurance au cours des 2 derniers trimestres civils, ou 80 jours au cours des 4 derniers trimestres.

Les maladies de longue durée (plus de 180 jours) doivent être certifiées par la commission médicale.

Prestations en espèces de maternité: 80 jours d'emploi soumis à l'assurance au cours des 4 derniers trimestres.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestations de maladie: 66 2/3% du salaire journalier moyen (50% après 3 années).

Payables après un délai de carence de 5 jours (pas de délai de carence pour l'hospitalisation, les longues maladies reconnues et les accidents non professionnels).

Prestations de maternité: 66 2/3% du salaire. Dues pour 30 jours (renouvelables de 15 jours).

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations médicales: Soins médicaux fournis directement aux malades assurés par les établissements de santé et hôpitaux de l'Etat, dans le cadre de contrats entre la Caisse nationale de sécurité sociale et le Département de la Santé. Soins ambulatoires fournis dans les polycliniques de la Caisse. Inclus: Les soins médicaux, l'hospitalisation, la chirurgie, les soins de spécialistes, les services de laboratoire et les médicaments.

Les bénéficiaires de pensions reçoivent des soins médicaux gratuits dans les hôpitaux de l'Etat et les polycliniques de la Caisse.

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour personnes à charge: Les mêmes que pour les assurés.

Organisation administrative

Ministère des Affaires sociales: Surveillance générale.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion du régime par l'intermédiaire de ses bureaux régionaux.

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1921.

Loi en vigueur: 1957.

Régime obligatoire auprès d'assurances privées

Champ d'application

Tous les travailleurs salariés, y compris les travailleurs domestiques.

Les travailleurs indépendants peuvent s'assurer volontairement.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: Prime d'assurance de 1 à 9% des salaires selon les risques.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 50% du salaire durant les 6 premières semaines; 66 2/3% par la suite. Payables après un délai de carence de 3 jours jusqu'à guérison ou constatation de l'incapacité permanente.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: Salaire moyen multiplié par 50% du degré d'incapacité pour le pourcentage d'invalidité compris entre 5% et 50%, et par 150% pour le pourcentage supérieur à 50%. Somme forfaitaire si l'incapacité se situe entre 5% et 15%.

Supplément pour assistance constante: 25% du salaire moyen; minimum: 120 dinars par an.

Prestations médicales: Soins médicaux et chirurgicaux nécessaires, hospitalisation, médicaments, et appareils de prothèse jusqu'à un coût maximum précisé.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 25% du salaire de l'assuré. Egalement payée au veuf.

Pension d'orphelins: 15 à 45% du salaire pour 1 à 4 orphelins ou plus âgés de moins de 16 ans; 20 à 60% pour 1 à 3 orphelins ou plus de père et mère.

Autres survivants ayants droit (en l'absence des catégories ci-dessus): Petits-enfants, parents, grands-parents à charge.

Maximum des pensions de survivants: 70% du salaire de l'assuré.

Allocation funéraire: 50 dinars.

Organisation administrative

Ministère des Affaires sociales: Surveillance générale.

Les employeurs doivent se couvrir de leur responsabilité auprès de compagnies d'assurance privées.

Chômage

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi en vigueur: 1982.

Régime d'assistance-chômage

Champ d'application

Tous les travailleurs salariés non agricoles affiliés à la Caisse nationale de sécurité sociale.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: Néant.

Gouvernement: Coût total.

Conditions d'attribution

Allocations de chômage: 12 trimestres de cotisation à la Caisse nationale de sécurité sociale. Être inscrit au bureau de placement. Capable de travailler. Chômage dû à licenciement involontaire. Le travailleur doit avoir des personnes à charge et se trouver sans autres sources de revenus.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocation de chômage: Salaire à concurrence de 1 fois le SMIG.

Payable pendant 3 mois.

Organisation administrative

Ministère des Affaires sociales: Surveillance générale.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion des prestations.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1944.

Lois en vigueur: 1960 et 1980 (suppléments familiaux).

Régime lié à l'emploi

Champ d'application

Travailleurs salariés du secteur privé non agricole, pêcheurs de diverses catégories, travailleurs agricoles oc-

cupés dans des coopératives ou chez des exploitants agricoles employant 30 salariés ou plus, étudiants âgés de moins de 28 ans et stagiaires sans limite d'âge.

Exclus: Travailleurs domestiques.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: Voir cotisations pour l'assurance maladie.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Enfant âgé de moins de 14 ans (18 ans si apprenti; 20 ans si étudiant, ou fille remplaçant la mère pour élever les frères et soeurs; pas de limite si invalide.)

Suppléments familiaux si l'épouse ne travaille pas: Les enfants doivent avoir droit aux allocations familiales.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: 18% du salaire de l'assuré pour le premier enfant, 16% pour le deuxième, 14% pour le troisième. Plafond des salaires pour le calcul des prestations: 122 dinars par trimestre.

Suppléments familiaux si l'épouse ne travaille pas: 9 375 dinars par trimestre pour 1 enfant, 18 750 dinars pour 2 enfants, 23 475 dinars pour 3 enfants.

Quelques services sociaux et sanitaires sont également fournis aux mères et aux enfants.

Organisation administrative

Ministère des Affaires sociales: Surveillance générale.

Caisse nationale de sécurité sociale: Gestion du régime par l'intermédiaire de ses bureaux régionaux.

Vieillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1956.

Loi en vigueur: 1961. (Le nouveau Code de la sécurité sociale de 1988 n'est pas encore en vigueur).

Régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U. = 3 175 nouveaux zaïres)

Champ d'application

Travailleurs salariés y compris les travailleurs domestiques, travailleurs occasionnels et gens de mer.

Régime spécial pour les fonctionnaires.

Assurance volontaire pour les personnes n'exerçant pas d'activité salariée si au moins 5 ans dans un emploi couvert par l'assurance et demande formulée dans les 6 mois dès la cessation de l'emploi rémunéré.

Sources de financement

Assuré: 3,5% du salaire.

Employeur: 3,5% des salaires.

Gouvernement: Subvention annuelle jusqu'au moment fixé par décret.

Assurance volontaire: 7% du salaire assuré pendant la période de 6 mois la plus récente, sur la base de 3 échelons de salaire.

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: 63 ans (hommes) ou 60 ans (femmes); 55 ans si vieillissement prématuré. 60 mois d'assurance au cours des 10 dernières années. Cessation de toute activité rémunérée. Payable à l'étranger si accord de réciprocité.

Pension d'invalidité: Perte des 2/3 de la capacité de gain. 36 mois d'assurance au cours des 5 dernières années (pas de stage si accident non professionnel).

Pension de survivants: Le défunt était pensionné ou remplissait les conditions d'ouverture du droit à pension.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: Montant annuel de 1/60e du salaire moyen mensuel, multiplié par les mois de cotisations.

Pension minimum: 50% du salaire minimum légal.

Indemnité de vieillesse: Somme forfaitaire égale à 10 fois la pension annuelle calculée sur la base du nombre d'années d'assurance (pas moins de 50% de la pension minimum) due à partir de 58 ans aux travailleurs n'exerçant aucune activité si n'ayant pas droit à pension.

Pensions ajustées selon les variations de l'indice des salaires.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: Montant annuel de 1/60e du salaire moyen mensuel, multiplié par les mois de cotisations.

Pension minimum: 50% du salaire minimum légal.

Supplément pour assistance constante: 50% de la pension.

Pensions ajustées selon les variations de l'indice des salaires.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 40% de la pension de l'assuré, si 50 ans ou invalide au moment du décès. Egalement payée au veuf invalide à charge.

Allocation de veuve (si n'ayant pas droit à pension): Somme forfaitaire égale à une pension de 12 mois de la personne décédée.

Pension d'orphelins: Somme forfaitaire égale à 25% de l'allocation de veuve pour chaque enfant de moins de 16 ans (25 ans si étudiant, pas de limite si invalide); 50% pour chaque orphelin de père et de mère. Maximum: 100% de l'allocation de veuve.

Pensions ajustées selon les variations de l'indice des salaires.

Organisation administrative

Ministère du Travail, de la Main-d'Oeuvre et de la Prévoyance sociale: Surveillance générale.

Institut national de sécurité sociale: Gestion du régime par l'intermédiaire des directions régionales et bureaux sous-régionaux; administré par un Conseil tripartite et un président délégué général.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

(Le Code du travail impose aux employeurs le paiement des 2/3 du salaire plus les allocations familiales à leurs travailleurs en cas de maladie, l'octroi de 14 semaines de congé de maternité et la fourniture de soins médicaux pour les travailleurs et les personnes à leur charge.)

(Des soins médicaux sont disponibles aux bénéficiaires de pensions de vieillesse et d'invalidité, ainsi qu'aux personnes à leur charge, dans les hôpitaux et dispensaires de l'Etat.)

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1949.

Loi en vigueur: 1961.

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Travailleurs salariés y compris les travailleurs domestiques, travailleurs occasionnels, gens de mer, apprentis et étudiants des écoles professionnelles et artisanales.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 1,5% des salaires (peut être augmenté pour risque plus grand).

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: 66 2/3% du salaire journalier moyen pendant les 3 mois précédant l'accident ou la maladie, plus allocations familiales le cas échéant, et si le degré d'incapacité est d'au moins 60%. Prestations réduites pendant l'hospitalisation si pas de personnes à charge.

Payables dès le jour suivant l'accident du travail ou le début de la maladie professionnelle jusqu'à guérison ou constatation de l'incapacité permanente.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations d'incapacité permanente: 85% du salaire moyen mensuel des 3 mois précédant l'accident ou la maladie en cas d'invalidité totale.

Supplément pour assistance constante: 50% de la pension.

En cas d'incapacité partielle, pourcentage de la pension complète correspondant au degré d'incapacité (transformée en somme forfaitaire égale à 3 fois la pension annuelle si l'incapacité n'atteint pas 15%).

Prestations médicales: Soins médicaux, dentaires, chirurgicaux et hospitaliers; rayons X, analyses de laboratoire, fournitures pharmaceutiques, appareils de prothèse et transport.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 20% du salaire de l'assuré payable à la veuve sans limitation d'âge. Egalement payable au veuf invalide à charge. (Somme forfaitaire égale à 12 fois la pension mensuelle payable à la veuve ou au veuf en cas de remariage.)

Pension d'orphelins: 15% du salaire pour chaque orphelin de moins de 16 ans (25 ans si étudiant, pas de limite si invalide).

Maximum des pensions de survivants: 100% de la pension d'incapacité totale de l'assuré.

Allocation funéraire: Somme forfaitaire égale à 90 jours du salaire minimum légal.

Organisation administrative

Ministère du Travail, de la Main-d'Oeuvre et de la Prévoyance sociale: Surveillance générale.

Institut national de la sécurité sociale: Gestion des cotisations et des prestations.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1951.

Loi en vigueur: 1961.

Régime lié à l'emploi

Champ d'application

Travailleurs salariés et bénéficiaires de prestations d'assurance sociale ayant 1 enfant ou plus.

Régime spécial pour les fonctionnaires.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: 4% des salaires.

Gouvernement: Néant.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Enfant âgé de moins de 16 ans (25 ans si étudiant, pas de limite si invalide).

Allocation également due aux femmes non actives qui élèvent des enfants.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: 10% du salaire minimum légal pour chaque enfant (31 200 zaïres par mois).

Organisation administrative

Ministère du Travail, de la Main-d'Oeuvre et de la Prévoyance sociale: Surveillance générale.

Institut national de la sécurité sociale: Gestion du régime pour les bénéficiaires de l'assurance sociale dans la province de Shaba. Dans les autres parties du territoire national, l'employeur doit payer des allocations à ses travailleurs.